

Soutien à Julian Assange et à Chelsea Manning

Cette page a été créée par l'Adetra le 25 février 2016, avec initialement des publications régulières sur les grands accords de libre-échange, dont en particulier l'accord TISA sur lequel l'Adetra a travaillé entre 2014 et 2016. Des ONGs et faitières syndicales nationales et internationales ont pu travailler sur TISA grâce aux documents secrets révélés par WikiLeaks sur ces accords de libre-échange qui nous concernent tous ! Depuis 2019, l'Adetra a décidé de soutenir Julian Assange et Chelsea Manning pour leur travail immensément courageux et remarquable, au service de l'Humanité !

Page mise à jour le 30 avril 2022

Les criminels ne sont pas ceux qui dénoncent les crimes commis contre l'humanité, mais ce sont ceux qui les commettent, et ceux qui les approuvent silencieusement

Justice et Libération immédiate et inconditionnelle

pour Julian Assange, torturé à mort ! ♥ ♥ ♥ ♥ ♥

Sites importants en soutien à Julian Assange :

- Twitter du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzerWorld> Socialist Web Site (français) : <https://www.wsws.org/fr/topics/mediaCategory/free-assangeWorld> Socialist Web Site (english) : <https://www.wsws.org/en/search>

- Le Grand soir présente de nombreuses traductions : <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange-+.html>

- Le journaliste Kevin Gosztola, rédacteur en chef de Shadowproof.

Articles concernant Julian Assange : <https://shadowproof.com/?s=assange>

Article en traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://shadowproof.com/tag/julian-assange/&prev=search&pto=aue>

- Consortium News <https://consortiumnews.com/tag/julian-assange/>

Articles en traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/tag/julian-assange/&prev=search&pto=aue>

- Free Julian Assange : https://www.facebook.com/profile.php?id=100044177062245&ref=search&eid=ARCSqoFAjDiPe-dCOVjqrO6P-XRMyTvyvx87_uh1PiV3Xbmv_b0aWALIJMweHqvAJrqUnsCrHyHtWR9M

* * * * *

Récentes nouvelles

Petit historique des audiences précédant celle du 20 avril 2022. Présentation par Reporters sans frontières (RSF) : "Le prédécesseur de Priti Patel, l'ancien ministre de l'Intérieur Sajid Javid avait dans un premier temps donné son feu vert à la demande d'extradition en juin 2019. Cette décision a engendré des procédures devant les juridictions britanniques qui ont duré plus de deux ans. À l'issue de ces procédures, le tribunal de district a rendu une décision bloquant l'extradition de Julian Assange pour des raisons de santé mentale en janvier 2021 [le 4 janvier], puis la Haute cour est revenue sur cette décision en décembre 2021, pour en fin de compte que la Cour suprême refuse d'examiner sa demande [à Assange] en appel en mars 2022."

<https://rsf.org/fr/royaume-uni-rsf-lance-une-nouvelle-petition-freeassange-alors-que-le-ministre-de-linterieur>

Audience du 27 octobre 2021. Article de Kevin Gosztola : Le Crown Prosecution Service, qui représente le gouvernement des États-Unis, est allé devant la Haute Cour de justice britannique et a dénoncé le travail du juge de district, qui a bloqué l'extradition du fondateur de WikiLeaks Julian Assange en janvier 2021.

https://shadowproof.com.translate.goog/2021/10/27/appeal-hearing-prosecutor-attacks-judges-decision-which-blocked-us-from-extraditing-assange/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc Autres articles de Shadowproof (en

traduction google) : https://shadowproof-com.translate.goog/tag/julian-assange/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

Procès en extradition en février et septembre 2020, avec de remarquables dépositions de témoins. Traduction française par Le Grand soir : <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences.html>

* * * * * Libérez Julian Assange - Le 28 avril 2022 :

♥ Dino Giarrusso est une personnalité de la télévision italienne, membre du Parlement italien et membre du Parlement européen : "En tant qu'Européens, nous devons défendre Assange. Aujourd'hui plus que jamais le processus d'extradition doit être stoppé avec toute notre pression sur le gouvernement anglais. Un précédent comme celui-ci représentera un dangereux précédent. L'Europe doit prendre position et garantir sa liberté dans toute action légale. Libérez Julian maintenant". <https://www.facebook.com/watch/?v=3200703910257335>

♥ Le 20 avril 2022. Message du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, qui s'est tant investi depuis 3 ans pour que lumière soit faite sur la persécution et la détention arbitraire de l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, notamment par ses lettres adressées aux gouvernements étasunien, britannique, suédois et équatorien, ses auditions au sein de parlements et d'organisations de la société civile, ses interviews accordés à divers médias...

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1516799410914709507> Twitt (traduction deepl) : En ce jour, rappelons-nous que la "banalité du mal" se manifeste chaque fois que des fonctionnaires, simplement en faisant l'autruche et en "faisant

simplement leur travail", permettent la torture et la persécution par déshumanisation. En ce jour, regardons [-nous] dans le miroir et demandons-nous : Jusqu'où avons-nous sombré ? Pour rappel : Le 8 décembre 2020, l'expert de l'ONU a demandé la libération immédiate d'Assange après 10 ans de détention arbitraire : "Les souffrances de plus en plus graves infligées à Julian Assange, du fait de son isolement cellulaire prolongé, équivalent non seulement à une détention arbitraire, mais aussi à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants." Le 20 mars 2020. Twitt du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : Merci @FreefromTorture & @glynco de nous avoir rappelé que l'agression des États-Unis et du Royaume-Uni contre l'Irak, qui a laissé des millions de personnes traumatisées, violées, torturées et tuées, était "basée sur des informations fausses et fabriquées qui étaient un sous-produit de la torture". Personne n'a été tenu pour responsable.

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1241029981469323269> * * * * * ♥ Position de deux députés européens irlandais : Le 20 avril 2022. Twitt de Clare Daly (trad. deep) : L'espionnage est une accusation "politique". Assange est un journaliste, pas un espion. Son affaire d'extradition n'aurait pas dû être portée devant les tribunaux. @Sajid Javid aurait dû être rejetée*. @priti patel a maintenant une seconde chance d'éviter une grave erreur judiciaire. Elle doit l'utiliser. @wikileaks #FreeAssange. <https://twitter.com/ClareDalyMEP/status/1516884155161792514> N.B. *Le prédécesseur de Priti Patel, l'ancien ministre de l'Intérieur Sajid Javid avait dans un premier temps donné son feu vert à la demande d'extradition en juin 2019. (RSF) Le 24 avril 2022. Twitt de Mick Wallace (trad. deep) : L'UE parle de la liberté de la presse et des droits de l'homme, matin, midi et soir - Mais ce ne sont que des paroles en l'air quand ils ne peuvent pas se résoudre à mentionner le mot "Assange" - Le crime de Julian était d'être un vrai journaliste, contrairement aux soi-disant journalistes qui s'inclinent devant l'empire des USA.

<https://twitter.com/wallacemick/status/1518279999828246529> * * * * * Rappelons que la publication par WikiLeaks dès 2010 de documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines est légale, car protégée par le Premier amendement de la Constitution américaine. Or, le gouvernement étasunien ne respecte pas sa propre Constitution lorsqu'il empêche l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, de bénéficier de ce droit : Interview du 21 novembre 2018 de James C. Goodale, professeur de droit, ancien vice-président et avocat général du New York Times (trad. google). Extrait : "À l'époque, les faits concernant Assange en ce qui a trait à la publication de documents qu'il avait faits avec le New York Times, le Guardian, etc, présentaient un cas classique de Premier amendement... Du point de vue du Premier Amendement, la publication de documents volés, tant que l'éditeur n'a pas participé activement au vol proprement dit, est toujours une activité protégée par la Constitution." <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92> Le 12 avril 2021, Nils Melzer était interviewé par le Club Autrichien des Journalistes : Julian Assange est actuellement en détention en Grande-Bretagne, dans l'attente d'une éventuelle extradition. Aux États-Unis, dix-huit chefs d'accusation ont été retenus contre lui, dont 17 concernent soit disant l'espionnage. Mais ce qui est ici qualifié d'espionnage, c'est simplement la publication de documents confidentiels du gouvernement américain. Or, la publication est ce que font les journalistes d'investigation au quotidien. Assange n'a pas volé les documents, il les a obtenus par la lanceuse d'alerte Chelsea Manning, qui avait à l'époque accès à ces documents, mais qui a elle-même violé son devoir de secret en les divulguant à WikiLeaks. <https://lundi.am/Julian-Assange-Un-verdict-dangereux> Interview du 23 février 2020 de James Goodale, l'un des avocats les plus éminents du Premier amendement aux États-Unis et qui a représenté le New York Times dans l'affaire Pentagon Papers. En 2013, il a écrit le livre Fighting For The Press qui décrivait la menace pour la liberté de la presse si l'administration du président Barack Obama poursuivait le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. <https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/> Extraits : "La troisième chose que je suis, c'est que le gouvernement adopte cette position très étrange selon laquelle Assange n'a aucun droit au Premier amendement. Cette position est basée sur l'idée qu'Assange n'est pas un citoyen américain et qu'il ne bénéficie donc pas des protections du Premier amendement [et] [Il est] assez troublant que le gouvernement étasunien prenne quelqu'un qui est dans un autre pays que les États-Unis, à savoir Assange, et annonce qu'il est soumis à la Loi sur l'espionnage de ce pays, mais qu'il ne bénéficie pas de la protection des autres lois qui autrement le protégeraient. C'est la putain de chose la plus scandaleuse que j'aie jamais entendue." Traduction google : https://shadowproof-com.translate.goog/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

Article du 25 mai 2019 de la journaliste Caitlin Johnstone. <https://www.legrandsoir.info/combien-de-fois-faut-il-que-julian-assange-ait-raison-avant-qu-on-ne-commence-a-l-ecouter.html> Une décision effroyable ! Le 20 avril 2022, le tribunal de première instance, le Westminster Magistrates' Court, a approuvé l'extradition de l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-Unis, et a envoyé l'ordonnance d'extradition au ministre de l'Intérieur britannique, Priti Patel, pour approbation. <https://www.wsws.org/fr/articles/2022/04/22/assa-a22.html> En complément : Le 29 mars 2022. Article du journaliste Matt Kennard, enquêteur en chef chez Declassified UK : La ministre de l'Intérieur Priti Patel faisait partie d'un groupe de pression lié à la CIA - la Henry Jackson Society (HJS) -, avec Lord James Arbuthnot dont l'épouse, la juge Lady Emma Arbuthnot, a rendu deux décisions juridiques clés contre Julian Assange (en février 2018). <https://declassifieduk.org/priti-patel-was-part-of-cia-linked-lobby-group-with-husband-of-assange-judge/> Traduction google : https://declassifieduk-org.translate.goog/priti-patel-was-part-of-cia-linked-lobby-group-with-husband-of-assange-judge/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-04-as-british-judge-made-rulings-against-julian-assange-her-husband-was-involved-with-right-wing-lobby-group-briefing-against-wikileaks-founder/> Le 19 avril 2022. Communiqué de la Fédération internationale des journalistes (IFJ) : Ce 20 avril 2022, la justice britannique se penchera à nouveau sur le sort de Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, traqué, emprisonné, torturé et menacé d'extradition aux États-Unis pour avoir révélé des informations d'intérêt général. Une persécution d'autant plus inique qu'elle est là pour l'exemple : Julian Assange incarne aujourd'hui la

menace faite à nos dirigeants de devoir rendre des comptes. Une menace que les détracteurs d'Assange voudraient réduire à néant, alors qu'elle est la garantie d'une démocratie qui fonctionne correctement. <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/lextradition-dassange-serait-un-signal-desastreux-pour-tous-les-lanceurs-dalerte.html> Note Adetra : nous compléterons ce qui précède ces prochains jours.

Le 10 décembre 2021. La Haute-Cour britannique a autorisé l'appel des USA qui s'étaient opposés au verdict de 1ère instance de non extradition du fondateur de WikiLeaks. En cette journée des Droits de l'Homme, cette nouvelle est terrible en ce qu'elle continue de piétiner les droits fondamentaux de Julian Assange qui a dédié sa vie à la protection des droits de l'Homme !

- Article de Consortium News (en trad. google) : https://consortiumnews-com.translate.goog/2021/12/10/assange-loses-high-court-allows-us-appeal-sends-assange-case-back-to-lower-court/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

- Twitter du journaliste américain Kevin Gosztola de Shadowproof : <https://twitter.com/kgosztola>

- Le jugement de ce jour : <file:///C:/Users/admin/AppData/Local/Temp/USA-v-Assange-judgment101221.pdf>
 Note Adetra du 10 décembre 2021 : les gouvernements, les responsables politiques, les médias mainstream, les faïtières syndicales et ONGs nationales et mondiales (dont celles ayant bénéficié des révélations de WikiLeaks sur TISA), qui auront gardé le silence, porteront aussi leur part de responsabilité dans cette affaire tragique pour Julian Assange, et qui marque un dangereux tournant pour l'humanité ! Par contre, rappelons que parmi les nombreux et actifs soutiens à Assange se trouvent, entre autres, diverses organisations de défense des droits de l'Homme que nous saluons, dont la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), la Ligue des droits de l'Homme France (LDH), et Reporters sans frontières ! UN ECRAN DES DROITS : HACKING JUSTICE Paris. Dimanche 12 décembre à 11h au Majestic Bastille HACKING JUSTICE de Clara Lopez Rubio et Juan Pancorbo, séance suivie d'un débat avec Maryse Artiguelong, vice-présidente de la LDH et Jean-Philippe Foegle, juriste membre de la Maison des Lanceurs d'Alerte. "Voici l'histoire glorieuse et bouleversante de Julian Assange et de sa traque menée par les États-Unis et leurs vassaux dans une nouvelle version de l'éternel combat de Spartacus contre l'Empire. Suivant pas à pas la défense du fondateur de WikiLeaks, coordonnée par l'avocat espagnol Baltasar Garçon, mondialement connu pour avoir fait interpellé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, les réalisateurs ont parcouru le monde pendant neuf ans pour retisser cette histoire aux implications politiques profondes. Dans une démocratie, la liberté d'informer est un minimum vital et ne peut être une option, quelles que soient nos opinions politiques. Cette histoire concerne chacun d'entre nous." Section Paris 10/11 Fédération de Paris de la Ligue des Droits de l'Homme

Le film de Clara Lopez Rubio et Juan Pancorbo sur Julian Assange La Ligue des droits de l'Homme (LDH) soutient le film « Hacking justice – le combat du siècle pour la liberté d'informer » Le documentaire « Hacking justice – le combat du siècle pour la liberté d'informer » de Clara López Rubio et Juan Pancorbo sortira en salle le 17 novembre 2021. <https://www.ldh-france.org/la-ldh-soutien-le-film-hacking-justice-le-combat-du-siecle-pour-la-liberte-dinformer/https://www.davduf.net/clara-lopez-rubio-co-realisateur-de-hacking>

France. Initiative des députés François Ruffin et Cédric Villani "Accordons le droit d'asile à Julian Assange !" Le 16 novembre 2021, une conférence de presse en soutien au fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a eu lieu à l'Assemblée nationale en présence de plusieurs députés dont François Ruffin, Jean-Luc Mélenchon et Jean Lassalle, avec la participation de John Shipton, Stella Morris, et de Victor Dedaj qui soutient activement Julian Assange depuis 2,5 ans. <https://francais.rt.com/international/92700-pere-julian-assange-rencontre-deputes-assemblee-nationale> Julian Assange - Réaction de Nils Melzer

Article du 1er novembre 2021 de RT et interview de Going Underground avec Nils Melzer (anglais) : Le jugement de première instance n'était pas une victoire pour Julian Assange, ou pour la liberté de la presse, d'ailleurs c'est un piège. <https://francais.rt.com/international/92199-grave-dommages-medicaux-rapporteur-onu-met-garde-sur-sante-assange>

Interview du 1er novembre 2021 d'Investig'Action avec Nils Melzer (en français) :

<https://www.youtube.com/watch?v=OR5pd1BaQhw>

POUR RAPPEL : Le gouvernement étasunien attaque le Premier amendement de la Constitution des États-Unis, ce qui risque de créer un précédent pour les pays du monde entier qui pourraient dorénavant également demander l'extradition de journalistes et éditeurs d'investigation, ce qui mettrait en péril le quatrième pouvoir !

Le 12 avril 2021, Nils Melzer était interviewé par le Club Autrichien des Journalistes :

Julian Assange est actuellement en détention en Grande-Bretagne, dans l'attente d'une éventuelle extradition. Aux États-Unis, dix-huit chefs d'accusation ont été retenus contre lui, dont 17 concernent soit disant l'espionnage. Mais ce qui est ici qualifié d'espionnage, c'est simplement la publication de documents confidentiels du gouvernement américain. Or, la publication est ce que font les journalistes d'investigation au quotidien. Assange n'a pas volé les documents, il les a obtenus par la lanceuse

« alerte Chelsea Manning, qui avait à l'époque accès à ces documents, mais qui a elle-même violé son devoir de secret en les divulguant à WikiLeaks. <https://lundi.am/Julian-Assange-Un-verdict-dangereux>
 Les 17 chefs d'accusation des Etats-Unis retenus contre Julian Assange concernent la publication, par WikiLeaks, de documents classifiés du gouvernement américain, activité jusqu'à récemment protégée par le Premier Amendement de la Constitution des Etats-Unis, mais que les USA cherchent désormais à criminaliser :

- Interview du 21 novembre 2018 de James C. Goodale, professeur de droit et ancien vice-président et avocat général du New York Times (trad. google) : "À l'époque, les faits concernant Assange en ce qui a trait à la publication de documents qu'il avait faits avec le New York Times, le Guardian, etc, présentaient un cas classique de Premier amendement [de la Constitution des Etats-Unis]... Du point de vue du Premier Amendement, la publication de documents volés, tant que l'éditeur n'a pas participé activement au vol proprement dit, est toujours une activité protégée par la Constitution." <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92>

- Entretien du 6 janvier 2021 avec l'avocat James C. Goodale (trad. google) : "Nous avons un Premier amendement dans ce pays - et le Premier amendement est bien là dans ce cas - pour permettre au public de connaître les fuites d'informations classées secrètes. Pourquoi ? Parce que tout est classé secret - des millions, des millions et des millions de documents. Et ce n'est pas comme si nous voulions connaître les secrets les plus intimes. Nous voulons savoir comment fonctionne le gouvernement. Et si à chaque fois que nous demandons au gouvernement, il nous dit "Je ne vous le dirai pas parce que c'est secret", alors il fait tout ce qu'il veut, y compris commettre des crimes de guerre et il ne nous donne pas accès à ce qu'il a fait. Ainsi, ce dont il s'agit, c'est de savoir comment, nous Américains, avons accès à l'information." <https://btlonline.org/press-freedom-jeopardized-as-u-s-attempts-to-extradite-julian-assange-from-u-k-to-face-espionage-charges/>

- Article du 25 mai 2019 du WSWS (extrait) : Le New York Times a publié jeudi soir un éditorial affirmant que l'acte d'accusation « constitue une escalade marquée des efforts pour poursuivre M. Assange, un acte qui pourrait avoir un effet dissuasif sur le journalisme américain, tel qu'il est pratiqué depuis des générations. Il vise directement le cœur du Premier amendement qui protège « la capacité d'éditeurs à informer le public de la vérité. » <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/25/pers-m25.html>

- Déclaration du 23 mai 2019 de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) - New York (trad. google) : Le ministère de la Justice a inculpé aujourd'hui le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, en vertu de la loi sur l'espionnage. Ben Wizner, directeur du projet Speech, Privacy, and Technology de l'American Civil Liberties Union, a publié le commentaire suivant en réponse : "Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, le gouvernement a engagé des poursuites pénales contre un éditeur pour la publication d'informations véridiques. Il s'agit d'une escalade extraordinaire des attaques de l'administration Trump contre le journalisme, et d'une attaque directe contre le Premier amendement. Elle établit un dangereux précédent qui peut être utilisé pour cibler tous les organismes de presse qui demandent des comptes au gouvernement en publiant ses secrets. Et c'est tout aussi dangereux pour les journalistes américains qui découvrent les secrets d'autres nations. Si les États-Unis peuvent poursuivre un éditeur étranger pour avoir violé nos lois sur le secret, rien n'empêche la Chine, ou la Russie, de faire de même."

Julian Assange

Une persécution éminemment politique et une procédure pseudo-juridique ! L'Etat de droit piétiné ! Le journalisme d'investigation menacé ! Un homme torturé ! Les 27 et 28 octobre 2021, la Haute Cour britannique a entamé une audience de deux jours sur un appel du gouvernement américain visant à obtenir l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-Unis.

L'audience n'a à nouveau pas abordé les motifs politiques de la détention inhumaine de Julian Assange dont l'état de santé est (et ne peut qu'être) extrêmement inquiétant.

La décision de la Haute Cour britannique sera rendue ultérieurement, à une date non précisée !

- Article de Thomas Scripps du World Socialist Web Site (WSWS) <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/10/28/assange-028.html>

- Article du 27 octobre du journaliste américain Kevin Gosztola et du journaliste britannique Mohamed Elmaazi paru dans The Dissenter <https://thedissenter.org/prosecutor-attacks-judges-decision-which-blocked-us-from-extraditing-assange/> Traduction google : https://thedissenter-org.translate.goog/prosecutor-attacks-judges-decision-which-blocked-us-from-extraditing-assange/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=nui,sc

- Article du 29 octobre de Mohamed Elmaazi et Kevin Gosztola (trad. google) https://shadowproof-com.translate.goog/2021/10/29/appeal-hearing-cias-war-on-assange-their-most-prominent-critic-takes-center-stage/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=nui,sc

- Article du 28 octobre de Caitlin Johnstone (trad. google) https://caitlinjohnstone-com.translate.goog/2021/10/28/the-assange-persecution-is-western-savagery-at-its-most-transparent/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=nui,sc

- Article du 28 octobre de Chris Hedges, présenté et traduit par Le Grand soir <https://www.legrandsoir.info/la-bataille-pour-la-liberte-de-la-presse-la-plus-importante-de-notre-epoque.html> N.B. Pour les articles et autres documents originaux, veuillez vous référer aux sites mentionnés en haut de cette page web.

Les plans de la CIA pour kidnapper, empoisonner ou tuer l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange
 - Article de Consortium News. Le 26 septembre 2021 "Yahoo! News" publiait : "Enlèvement, assassinat et fusillade à Londres : les plans de guerre secrets de la CIA contre WikiLeaks". Entretien de Randy Credico avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer. Transcription en traduction google : https://consortiumnews-com.translate.goog/2021/10/10/randy-credico-interviews-nils-melzer-on-julian-assange/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=nui,sc

- Article de Joe Lauria, de Consortium News, traduit par Le Grand Soir (extrait) : Consortium News, ainsi que d'autres médias, a fait état il y a un an, le 30 septembre 2020, d'un complot de la CIA pour enlever ou empoisonner Julian Assange, sur la base d'un témoignage sous serment lors de l'audience d'extradition d'Assange à Londres. Max Blumenthal de The Grayzone a été le premier à rapporter l'histoire en mai 2020.

Le témoignage de septembre 2020, présenté pour la première fois devant un tribunal de Madrid, provenait d'un ancien associé et employé d'UC Global, la société de sécurité espagnole payée par la CIA pour espionner Assange à l'ambassade d'Équateur à Londres, y compris les conversations privilégiées d'Assange avec ses avocats et ses médecins.

L'un des témoins a déclaré qu'en décembre 2017, "les États-Unis étaient désespérés" de faire sortir Assange de l'ambassade, et que "des mesures plus extrêmes devaient être utilisées."

<https://www.legrandsoir.info/les-erreurs-de-l-article-de-yahoo-sur-assange-consortium-news.html>

- Le WSWS a interviewé le frère d'Assange, Gabriel Shipton, le 28 octobre 2021 : Ils ont effectivement trouvé un moyen de le kidnapper et de le prendre en otage, et le faire avec ce voile de légalité. Le rapporteur de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, appelle cela un meurtre au ralenti sous nos yeux. Ce n'est pas différent de ces plans de la CIA. Cela continue, mais d'une manière différente, sous l'administration Biden. <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/10/30/assa-o30.html> Julian Assange

Une décision rendue mercredi 7 juillet 2021 par la Haute Cour britannique autorise les procureurs américains à faire appel de la décision du 4 janvier 2021 de la juge Baraitser de ne pas extraditer Julian Assange !

- Article du 12 juillet 2021 d'Oscar Grenfel paru dans le WSWS (traduction google)

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2021/07/12/assa-j12.html&prev=search&pto=aue> En juin 2020, le gouvernement américain a soumis un faux acte d'accusation de

remplacement aux tribunaux britanniques, qui est à la base de la demande d'extradition..., établi notamment sur des allégations mensongères de l'escroc islandais Sigurdur Ingi Thordarson :

Le 26 juin 2021. Article du média Stundin (trad. google) : Un témoin majeur dans l'affaire du ministère de la Justice des États-Unis contre Julian Assange, Sigurdur Ingi Thordarson, a admis avoir fabriqué des accusations clés dans l'acte d'accusation contre le fondateur de Wikileaks. Le témoin a des antécédents documentés de sociopathie et a reçu plusieurs condamnations pour abus sexuels sur mineurs et fraude financière de grande envergure.

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=is&u=https://stundin.is/grein/13627/key-witness-in-assange-case-admits-to-lies-in-indictment/&prev=search&pto=aue>

- Le 9-18 juillet 2021. Vidéo présentée par Consortium News, avec sa transcription (anglais) :

<https://consortiumnews.com/2021/07/18/watch-new-cn-live-episode-assange-on-the-brink/>

Traduction google en français https://consortiumnews-com.translate.goog/2021/07/18/watch-new-cn-live-episode-assange-on-the-brink/?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,sc,elem,se

- Article du 14 juillet 2021 de Richard Medhurst paru dans RT (trad. google)

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.rt.com/op-ed/529216-assange-extradition-crimes-fabricated-accusations/&prev=search&pto=aue>

- Article du 7 juillet 2021 de Charlie Savage paru dans le New York Times, extrait en trad. google : Les procureurs ont formulé deux séries d'accusations. La première est que M. Assange a participé à un complot de piratage criminel, à la fois en proposant d'aider Mme Manning à masquer ses traces sur un réseau informatique sécurisé et en s'engageant dans un effort plus large pour encourager les pirates à obtenir du matériel secret et à l'envoyer à WikiLeaks. L'autre est que sa sollicitation et sa publication d'informations que le gouvernement avait jugées secrètes violaient la loi sur l'espionnage.

https://www-nytimes-com.translate.goog/2021/07/07/us/politics/julian-assange-extradition-appeal.html?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=ajax,se,elem,sc

Note de l'Adetra du 18 juillet 2021 : pour rappel, suite à l'audience du 4 janvier 2021, la partenaire de l'équipe juridique de Julian Assange, Mme Stella Morris, avait annoncé le 19 février 2021 : "La prochaine étape de l'affaire judiciaire est que l'équipe juridique de Julian répondra aux motifs d'appel des États-Unis... L'équipe de Julian a demandé à la Haute Cour de leur donner plus de temps pour envisager de déposer un appel incident afin de contester des parties de la décision où le magistrat ne s'est pas rangé du côté de Julian et des arguments relatifs à la liberté de la presse."

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2021/02/19/letter-from-london-on-the-matter-of-assanges-lawyers-considering-a-cross-appeal/&prev=search&pto=aue>

[L'appel incident est l'appel formé en réaction à l'appel principal, pour y répliquer]. Dans la vidéo du 9 juillet, présentée par Consortium News le 18 juillet 2021, Kristinn Hrafnsson répond à la question posée par Elisabeth Voz à 01:20:55 sur l'appel incident. Extrait de la réponse : "Well, that is for the lawyers to decide after discussing the issue with the client,

with Julian, and it has been indicated that later in the process, a cross appeal will be requested, quite possibly on all the grounds where Baraitser did seem to side with the U.S. government and the political claim. And so, I mean, it simply hasn't been decided, as far as I know yet. So it comes later in the procedure. There hasn't been a case management hearing yet so we haven't got the firm court date. We can expect the case management hearing probably in five or 10 days' time. So we know how things will progress". D'autre part, qu'en est-il de l'appel annoncé par Kristinn Hrafnsson, pour l'équipe juridique d'Assange, relatif à l'audience du 6 janvier 2021 ? Extrait : "Le rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, a annoncé par la suite que l'équipe juridique d'Assange allait porter la décision de mise en liberté sous caution devant la Haute Cour de Justice dans les heures ou les jours à venir."

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.theguardian.com/media/2021/jan/06/julian-assange-refused-bail-despite-judge-ruling-against-extradition-to-us&p> // <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/01/09/assa-j09.html>
Genève lance un Appel pour libérer Julian Assange ! Le 4 juin 2021. Appel de Genève <https://pressclub.ch/gva-freeassange/>

- Signez la pétition <https://www.change.org/p/la-justice-du-royaume-uni-gen%C3%A8ve-lance-un-appel-pour-lib%C3%A9rer-assange>

- Intervention du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer (trad. Deepl) : Persécuter les diseurs de vérité dérangeants comme #Assange @Snowden & @xchelsea, c'est comme éteindre l'alarme-incendie dans la maison de la démocratie et de l'État de droit. Vous vous sentirez peut-être à l'aise un peu plus longtemps, mais la prochaine fois que vous regarderez autour de vous, toute la maison sera en feu ! SIGNEZ L'APPEL DE GENÈVE <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1404925363604578312> Médias

- RT France. Appel de Genève pour libérer Assange : « Il a perdu sa liberté pour défendre la nôtre » <https://francais.rt.com/international/87399-appel-geneve-pour-liberer-assange-il-a-perdu-sa-liberte-pour-defendre-la-notre?fbclid=IwAR2LC44KTIA0FTYRGPcK8AAYrPdwo1rdE-AAxi0T7e1uDgt7BivEQm8LWQ>

Emission de RT, avec des extraits de la conférence de presse de l'Appel de Genève traduits en français : <https://www.facebook.com/RTFrance/videos/472731753827689>

- La Radio Télévision Suisse romande (RTS) interviewe la Maire de Genève, Frédérique Perler :

<https://www.rts.ch/info/monde/12252439-un-appel-de-geneve-pour-la-liberation-immediate-de-julian-assange.html>

- Article paru dans Le Temps <https://www.letemps.ch/suisse/geneve-se-mobilise-reclamer-liberation-julian-assange>
Daniel Ellsberg Daniel Ellsberg, la célèbre source des documents du Pentagone qui ont révélé toute la criminalité de la guerre du Vietnam, a fait une autre divulgation non autorisée qu'il confesse ouvertement et pour laquelle il veut être poursuivi par le Ministère de la Justice des Etats-Unis en vertu de l'Espionage Act !

- Le 23 mai 2021. Daniel Ellsberg : Je remercie Charlie Savage pour cette excellente présentation. Je suis heureux que le New York Times continue de publier des informations classifiées dans l'intérêt du public, même si le Département de la Justice des États-Unis considère de plus en plus cela comme un acte criminel : voir Reality Winner, Daniel Hale et Julian Assange. <https://twitter.com/DanielEllsberg/status/1396573134707257344>

- Le 22 mai 2021. Twitter de Charlie Savage, auteur américain et journaliste au New York Times.

https://twitter.com/charlie_savage/status/1396060950080405506 Extraits en traduction Deepl : Il y aura 50 ans le mois prochain, le New York Times commençait à publier les Pentagon Papers, un moment décisif dans l'histoire de la guerre du Vietnam et des fuites d'informations top secrètes. Sa source, Daniel Ellsberg, a fait une autre divulgation non autorisée. /1

- Le 22 mai 2021. Article de Charlie Savage. <https://www.nytimes.com/2021/05/22/us/politics/nuclear-war-risk-1958-us-china.html>

Extrait : « Si je suis inculpé, j'affirmerai ma conviction que ce que je fais - comme ce que j'ai fait dans le passé - n'est pas criminel », a déclaré Daniel Ellsberg, arguant que l'utilisation de la loi sur l'espionnage [Espionage act] « pour criminaliser la divulgation de la vérité classifiée dans l'intérêt public » est inconstitutionnelle. Traduction google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.nytimes.com/2021/05/22/us/politics/nuclear-war-risk-1958-us-china.html&prev=search&pto=ae> En complément : <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/09/19/deas-s19.html> <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/25/pers-m25.html> <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/10/snow-d10.html>

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, a rédigé un rapport oppressant sur le cas du fondateur de WikiLeaks 7. Mai 2021. In seinem neuen Beitrag stellt Ortwin Rosner das neue Buch von UN-Sonderberichterstatter Prof. Nils Melzer vor: Gegen den Strich denken. Buch zum Fall Julian Assange : Warum und wie er in England gefoltert wird. <https://www.derstandard.at/story/2000126281498/wie-julian-assange-in-england-fuer-die-enthuellung-von-kriegsverbrechen> April 20, 2021. Media DW. The case of Julian Assange : Rule of law undermined. <https://www.dw.com/en/the-case-of-julian-assange-rule-of-law-undermined/a-57260909> Julian Assange Le 12 mai 2021.

Article d'Alfred de Zayas, avocat et historien d'origine américaine, J. D. Harvard, Dr. phil. Göttingen. Pendant de nombreuses années, il a été l'un des principaux avocats du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, président du département des pétitions et professeur invité de droit dans plusieurs universités. De 2012 à 2018, il a été le premier Expert indépendant pour la promotion d'un ordre international juste et

démocratique à l'ONU. <https://www.counterpunch.org/2021/05/12/worse-than-the-dreyfuss-affair-the-persecution-of-julian-assange/> Article en traduction google : Pire que l'affaire Dreyfuss: la persécution de Julian Assange Julian Assange Le 1er mai 2021. Article d'Oscar Grenfell du WWSWS : Il y a dix ans, WikiLeaks et Assange publiaient les «fichiers de Guantánamo». <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/05/03/jagf-m03.html> Article original en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2021/05/01/guan-m01.html> Julian Assange - Le 15 avril 2021. Article du Dr Lissa JOHNSON, traduit et présenté par Le Grand soir : <https://www.legrandsoir.info/torture-a-l-australienne-un-nouveau-pays-secret-new-matilda.html> Le Dr Lissa Johnson est psychologue clinicienne et directrice de cabinet en pratique privée. Avant de devenir psychologue, elle s'est qualifiée en études des médias, avec une spécialisation en sociologie. Elle s'intéresse depuis longtemps à la psychologie des problèmes sociaux et à l'impact des problèmes sociaux sur la psychologie, et est un ancien membre du groupe consultatif d'intérêt public de l'Australian Psychological Society.

- Le 22 janvier 2021. Declassified UK : Article de Richard Norton-Taylor : L'ancien secrétaire britannique du Brexit dit que le juge d'Assange "s'est trompé dans la loi". <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.dailymaverick.co.za/article/2021-01-22-uks-former-brexit-secretary-says-assange-judge-got-the-law-wrong/&prev=search&pto=aue> Julian Assange - Craig Murray

April 27, 2021. Article by Craig Murray, former British Ambassador : The CIA's Chinese Walls Traduction google : Les murs chinois de la CIA Extrait (trad. Deepl) : On me demande souvent quelle est la situation juridique actuelle. Les Etats-Unis ont fait appel de la décision de ne pas extraditer devant la Haute Cour anglaise et galloise. La défense a soumis sa réponse à l'appel. Ce faisant, elle a également introduit un contre-appel contre les nombreux points très préoccupants sur lesquels la juge Vanessa Baraitser a jugé que l'extradition était possible, avant de la rejeter sur la seule base des antécédents médicaux et des conditions de détention.

Entretiens avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture & Publication de son livre : l'affaire Assange - Histoire d'une persécution "The Julian Assange Case" ♥ ♥ ♥

Le 17 avril 2021. Interview de Nils Melzer par Hasso Suliak, avocat et rédacteur en chef de Legal Tribune Online. <https://www.lto.de/recht/hintergruende/h/assange-uno-sonderberichterstatter-psychische-folter-melzer-wikileaks-auslieferung-usa-isolationshaft/> Nils Melzer est professeur de droit international et enseigne à Glasgow et à Genève. En 2016, il a été nommé Rapporteur spécial sur la torture par le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies. Auparavant il a travaillé comme conseiller en politique de sécurité auprès du gouvernement suisse et comme conseiller juridique et envoyé dans les zones de guerre et de crise pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Son livre "The Julian Assange Case" sera publié le 19 avril par Piper Verlag au prix de 22 euros. Traduction française par Dom Laure : <https://www.facebook.com/notes/308997127277278> Nils Melzer déclare que le traitement de Julian le laisse "sans voix"

Le 17 avril 2021. Nils Melzer, interviewé par Stefania Maurizi, journaliste d'investigation à Il Fatto quotidiano, revient sur son enquête sur le fondateur de WikiLeaks, qui l'a poussé à prendre la parole en tant que lanceur d'alerte et à tirer la sonnette d'alarme sur cette affaire et ses implications : "Nous avons déjà créé un monde parallèle de services secrets qui contrôlent tout". <https://www.ilfattoquotidiano.it/in-edicola/articoli/2021/04/17/assange-melzer-says-the-treatment-of-julian-leaves-him-speechless/6169437/> Traduction française par Dom Laure : <https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/nils-melzer-d%C3%A9clare-que-le-traitement-de-julian-le-laisse-sans-voix/754446125242903/>

Le livre de Nils Melzer : <https://www.piper.de/buecher/der-fall-julian-assange-isbn-978-3-492-07076-8>

Les autres éditions linguistiques paraîtront ultérieurement dans l'année.

Twitt de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1383360852657463300>

Julian Assange Symposium international de parlementaires du 17 avril 2021 (Online) Avec des interventions d'experts juridiques dont Nils Melzer, Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, et James Goodale, professeur de droit, ancien vice-président et avocat général du New York Times (à environ 56:30). <https://www.facebook.com/DEAcampaign/videos/938495346914541>

Pour rappel : Article du WWSWS du 25 mai 2019. De nouvelles accusations contre Julian Assange en vertu de la Loi sur l'espionnage [Espionage Act] font du journalisme une infraction :

Dans un assaut historique contre la liberté de la presse, le ministère américain de la Justice a annoncé jeudi 23 mai 2019 que l'éditeur de Wikileaks, Julian Assange, avait été mis en accusation sous 17 chefs d'accusation en vertu de la Loi sur l'espionnage Extrait : Cette décision marque la première fois qu'un journaliste est inculpé en vertu de la Loi de 1917 sur l'espionnage [Espionage Act]. Les procureurs américains ont tenté de condamner Daniel Ellsberg par le biais de cette loi. Il fut un contractuel de la RAND Corporation, et avait photocopié des rapports internes sur la guerre du Vietnam et les avait distribués à la presse, les Pentagon Papers. S'appuyant sur des affirmations selon lesquelles Ellsberg aurait violé la loi en obtenant les documents, la Maison Blanche de Nixon tenta d'empêcher le New York Times et le Washington Post de publier les documents. Dans son jugement de 1971 sur le cas New York Times Co. c. États-Unis, la Cour suprême a confirmé le droit du Times de publier les documents secrets volés, déclarant : « Seule une presse libre et débridée peut dénoncer efficacement la tromperie gouvernementale. Et l'une des responsabilités principales d'une presse libre est le devoir d'empêcher toute partie du gouvernement de tromper le peuple et de

l'envoyer dans des contrées lointaines où il mourra de fièvres étrangères et sous les balles et obus étrangers.»

La poursuite d'Assange pour avoir publié des « documents relatifs à la défense nationale » constitue une tentative non seulement de renverser ce jugement, mais de faire de la diffusion même de documents par des journalistes un crime. Le New York Times a publié jeudi soir un éditorial affirmant que l'acte d'accusation « constitue une escalade marquée des efforts pour poursuivre M. Assange, un acte qui pourrait avoir un effet dissuasif sur le journalisme américain, tel qu'il est pratiqué depuis des générations. Il vise directement le « droit du premier amendement », qui protège « la capacité d'éditeurs à informer le public de la vérité. »

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/25/pers-m25.html> Article original :

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/05/24/pers-m24.html>

Concernant les noms expurgés par Julian Assange, voir notamment les témoignages suivants : - Le 18 décembre 2020. RT France : <https://francais.rt.com/international/81899-principale-accusation-americaine-visant-assange-mise-mal-par-enregistrement-datant-de-2011> - Mark Davis, avocat et journaliste <https://www.michaelwest.com.au/julian-assange-smears-fade-as-wikileaks-witnesses-concede-he-was-not-reckless-did-protect-informants/> et

<https://www.youtube.com/watch?v=uZkyLoaMvRg&fbclid=IwAR0yTRJXpTUPiobKXp6wiwpfikbQGifHjWtrwkoUh6YE7526BeVnv53vpF0> - Kevin Michael Rudd, homme d'État australien qui a été Représentant à la Chambre des représentants de 1998 à 2013, chef du Parti travailliste australien entre 2006 et 2013, et Premier ministre d'Australie à deux reprises (chef du gouvernement). <https://www.smh.com.au/politics/federal/rudd-says-assange-faces-unacceptable-and-disproportionate-punishment-20191125-p53duj.html> - Robert John (Bob) Carr, ancien ministre australien des Affaires étrangères (1947), Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud de 1995 à 2005, et ex-ministre fédéral australien des Affaires étrangères. <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-souring-alliance-2020101-p53o6x.html>

Quand la justice américaine a démasqué la conspiration du Parti démocrate contre Assange et WikiLeaks :

- Article du 1er août 2019 du WWSW concernant la décision du Juge américain John Koeltl :

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/01/wiki-a01.html> Julian Assange Suite à l'audience du 4 janvier 2021, les États-Unis avaient annoncé vouloir faire appel du jugement de la juge Vanessa Baraitser Pour rappel, les avocats de l'accusation avaient un délai de 14 jours pour faire appel de cette décision.

<https://www.wsws.org/fr/articles/2021/01/06/pers-j06.html>

Les USA ont déposé un appel le 15 janvier et ont ensuite reçu quinze jours supplémentaires pour déposer les motifs détaillés à l'appui de leur appel.

Le 5 janvier 2021. Communiqué de presse officiel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme sur la décision du 4 janvier de la Cour britannique refusant l'extradition de Julian Assange (anglais):

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26638&LangID=E> Extraits (en traduction DeepL) : Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a salué mardi le refus d'un tribunal britannique d'extrader le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, vers les États-Unis au motif qu'il serait exposé à des conditions d'emprisonnement "oppressantes" qui le pousseraient presque certainement au suicide […]

Les États-Unis ont annoncé qu'ils feraient appel du jugement et ont salué le rejet, par la juge [Baraitser], de tous les arguments de la défense d'Assange fondés sur la liberté de la presse, l'intérêt public dans la dénonciation des fautes du gouvernement, l'interdiction des extraditions pour délits politiques, et le fait que les États-Unis n'ont pas assuré des procès équitables aux personnes accusées d'atteinte à la sécurité nationale.

Le 19 janvier 2021. Article de Consortium News. Les États-Unis ont déposé un [avis de] recours auprès de la Haute Cour de Londres contre la décision de la juge britannique Vanessa Baraitser de bloquer l'extradition de Julian Assange pour des raisons de santé. Les procureurs du gouvernement américain ont reçu 2 semaines supplémentaires pour déposer des motifs détaillés à l'appui de leur appel. <https://consortiumnews.com/2021/01/19/us-files-appeal-in-assange-case/>

Google traduction <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2021/01/19/us-files-appeal-in-assange-case/&prev=search&pto=aue>

Trois semaines plus tard, le 9 février 2021 : Les États-Unis ont déposé un recours auprès de la Haute Cour de Londres. Le gouvernement Biden continuera d'exiger l'extradition du fondateur de WikiLeaks vers les États-Unis pour y être inculpé, selon un communiqué publié mardi par le ministère américain de la Justice (Department of Justice – DoJ). Article de Consortium News : <https://consortiumnews.com/2021/02/12/biden-doj-files-appeal-to-get-assange-extradited/> Article du WWSW : <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/02/11/assa-f11.html>

Concernant les appels de l'équipe juridique de Julian Assange Suite à une recherche faite sur divers sites concernant les appels annoncés par l'équipe juridique de Julian Assange, nous avons trouvé un article du media en ligne d'investigation journalistique "Consortium News", avec une annonce de Stella Moris-Smith Robertson, partenaire de l'équipe juridique d'Assange. Le 19 février 2021. Consortium News a publié un article d'Alexander Mercouris (Londres), analyste juridique, commentateur politique et rédacteur en chef de The Duran : LETTRE DE LONDRES : Les avocats d'Assange envisagent de faire un appel incident. Si cela se produit, l'audience à la Haute Cour de Londres prendra une importance capitale. [L'appel incident est l'appel formé en réaction à l'appel principal, pour y répliquer]. <https://consortiumnews.com/2021/02/19/letter-from-london-on-the-matter-of-assanges-lawyers-considering-a-cross-appeal/>

Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2021/02/19/letter-from-london-on-the-matter-of-assanges-lawyers-considering-a-cross-appeal/&prev=search&pto=aue>

Note de l'Adetra du 16 avril : Nous attendons l'appel incident de l'équipe juridique afin que les arguments omis lors du jugement du 4 janvier soient rétablis

dans leur vérité. Cette démarche nous paraît absolument indispensable pour Julian Assange, et aussi plus largement pour notre humanité.

D'autre part, qu'en est-il de l'appel annoncé par la défense suite à l'audience du mercredi 6 janvier ?

Suite à l'audience du mercredi 6 janvier 2021 : "Le rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, a annoncé par la suite que l'équipe juridique d'Assange allait porter la décision de mise en liberté sous caution devant la Haute Cour de Justice dans les heures ou les jours à venir. <https://www.wsws.org/fr/articles/2021/01/09/assa-j09.html> Le 6 janvier 2021. Article du Guardian : <https://www.theguardian.com/media/2021/jan/06/julian-assange-refused-bail-despite-judge-ruling-against-extradition-to-us> Traduction google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.theguardian.com/media/2021/jan/06/julian-assange-refused-bail-despite-judge-ruling-against-extradition-to-us&> Note de l'Adetra du 16 avril : Nous n'avons pas vu trace de cet appel qui devait, selon l'annonce du rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, être déposé dans le courant du mois de janvier !

A relever que Kristinn Hrafnsson avait déjà été porte-parole de la défense le 19 juillet 2019, avec une annonce n'ayant pas été suivie d'effet (voir ci-après).

Julian Assange - Nils Melzer Julian Assange : Ein gefährliches Verdikt / Julian Assange : un verdict dangereux Anlässlich des zweijährigen Jahrestages der Inhaftierung des Journalisten Julian Assange veranstaltete der Austrian Journalist Club (AJC) eine Diskussion mit Professor Nils Melzer, UN-Sonderberichterstatter über Folter. Herr Melzer diskutierte die Konsequenzen der Entscheidung [décision] der Richterin Vanessa Baraitser vom 4. Januar 2021 im Auslieferungsprozess von Julian Assange. Dieses Interview, das am 26. Februar 2021 erstmals ausgestrahlt wurde, ist ursprünglich im Videoformat, in deutscher Sprache. VIDEO <https://www.youtube.com/watch?v=YE53iK6-gPQ>

- Publication du media "Lundi Matin" : Pour marquer les deux ans d'emprisonnement du journaliste Julian Assange, "Lundi matin" a publié la traduction et la transcription en Français de l'entretien du 26 février 2021 organisé par le Austrian Journalist Club (AJC) avec Nils Melzer, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture. Lors de cet entretien, le Professeur Melzer a évoqué les conséquences de la décision de la juge de première instance Vanessa Baraitser, rendue le 4 janvier 2021 dans le cadre du procès en extradition de Julian Assange. <https://lundi.am/Julian-Assange-Un-verdict-dangereux>

En complément : Interview par le journaliste Afshin Rattansi (RT) : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1380871675567337475>

--

Julian Assange - Nils Melzer Le 12 février 2021. Interview du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer par Infosperber. <https://www.infosperber.ch/bildung/an-julian-assange-soll-ein-prazedenzfall-etabliert-werden/?fbclid=IwAR2vjmYfuv9cJ3pQBH2HT3Xpyl3Rpl96fdwe-6flt4lYmqcVAbP133ASrqu>

Julian Assange - l'eurodéputée Clare Daly Le 10 février 2021. Intervention de la députée européenne Clare Daly au Parlement européen. Mme Daly est députée pour Dublin et membre de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique GUE/NGL. Avec certains de ses collègues, dont l'eurodéputé irlandais Mick Wallace, elle soutient activement Julian Assange. <https://www.facebook.com/ClareDalyMEP/posts/4517969368218961>

Pour rappel : Le 14 novembre 2019, le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique GUE/NGL a organisé un événement : Le journalisme n'est pas un crime - L'affaire d'extradition d'Assange; avec les intervenants Nils Melzer, David Green et Bob Carr. Des députés et diverses ONGs y ont été invités, dont le syndicat Adetra. <https://www.guengl.eu/events/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case/> Veuillez trouver sur cette page d'autres interventions des députés Clare Daly et Mick Wallace.

Julian Assange

L'administration Biden poursuit l'extradition de Julian Assange et la guerre de Trump contre la presse

- Le 9 février 2021. Article de Kevin Gosztola de Shadowproof. <https://shadowproof.com/2021/02/09/assange-case-trump-doj-biden-continue/>

Traduction google : <https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://shadowproof.com/2021/02/09/assange-case-trump-doj-biden-continue/&prev=search&pto=aue>

- Le 10 février 2021. Article de Kevin Reed du WWSW (en anglais) : "L'administration Biden poursuivra l'extradition de Julian Assange." <https://www.wsws.org/en/articles/2021/02/10/assa-f10.html> Traduction par Dom Lore :

<https://www.facebook.com/groups/1662956313803099/permalink/3494256610673051/>

- Le 10 févr.2021. Article de Caitlin Johnstone, journaliste indépendante de Melbourne : "Biden poursuit la guerre de Trump contre la presse." <https://www.rt.com/op-ed/515166-caitlin-johnstone-biden-trump-press/> Traduction google :

https://www.rt.com/op-ed/515166-caitlin-johnstone-biden-trump-press/?fbclid=IwAR1oplVnSTnFsbIkU60MAkKS78K3gPS9ZD7_oTSBmYK7uACbRNNkOjqtsek MISE À JOUR DE LA PÉTITION- Par Phillip Adams, Brisbane Australie Petition update · Australian Senate Feb. 9, 2021 Senator Peter Whish-Wilson: Nobel Prize Nom. + Tabled Petition 2019 · Change.org Extrait de cette pétition :

Sénat australien, le 9 février 2021. Le Sénateur Peter Whish-Wilson : Prix Nobel Nomination & Pétition déposée 2019

: « C'est une honte absolue que la justice pour Julian Assange n'ait pas été réalisée. La semaine dernière, j'ai profité de la première occasion au Parlement 2021 pour continuer à me battre pour la liberté de Julian et à annoncer que [sénatrice] @janet_rice et moi-même l'avons nommé pour un prix Nobel de la Paix #FreeJulianAssange ». <https://twitter.com/SenatorSurfer/status/1359028846977142788?s=20>

Note Adetra du 10 février 2021 : Le 5 avril 2019, le ministre des Affaires étrangères britannique, Jeremy Hunt, annonçait : Extrait : Le Royaume-Uni et le Canada ont lancé une campagne mondiale pour #DefendMediaFreedom et mettre en lumière les abus des médias.

Jeremy Hunt, avec la ministre canadienne du Commerce Chrystia Freeland, et l'envoyée spéciale UK pour la liberté des médias, Amal Clooney, avons discuté de la manière dont nous pouvons inverser la tendance à la violence contre les journalistes. <https://twitter.com/FCDOgovUK/status/1114199640625295361?s=20> Six jours plus tard, le 11 avril 2019, Jeremy Hunt présidait à l'arrestation du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange ! L'un des événements clés de cette campagne, aura été la "Conférence mondiale pour la liberté des médias" [sic] qui s'est tenue à Londres les 10 et 11 juillet 2019. Or son envoyée spéciale nommée par Jeremy Hunt, Amal Clooney, de même semble-t-il que les autres orateurs, ont délibérément omis de parler de droits fondamentaux du fondateur et éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, dont celui de bénéficier d'un procès équitable... un silence assourdissant !

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/15/pers-j15.html>

- <https://www.youtube.com/watch?v=EjxRepa-HtM>

- <https://www.youtube.com/watch?v=d29V1eGJM0A>

Le 21 octobre 2019, l'ex-ambassadeur britannique, Craig Murray, publiait un compte rendu d'une audience à laquelle il venait d'assister au Tribunal de première instance de Westminster, témoignant notamment de l'état de santé très inquiétant de Julian Assange et de la violation de la procédure judiciaire en cours. https://www.legrandsoir.info/assange-au-tribunal-21-octobre-2019.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitterOr, ce même jour, le 21 octobre 2019, l'une des avocates d'Assange, Jennifer Robinson, présentait un article de presse faisant l'éloge de sa brillante collègue et envoyée du Royaume-Uni à la Conférence pour la 'liberté des médias', Amal Clooney !

<https://www.smh.com.au/national/press-freedom-under-threat-from-national-security-law-spree-20191020-p532f8.html>

Extrait : Lors de cette conférence, Mme Clooney s'est également inquiétée de la liberté d'expression concernant l'inculpation de Julian Assange par les Etats-Unis.

Nous constatons qu'il s'agit d'une inquiétude manifestée uniquement pour les autres journalistes !

Julian Assange The New York Times, le 8 février 2021. Article de Charlie Savage : Les groupes de défense des libertés civiles demandent au ministère de la Justice de classer l'affaire Julian Assange.

<https://www.nytimes.com/2021/02/08/us/politics/julian-assange-indictment.html?fbclid=IwAR0Lh85uC-aQpsul1aRz1palCZcwUoSJ8rnngaSIRFH8aUWIAjbp0nqner4> Article présenté par Free Julian Assange :

https://www.facebook.com/profile.php?id=100044177062245&ref=search&eid=ARCSqoFAjDiPe-dCOVjqrO6P-XRMvTvyx87_uh1PiV3Xbmv_b0aWALIJMweHqvAJrjUnsCrHyHtWR9M

- En complément, le 9 février 2021, article de Daily Maverick :

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.dailymaverick.co.za/article/2021-02-09-biden-administration-plans-to-continue-to-look-for-extradition-of-wikileaks-assange-official/&prev=search&pto=aue>

Les Etats-Unis obtiennent une nouvelle prolongation de 15 jours pour soumettre leurs motifs d'appel! Kristinn Hrafnsson: US Prosecution has been granted an extension in submitting grounds for appeal Judge Baraitser's No Extradition ruling till 15/2/2021. https://twitter.com/JA_Defence/status/1357399949638565895 Twitter du journaliste américain Kevin Gosztola : <https://twitter.com/kgosztola/status/1357421593094467587> La défense disposera de 10 jours ouvrables pour présenter ses arguments contre l'appel des Etats-Unis.

Une représentante au Conseil de l'Europe propose Chelsea Manning, Julian Assange et Edward Snowden pour le Prix Nobel de la Paix 2021 ! Le 3 février 2021. Violeta Tomi, une députée de l'opposition de gauche, représentante au Conseil de l'Europe pour la Slovénie, a nommé les lanceurs d'alerte Julian Assange, Edward Snowden et Chelsea Manning pour le prix Nobel de la paix de cette année, le parti l'a annoncé mercredi dans un communiqué de presse.

Information vue sur le FB du groupe français :

<https://www.facebook.com/groups/1662956313803099/permalink/3477405835691462/>

"Victoire pour la liberté d'expression et l'ouverture" après que le tribunal n'a confirmé aucune restriction territoriale à la loi sur la liberté de l'information (FOIA)

La journaliste Stefania Maurizi - 27 janv. : NOUS GAGNONS ! Mes incroyables avocats @estelledehon @suigenerisjen et moi-même, ainsi que toutes les autres parties, avons gagné ! Mon litige #Foia au Royaume-Uni pour défendre le droit de la presse d'accéder à la documentation complète sur Julian #Assange @khrfnsson #SarahHarrison @SwaziJAF va se poursuivre ! <https://twitter.com/SMaurizi/status/1354413513163362306>

Le 1er février 2021. Article de ComputerWeekly.com Le tribunal de la liberté de l'information décide que les journalistes d'investigation et autres peuvent utiliser la loi sur la liberté de l'information (FOIA) s'ils vivent en dehors du Royaume-Uni ou ne sont pas citoyens britanniques. <https://www.computerweekly.com/news/252495653/Victory-for-free-speech-and-openness-after-tribunal-confirms-no-territorial-restrictions-to-FOIA>

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.computerweekly.com/news/252495653/Victory-for-free-speech-and-openness-after-tribunal-confirms-no-territorial-restrictions-to-FOIA&prev=search&pto=aue> Des députés australiens des 2 chambres continuent à défendre Julian Assange !

Une pétition demande sa nomination au Prix Nobel de la Paix 2021 !

Le 7 janvier 2021, le député Andrew Wilkie de la Chambre basse des représentants du Parlement australien demande la libération de Julian Assange.

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://andrewwilkie.org/julian-assange-must-be-allowed-to-walk-free/&prev=search&pto=aue> Une pétition a été déposée par les sénateurs Peter Whish-Wilson et Janet Rice : Petition update · Julian Assange nominated for 2021 Nobel Prize by Janet Rice & Peter Wish-Wilson (Australian Greens) · Change.org <https://www.facebook.com/senatorsurfer/posts/3947412121937266> Voir sur cette page l'intervention de Janet Rice le 10 décembre 2020 auprès du Sénat australien.

Délai pour la présentation des motifs détaillés de l'appel par les Etats-Unis

Twitt du journaliste américain Kevin Gosztola : Today (29 Jan) was the two-week deadline for US Justice Department to file what they consider grounds for an appeal. 10:31 PM · 29 janv. 2021

Craig Murray Le 27 janvier 2021. L'ancien ambassadeur du Royaume-Uni, Craig Murray, devenu dénonciateur s'est retrouvé inculpé d'outrage au tribunal après avoir publié ses observations sur les poursuites engagées par l'ancien premier ministre écossais Alex Salmond. Des preuves ont été dévoilées suggérant que Salmond, qui a été déclaré non coupable de toutes les accusations, pourrait avoir été victime d'un complot visant à le saper politiquement. <https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://sputniknews.com/uk/202101271081888584-craig-murrays-contempt-of-court-trial-ends-as-judges-adjourn-to-consider-complex-and-novel-case/&prev=search&pto=aue>

Julian Assange, propositions de nomination pour le Prix Nobel de la Paix 2021 !

- France. Jean Luc Mélenchon : J'ai décidé de proposer le journaliste Julian Assange pour le prix Nobel de la paix, comme j'en ai le pouvoir en tant que parlementaire. <https://melenchon.fr/2021/01/28/un-prix-nobel-de-la-paix-pour-julien-assange/?fbclid=IwAR2AZ4EdBcmzXDspwOuCSHhApww2Aaf16IS8x9gjCyKZca8geJPNkAQRsK8>

- France. La députée Mathilde Panot : En ma qualité de parlementaire, je peux proposer une personnalité pour le prix Nobel de la paix. Comme @JLMelenchon , je propose le lanceur d'alerte et journaliste Julian #Assange. C'est un héros et la France s'honorerait à lui offrir l'asile politique. #NobelPeacePrize4Assange https://twitter.com/hashtag/NobelPeacePrize4Assange?src=hashtag_click&fbclid=IwAR0HDM68B71ILts_RenOI77qL-Qw0isdBIFEv6dH-2jr1Gmi18aUDWe8LvME En complément :

- Le député François Ruffin interpelle le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères : Quand la France va-t-elle faire honneur à la liberté d'informer et offrir l'asile politique à Julian Assange ?

<https://www.facebook.com/642036589311215/posts/1718726901642173/>

- URGENT: Signez la pétition pour encourager le comité à envisager la candidature de Julian ASSANGE au prix Nobel de la paix et pour persuader les membres officiels de soutenir la nomination de Julian !

<https://actionnetwork.org/petitions/julian-assange-deserves-a-nobel-peace-prize?fbclid=IwAR2sOKUwu0KvmoW4K7fVsbaYITGIE9rLKxUMDxUKM3ov2vplGTCYeag5JL8> Julian Assange Qu'en est-il de l'appel annoncé par la défense annoncé le 6 janvier 2021 ?

<https://www.wsws.org/fr/articles/2021/01/09/assa-j09.html>

Communiqué de l'Adetra du 29 janvier 2021 : suite à une publication d'un lanceur d'alerte, que nous remercions, concernant un épisode de la procédure judiciaire de 2019, nous avons fait une recherche concernant certains faits relatifs aux audiences des 1er mai, 14 juin, 23 juillet et 13 septembre 2019. Pour rappel, le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, est incarcéré dans la prison de haute sécurité de Belmarsh depuis le 11 avril 2019.

- Suite à l'audience du 1er mai 2019, la presse annonce que Julian Assange, est condamné à 50 semaines d'emprisonnement pour avoir enfreint les conditions de sa liberté sous caution en 2012. Article du WWSW :

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/05/01/assa-m01.html>

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2019/05/01/assa-m01.html&prev=search&pto=aue>

- Suite à l'audience du 14 juin 2019, le site Defend WikiLeaks informe qu'en fin d'audience, les avocats d'Assange annoncent qu'il fera appel de cette condamnation. <https://defend.wikileaks.org/2019/06/14/julian-assange-extradition-hearing-recap/>

- Le 18 juillet 2019, quelques médias mainstream publient : "Assange a fait appel de la durée de sa peine et une audience devait avoir lieu à la Cour d'appel de Londres le 23 juillet. Mais Assange ne poursuit plus l'appel et une porte parole de la magistrature a confirmé jeudi [le 18 juillet] que l'audience prévue avait été annulée."

<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/07/18/julian-assange-has-dropped-appeal-against-50-week-jail-term/>

→ Nous n'avons pas trouvé d'article sur le site du WWSW concernant le renoncement à cet appel, n'en ont-ils pas été informés ?

- Le 19 juillet 2019. Interview de Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks, sur Consortium News.

<https://consortiumnews.com/2019/07/19/watch-the-replay-wikileaks-editor-kristinn-hrafnsson-michael-isikoff-pepe-escobar-asad-abukhalil-on-cn-live/> : Vidéo de Consortium News (sous toutes réserves pour la traduction): Question (5:20) : pourquoi l'audience du 23 juillet 2019 concernant l'appel d'Assange a été annulée concernant la peine de 50 semaines ?

Réponse de Kristinn Hrafnsson : ce n'est pas une surprise. Julian et les avocats sont parvenus à la conclusion que le

bénéfice qu'ils pourraient obtenir s'ils essaient de se battre sur cette étape serait minime, même si cet appel était gagné. Cela prendrait du temps et des ressources, et l'accent est mis sur la lutte contre l'extradition. Et même s'il gagnait cet appel, il y a une possibilité en octobre 2019, après 25 semaines sur les 50, d'améliorer ses conditions en sortant de la prison de Belmarsh, donc ce serait fondamentalement un gaspillage de ressources dans ces circonstances, cela ne me surprend pas, je le savais depuis un certain temps déjà.

Mais cela ne change pas le fait que c'est une sentence scandaleuse pour une condamnation mineure en vertu d'une loi britannique qui est généralement réglée par une amende ou une petite sentence. Les dommages sont pourtant énormes, car il est placé dans des circonstances dans lesquelles il lui est impossible de se préparer correctement pour se défendre contre la requête en extradition qui aura lieu à la cour en février 2020.

Note Adetra : Bien que nous suivions ce dossier depuis près de 2 ans, nous n'avons pris connaissance de cet épisode que récemment. Le 18 juillet 2019, la défense du fondateur de WikiLeaks renonçait très discrètement à faire appel de la condamnation de 50 semaines d'emprisonnement, cherchant à en faire porter l'entière responsabilité sur Julian Assange lui-même ! Or il nous semble très peu probable qu'Assange ait renoncé à défendre ses intérêts. Une décision majeure qui a par ailleurs fait l'objet d'une annonce sur le média en ligne d'investigation journalistique "Consortium News", par un porte-parole ne faisant pas partie de l'équipe juridique ! En compensation, Kristinn Hrafnsson annonçait une action déterminante de la défense pour l'automne 2019.

Or, comme on le sait, la défense a également renoncé à demander la libération sous caution lors de l'audience du 13 septembre 2019 ! <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/09/16/assa-s16.html>.

Suite à une recherche, il est probable que l'avocate de la défense ayant plaidé le 13 septembre, dont le nom n'a pas été publiquement révélé - et pour cause -, soit Gareth Peirce. Or, le rôle d'un avocat de la défense consiste à user de tous les moyens légaux possibles pour défendre les droits et intérêts de son client dans le respect de la déontologie. Vous pourrez prendre connaissance de l'intéressant commentaire du 20 juillet d'Andrew F. dans les commentaires publiés sous la vidéo précitée de Consortium News. Et dans la même ligne, du document suivant:

Lors de son interview du 9 septembre 2020, paru dans Exberliner, Nils Melzer avait annoncé (trad. google): En substance, jusqu'à la décision finale sur son extradition, il devrait être autorisé à travailler et à mener une vie normale, par exemple dans un établissement semi-ouvert où il est empêché de s'échapper mais peut voir sa famille, ses avocats, ses médecins et ses amis, et avoir toutes les facilités et contacts d'une vie régulière.

<https://www.exberliner.com/features/julian-assange-trial-2020/nils-melzer-assange/>

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.exberliner.com/features/julian-assange-trial-2020/nils-melzer-assange/&prev=search&pto=aue> Julian Assange Le 19 janvier 2021, article de Consortium News. Les États-Unis ont déposé un [avis de] recours auprès de la Haute Cour de Londres contre la décision de la juge britannique Vanessa Baraitser de bloquer l'extradition de Julian Assange pour des raisons de santé. Les procureurs du gouvernement américain ont reçu 2 semaines supplémentaires pour déposer des motifs détaillés à l'appui de leur appel. <https://consortiumnews.com/2021/01/19/us-files-appeal-in-assange-case/> Google traduction

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2021/01/19/us-files-appeal-in-assange-case/&prev=search&pto=aue>

Via Australians for Assange : Craig Murray a besoin de NOTRE AIDE WWW

Murray est l'ami de Julian Assange et son remarquable soutien. Il a fait des reportages sur l'ensemble de l'affaire et surtout toujours depuis la salle d'audience. Il sera jugé le 27/01/2021 et a besoin d'urgence d'observateurs. Vous trouverez ci-dessous un modèle de courriel avec les 3 adresses électroniques. communications@scotcourts.gov.uk / onlinehearingaccess@scotcourts.gov.uk / judicialcomms@scotcourts.gov.uk

ic Re. HMA v Craig John Murray - Case number: HCA/2020-06/XM. Court of Appeals, 27 January 2021

"Dear Sir/Madam, I request video access to the hearing starting this Wednesday 27 January 2021. Kind regards, Xx your Name xX" <https://www.facebook.com/AustraliansForAssange/posts/440648140710646>

Le procès historique de Julian Assange et ses implications pour la liberté de la presse Dimanche 17 janvier 2021, un entretien sur le procès Assange a été organisé par la "First Unitarian Society of Milwaukee", avec les intervenants suivants : - Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, professeur de droit international à l'Université de Glasgow, et titulaire de la chaire des droits de l'homme à l'Académie de droit international humanitaire et des droits de l'homme de Genève. - Ray McGovern, ancien analyste de longue date de la CIA Russie, journaliste présidentiel et co-fondateur de Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS). Twitter de M. Nils Melzer :

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1350248007124594688> Lien menant vers la vidéo :

https://www.youtube.com/watch?v=wWhGfQq_wTQ&feature=youtu.be

Communiqué de la "First Unitarian Society of Milwaukee" : <https://uumilwaukee.org/event/the-trial-of-julian-assange-and-its-implications-for-press-freedom/#>

Lors du procès en extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, en septembre 2020 : "L'accès aux débats, par le biais de cette plate-forme [du ministère de la justice britannique], a été refusé par la juge à une quarantaine d'observateurs, pourtant initialement accrédités. Parmi eux, des ONGs comme Reporters sans frontières et Amnesty International, et des parlementaires européens. Dans un communiqué publié jeudi, Amnesty s'est dite « inquiète » de ce « manque d'accès » à l'audience." Article du 18 septembre 2020 paru dans Le Monde https://www.lemonde.fr/julian-assange/article/2020/09/18/malgre-le-covid-19-et-les-problemes-techniques-la-defense-d-assange-avance-ses-pions_6052779_6030330.html Le 15 septembre 2020, réaction de l'eurodéputée Marie Arena (Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen) : "Un principe fondamental de tout système juridique est que la justice n'est pas seulement rendue, mais qu'elle est observée

comme étant rendue."

Notre syndicat Adetra invite les députés nationaux et partis politiques suisses à prendre position sur ce dossier capital pour le maintien des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit.

A cet effet, vous pourrez prendre connaissance des comptes rendus d'audience du procès de septembre 2020 sur divers sites, dont les suivants :

- Craig Murray, ex-ambassadeur britannique : <https://www.craigmurray.org.uk/archives/2020/09/>

- Traduction française des comptes rendus de Craig Murray par Le Grand soir : <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences.html>

* * * * *

Communiqués, articles, compte-rendus et vidéos suite aux audiences des 4 et 6 janvier 2021 :

- Le 5 janvier 2021, Communiqué de presse officiel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme sur la décision du 4 janvier de la Cour britannique refusant l'extradition de Julian Assange (anglais) :

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26638&LangID=E> Extraits (en traduction DeepL) : Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a salué mardi le refus d'un tribunal britannique d'extrader le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, vers les États-Unis au motif qu'il serait exposé à des conditions d'emprisonnement "oppressantes" qui le pousseraient presque certainement au suicide […] Les États-Unis ont annoncé qu'ils feraient appel du jugement et ont salué le rejet, par la juge [Baraitser], de tous les arguments de la défense d'Assange fondés sur la liberté de la presse, l'intérêt public dans la dénonciation des fautes du gouvernement, l'interdiction des extraditions pour délits politiques, et le fait que les États-Unis n'ont pas assuré des procès équitables aux personnes accusées d'atteinte à la sécurité nationale. Article du 6 janvier 2021 de James C. Goodale, professeur de droit et ancien vice-président et avocat général du New York Times (extraits en traduction google) : "Immédiatement après la décision du juge britannique, le ministère américain de la Justice a annoncé [le 4 janvier] qu'il ferait appel en utilisant ses avocats britanniques. De tels appels, selon des sources britanniques, peuvent prendre jusqu'à deux ans.[…]

Les ennuis d'Assange ne sont probablement pas terminés. Premièrement, il peut perdre son appel. Et même s'il gagne, il reste toujours inculpé et soumis à une "restitution" (c'est-à-dire un enlèvement par la CIA)." <https://thehill.com/opinion/criminal-justice/532848-will-a-british-courts-decision-take-assange-off-the-hook-permanently> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://thehill.com/opinion/criminal-justice/532848-will-a-british-courts-decision-take-assange-off-the-hook-permanently&prev=search&pto=au> Lors de l'audience du 6 janvier 2021, la liberté sous caution a été refusée à Julian Assange qui devrait rester en détention provisoire dans la prison de haute sécurité de Belmarsh jusqu'à ce que l'appel de l'accusation soit entendu. Voir les articles du World Socialist Web Site (français) : <https://www.wsws.org/fr/topics/mediaCategory/free-assange>

World Socialist Web Site (english) : <https://www.wsws.org/en/search>

- Le 11 janvier 2021, Jameel Jaffer, directeur inaugural de l'Institut du Premier Amendement de l'Université de Columbia a publié un article (extrait) : "La juge Baraitser s'est rangée du côté du ministère de la Justice. Elle a rejeté l'argument d'Assange selon lequel celui-ci ne saurait être extradé pour "délit politique". Elle a rejeté son argument selon lequel ses actes étaient protégés par la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a rejeté ou esquivé toutes les objections liées à l'ampleur et l'imprécision de la loi sur l'espionnage. Si le ministère de la Justice étasunien demande au Royaume-Uni d'extrader un journaliste la semaine prochaine, ou l'année prochaine, il est peu probable que la décision de Baraitser présente un quelconque obstacle. Au contraire, il est même certain que la décision sera mise en avant dans les documents juridiques du ministère de la Justice." https://www.nbcnews.com/think/opinion/julian-assange-still-prison-america-s-democratic-principles-are-still-ncna1253051?fbclid=IwAR0l_oZGXGr90fUt7mmoLE5hhX6aORVzSBCxXJH1AZIHCo7KX2Nj6dF0xXk -----

World Socialist Web Site (english) : <https://www.wsws.org/en/search>

----- Note de l'Adetra du 16 janvier 2021 : - L'extradition pour un délit politique est expressément interdite par l'article 4(1) du traité d'extradition anglo-américain. <https://www.lawyersforassange.org/fr/open-letter.html>

----- Note de l'Adetra du 16 janvier 2021 : - L'extradition pour un délit politique est expressément interdite par l'article 4(1) du traité d'extradition anglo-américain. <https://www.lawyersforassange.org/fr/open-letter.html>

- Les publications d'Assange devraient normalement être protégées non seulement par le Premier amendement de la Constitution américaine, mais aussi par la "défense d'intérêt public" de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Voir à cet égard le plaidoyer envoyé par 17 organisations, dont les faïtières des droits de l'Homme AEDH et FIDH, à la commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Mme Dunja Mijatovic : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/02/Assange-Brief-VERSION-FR.pdf> Assange a-t-il droit à une protection intégrale du Premier amendement ? Par l'avocat James C. Goodale, le 15 octobre 2019 (en anglais).

<http://www.medialaw.org/component/k2/item/4801-is-assange-entitled-to-full-first-amendment-protection>

- Quant aux objections relatives à la loi sur l'espionnage, voire les remarquables dépositions des témoins lors du procès en extradition de septembre 2020. <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences.html> Et l'interview du 23 février 2020 de l'avocat américain James Goodale (extrait en TG) : Il est assez troublant que le gouvernement étasunien prenne quelqu'un qui est dans un autre pays que les États-Unis, à savoir Assange, et annonce qu'il est soumis à la Loi sur l'espionnage de ce pays [USA], mais qu'il ne bénéficie [toutefois] pas de la protection des autres lois qui autrement le protégeraient. C'est la putain de chose la plus scandaleuse que j'aie

jamais entendue. <https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/> -----

- Le 8 janvier 2021. Noémie Saidi-Cottier, avocate et secrétaire générale de l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (AADH), experte auprès du comité pénal du Conseil européen des barreaux (CCBE), revient sur le dossier au micro de Rachel Marsden. <https://fr.sputniknews.com/international/202101081045036518-extradition-dassange-refusee-il-y-a-une-incertitude-sur-les-tortures-qu'il-pourrait-subir-aux/>
- Le 10 septembre 2020, lors du procès en extradition de Julian Assange, Trevor Timm, co-fondateur de la Fondation pour la liberté de la presse (FPF) déclarait : "Aux États-Unis, le Premier amendement [de la Constitution] protège tout le monde. Que vous considériez Assange comme un journaliste n'a pas d'importance, il exerçait une activité journalistique." <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences-jour-3-9-septembre-2020.html> Compte rendu original de Craig Murray du 10 septembre 2020 (anglais) : <https://www.craigmurray.org.uk/archives/2020/09/your-man-in-the-public-gallery-assange-hearing-day-8/>
- Le 10 septembre 2020, Trevor Timm : "Chaque article important publié dans les journaux américains contient des informations secrètes ou classifiées." <https://www.computerweekly.com/news/252488835/Assange-prosecution-would-put-journalists-around-the-world-at-risk> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.computerweekly.com/news/252488835/Assange-prosecution-would-put-journalists-around-the-world-at-risk&prev=search&pto=aue>
- Le 6 janvier 2021, entretien avec l'avocat James C. Goodale (extrait) : "Nous avons un Premier amendement dans ce pays - et le Premier amendement est bien là dans ce cas - pour permettre au public de connaître les fuites d'informations classées secrètes. Pourquoi ? Parce que tout est classé secret - des millions, des millions et des millions de documents. Et ce n'est pas comme si nous voulions connaître les secrets les plus intimes. Nous voulons savoir comment fonctionne le gouvernement. Et si à chaque fois que nous demandons au gouvernement, il nous dit "Je ne vous le dirai pas parce que c'est secret", alors il fait tout ce qu'il veut, y compris commettre des crimes de guerre et il ne nous donne pas accès à ce qu'il a fait. Ainsi, ce dont il s'agit, c'est de savoir comment, nous Américains, avons accès à l'information." <https://btlonline.org/press-freedom-jeopardized-as-u-s-attempts-to-extradite-julian-assange-from-u-k-to-face-espionage-charges/> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://btlonline.org/press-freedom-jeopardized-as-u-s-attempts-to-extradite-julian-assange-from-u-k-to-face-espionage-charges/&prev=search&pto=aue>
- Le 6 janvier 2021. Royaume-Uni : RSF condamne la décision « inutilement cruelle » de maintenir Julian Assange en détention : <https://rsf.org/fr/actualites/royaume-uni-rsf-condamne-la-decision-inutilement-cruelle-de-maintenir-julian-assange-en-detention>
- Le Grand soir présente diverses traductions d'excellents articles : <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange+.html>
- Le 6 janvier 2021. Compte rendu de Craig Murray. <https://www.craigmurray.org.uk/>
- Le 8 janvier 2021, IWNSVG.com. Jomo Sanga Thomas, avocat et journaliste. https://www.iwnsvg.com/2021/01/08/the-crucifixion-of-julian-assange/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=the-crucifixion-of-julian-assange Traduction google : https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.iwnsvg.com/2021/01/08/the-crucifixion-of-julian-assange/%3Futm_source%3Drss%26utm_medium%3Drss%26utm_campaign%3Dthe-crucifixion-of-julian-assange&prev=search&pto=aue
- Le journaliste Kevin Gosztola, rédacteur en chef de Shadowproof. Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://shadowproof.com/tag/julian-assange/&prev=search&pto=aue>

- RT vidéos : <https://www.ruptly.tv/en/videos/tag/101-Julian%20Assange>

Audience du mercredi 6 janvier, retours en direct :

- Le journaliste américain Kevin Gosztola : <https://twitter.com/kgosztola>
- Rebecca Vincent de RSF : https://twitter.com/rebecca_vincent
- Ruptly : https://www.youtube.com/watch?v=0t8OEn47HYM&fbclid=IwAR3jBptxz2JSeii69lp93wQNvwmrMV29Q-1LHzWIhbOC2TIBMYrnpAGED_o

Quelques articles de presse suite au Jugement du 4 janvier 2021 :

- Le 5 janvier 2021. Une excellente nouvelle ! le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a proposé d'offrir l'asile politique au fondateur de Wikileaks Julian Assange, dont la demande d'extradition de la part des Etats-Unis vient d'être rejetée par la justice britannique. <https://français.rt.com/international/82404-president-mexique-souhaite-offrir-asile-politique-julian-assange>
- Le 5 janvier 2021. Article de Craig Murray, ex-ambassadeur britannique : <https://www.craigmurray.org.uk/>
- Le 5 janvier 2021. Article de Republik (allemand) : <https://www.republik.ch/2021/01/05/wie-es-zum-urteil-im-fall-assange-kam-und-was-es-bedeutet> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=de&u=https://www.republik.ch/2021/01/05/wie-es-zum-urteil-im-fall-assange-kam-und-was-es-bedeutet&prev=search&pto=aue> Julian Assange - Audience du 4 janvier 2021 - Un grand

soulagement ! La juge Vanessa Baraitser rejette la demande d'extradition du gouvernement américain !

Voici une vidéo avec diverses interventions dont celles du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture Nils Melzer, de Rebecca Vincent de Reporters sans frontières, de l'ex-ambassadeur britannique Craig Murray, de l'éditeur et écrivain Aymeric Monville, de Kristinn Hrafnsson rédacteur en chef de WikiLeaks, etc. (revenir à environ 1/4 de la fin de la vidéo en partant de la fin) <https://www.youtube.com/watch?v=NvCSr7qzAAM> Premier article du journaliste américain Kevin Gosztola sur le jugement de ce jour : <https://shadowproof.com/2021/01/04/assange-decision-judge-approves-us-extradition-request/> Une réaction de Kevin Gosztola : "Nous ne sommes pas d'accord avec l'évaluation du juge selon laquelle cette affaire n'est pas motivée par des raisons politiques, qu'il ne s'agit pas de liberté d'expression. Nous continuons à croire que M. Assange a été ciblé pour ses contributions au journalisme." <https://twitter.com/kgosztola/status/1346072710724640768> Julian Assange Jugement du 4 janvier 2021 rendu par la juge britannique Vanessa Baraitser Bien que Julian Assange ne soit pas un criminel, mais un très grand défenseur des droits humains et un éditeur, il est incarcéré depuis 20 mois à la prison de haute sécurité de Belmarsh où sont détenus les criminels les plus dangereux et les terroristes ! Le procès en extradition de Julian Assange qui a débuté en février 2020 et s'est poursuivi en septembre dernier, pourrait durer plusieurs années ! Le média d'investigation indépendant Consortiums News sera en direct lundi 4 janvier à midi à la salle d'audience de Julian Assange, après que la juge Vanessa Baraitser aura rendu son jugement à la Cour britannique Old Bailey concernant la demande d'extradition américaine.

Ce Live sera présenté par les journalistes Elizabeth Vos et Joe Lauria, avec la participation du journaliste australien Andrew Fowler, la journaliste Mary Kostakidis et l'analyste juridique britannique Alexander Mercouris. Production par la cinéaste Cathy Vogan.

https://www.youtube.com/watch?v=eDH0D89vNJA&feature=youtu.be&fbclid=IwAR2EB_mxRDOISbMSskxvXGX75jD1cmYx16rjeLSBwhxXz__jSED5HtAp9F0

Le 10 décembre 2020, George Galloway, ancien député britannique et animateur d'une émission radiophonique déclarait (dès 29:00) : La justice britannique, aux échelons supérieurs, est peut-être la dernière entité non corrompue de l'Etat britannique [...] mais le vrai problème est de savoir si Julian peut rester en vie assez longtemps pour que l'intégralité de ce processus judiciaire soit mené à terme ? <https://www.youtube.com/watch?v=iyxvokU-xGs&feature=youtu.be&fbclid=IwAR0qsdDquPF2Glv0mF1qQptRgegY9XMzQ6XtPog6kHl1AI9FxDWLpyGEuKs> Julian Assange

Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, a publié divers documents sur son compte twitter : <https://twitter.com/NilsMelzer>

Suite à la publication de sa Lettre ouverte au Président Trump

https://twitter.com/UN_SPExperts/status/1341391135214886912, Nils Melzer a répondu à l'un de ses commentateurs Robert Thomas (en traduction DEEPL) :

Julian Assange - La principale accusation américaine visant Assange mise à mal par un enregistrement datant de 2011 !

Le 18 décembre 2020. RT France : <https://francais.rt.com/international/81899-principale-accusation-americaine-visant-assange-mise-mal-par-enregistrement-datant-de-2011> Le 17 décembre 2020. Project Veritas publie l'audio d'Assange avertissant le gouvernement américain de la fuite dommageable d'informations classifiées : <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange+.html> Merci au site Le Grand soir pour cette nouvelle traduction ! Article original avec la vidéo : <https://www.projectveritas.com/news/exclusive-project-veritas-releases-audio-of-assange-warning-u-s-government/>

Julian Assange - Action des partisans londoniens !

Londres, le 18 décembre 2020, les partisans de Julian Assange protestent au siège du journal The Guardian ! <https://www.youtube.com/watch?v=2IbSQCHZOJE> Lettre ouverte du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer

Le rapporteur de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, a envoyé mardi 22 décembre une lettre ouverte au président américain Donald Trump lui demandant de pardonner au fondateur de Wikileaks Julian Assange.

Communiqué des Nations Unies, Droits de l'homme (en anglais)

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26625&LangID=E>

Traduction google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx%3FNewsID%3D26625%26LangID%3DE&prev=search&pto=aue>

- Communication de M. Nils Melzer du 22 décembre (vidéo) :

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1341476818197618688> Traduction Google : Si le président @realDonaldTrump est fidèle à ses valeurs déclarées de lutte contre la corruption et la mauvaise conduite des gouvernements, il devrait gracier #Assange qui défend précisément ces valeurs et a assez souffert pour les intérêts du public dans le monde entier ! M. Nils Melzer a publié récemment divers autres communiqués sur son compte Twitter en soutien au fondateur de WikiLeaks, Julian Assange <https://twitter.com/NilsMelzer> dont :

- Le soutien apporté par le journaliste américain du New York Times, Scott Shane à Laura Poitras (trad. google) : Poitras a tout à fait raison. J'étais l'un des nombreux journalistes qui ont écrit des articles basés sur des documents classifiés

fournis par WikiLeaks. Quoi que vous pensiez de Julian Assange, tout journaliste spécialisé dans la sécurité nationale est en danger à cause du précédent de sa poursuite. <https://twitter.com/ScottShaneNYT/status/1341549317966983172>
Le 21 décembre 2020, The New York Times a publié une Opinion de Laura Poitras (trad. google):

"Je suis coupable d'avoir enfreint la loi sur l'espionnage !"

Le ministère de la justice crée un dangereux précédent qui menace les journalistes - et la vérité. Mme Poitras est une cinéaste et une journaliste qui a fait de nombreux reportages sur les questions de sécurité nationale. Elle a partagé un prix Pulitzer pour le service public avec The Guardian et The Washington Post pour ses reportages sur le programme de surveillance de masse de la N.S.A. et est membre fondateur du conseil d'administration de la Fondation pour la liberté de la presse.

"...La loi sur l'espionnage définit la possession ou la publication non autorisée de "défense nationale" ou d'informations classifiées comme un crime. La loi a été initialement promulguée pendant la première guerre mondiale pour poursuivre les "espions et les saboteurs". Elle n'autorise pas la défense d'intérêt public, ce qui signifie qu'un jury ne peut pas tenir compte de la différence entre un dénonciateur qui expose à la presse les crimes commis par le gouvernement et un espion qui vend des secrets d'État à un gouvernement étranger." <https://www.nytimes.com/2020/12/21/opinion/laura-poitras-assange-espionage-act.html>

- Le 10 décembre 2020. Interpellation de la sénatrice des Verts australiens, Janet Rice, auprès du Sénat - "Australia's outrageous treatment of Julian Assange" : <https://www.facebook.com/watch/?v=3442395349205849> Compte rendu de l'intervention du 10 décembre 2020 de Janet Rice (trad. google) :

"Que le Sénat prenne note de la réponse donnée par la ministre des Affaires étrangères (la sénatrice Marise Payne) à une question sans préavis posée par la sénatrice Rice aujourd'hui au sujet de M. Julian Assange. Malheureusement, les réponses qu'elle m'a données ont été tragiques. La ministre Payne et ce gouvernement refusent de reconnaître la situation désespérée de Julian Assange et refusent de reconnaître qu'il s'agit de bien plus qu'un cas consulaire; cela nécessite un engagement diplomatique et politique. J'ai également été frappée et choquée par son mépris impitoyable concernant les menaces pour la santé de M. Assange en raison des risques de COVID - et ceci à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme. Il est tragique, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, de voir la ministre refuser de reconnaître ou de défendre les droits de l'homme de Julian Assange, un citoyen australien, et de lui apporter le soutien qu'il mérite..." <https://www.openaustralia.org.au/senate/?id=2020-12-10.134.2>
Traduction google

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.openaustralia.org.au/senate/%3Fid%3D2020-12-10.134.2&prev=search&pto=aue>

- Le 19 décembre 2020. Sarah Palin, ancienne gouverneur de l'Alaska, demande que Julian Assange soit gracié:

"Il y a quelques années, j'ai publiquement dénoncé Julian et j'ai commis une erreur !"

<https://www.thegatewaypundit.com/2020/12/exclusive-video-sarah-palin-calls-julian-assange-pardoned-years-ago-publicly-spoke-julian-made-mistake/> Traduction Google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.thegatewaypundit.com/2020/12/exclusive-video-sarah-palin-calls-julian-assange-pardoned-years-ago-publicly-spoke-julian-made-mistake/&prev=search&pto=aue>

- Un communiqué d'Amnesty international, et celui de RSF : <https://twitter.com/cmih/status/1340985773449949184> (trad. Google) : "RSF se félicite que les députés allemands de tous (!) les partis démocratiques - y compris le parti conservateur au pouvoir de Merkel - aient finalement mis en place un groupe de travail parlementaire "Liberté pour Julian Assange." Julian Assange Le 21 décembre 2020. RT France. Une conversation téléphonique remontant à 2011 entre Julian Assange et un avocat du département d'Etat américain, a été mise en ligne. Le ressortissant australien y défend la rigueur de WikiLeaks dans la manipulation de documents sensibles.

<https://www.facebook.com/RTFrance/videos/3311373482325396> Le 21 juillet 2017. Extrait du documentaire "Risk", de la cinéaste Laura Poitras, concernant l'appel d'urgence du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, au bureau d'Hillary Clinton. <https://www.youtube.com/watch?v=HQA4vwynYhY>

Julian Assange - Sarah Palin

Le 19 décembre 2020. Article de Cassandra Fairbanks : Sarah Palin, ancienne gouverneur de l'Alaska, demande que Julian Assange soit gracié : "Il y a quelques années, j'ai publiquement dénoncé Julian et j'ai commis une erreur."

WikiLeaks a publié les propres courriels piratés de Palin lors des élections de 2008 alors qu'elle était candidate à la présidentielle.

"Je pense que Julian a fait la bonne chose, Julian nous a tous rendu service en Amérique, a rendu service au monde; en se battant pour ce qu'il croyait être juste - et il a finalement été prouvé qu'il avait raison. Il mérite une grâce. Il mérite que nous comprenions tous davantage ce qu'il a fait au nom du vrai journalisme... Je sais que cela revient au fil de savoir s'il va être gracié ou non. Je veux que plus d'Américains parlent en son nom et comprennent ce qu'il a fait - et ce qui lui a été fait... Il travaillait au nom du peuple pour permettre aux informations de nous parvenir afin que nous puissions nous décider sur différents problèmes, sur différentes personnes. Il a fait ce qu'il fallait. Je le soutiens, et j'espère que de plus en plus de gens, surtout en ce qui concerne le fil, prendront la parole en faveur du pardon de Julian. Que Dieu le bénisse."

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.thegatewaypundit.com/2020/12/exclusive-video-sarah-palin-calls-julian-assange-pardoned-years-ago-publicly-spoke-julian-made-mistake/&prev=search&pto=aue>

palin-calls-julian-assange-pardoned-years-ago-publicly-spoke-julian-made-mistake/&prev=search&pto=aue

Julian Assange - Nils Melzer

Divers médias ont publié un article avec l'AFP, suite à l'appel du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, adressé aux autorités britanniques le 8 décembre 2020 : En France : Marianne, Le Figaro, Le Nouvel Obs, RT France, France24.com / En Belgique : RTBF, La libre, Vivre ici, 7sur7 / Au Royaume-Uni : The Independent / Au Liban L'Orient-Le Jour / Plusieurs site sur internet dont : World Socialist Web Site (WSWS), Report News Agency, PressReleasePoint, 1001 infos, News For you, SgNews : "Alors que le sort de Julian Assange laisse indifférent les apôtres de la liberté, Nils Melzer, rapporteur de l'ONU sur la torture, a demandé sa libération immédiate. Qui osera prendre le relais ?" <https://www.marianne.net/agora/humeurs/une-voix-de-lonu-demande-la-liberation-de-julian-assange-lanceur-dalerte-emprisonne-et-oublie> Twitt de Nils Melzer du 13 décembre : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1337906655405740040>

Julian Assange

Selon le communiqué du 8 décembre 2020 de l'ONU - Droits de l'homme : Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a appelé mardi les autorités britanniques à libérer immédiatement Julian Assange de prison ou à le placer en résidence surveillée pendant la procédure d'extradition américaine.

<https://news.un.org/fr/story/2020/12/1084012>

Twitt de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1336274578776207363?fbclid=IwAR33GzIM2z7eGnxXu-08cioFTCSwlvZCmpM0KmC9ExQ9DK44RfltrPkczn0>

Notre syndicat Adetra est profondément reconnaissant à Nils Melzer pour cette nouvelle démarche auprès des autorités britanniques !

PARLEMENT EUROPEEN. Un article de RT France du 27 novembre 2020 : Rayé d'un rapport sur les droits fondamentaux au Parlement européen, Assange toujours sous écrous. <https://francais.rt.com/international/81134-raye-d-rapport-sur-droits-fondamentaux-parlement-europeen-julian-assange-ecrous>

Union européenne - Mardi 24 novembre 2020, le Parlement européen, réuni en plénière, a été appelé à soutenir l'amendement Assange à son dernier rapport sur les droits fondamentaux, qui englobe également la liberté des médias - Dans une vidéo publiée le 23 novembre, l'eurodéputée Clare Daly, rapporteure du rapport annuel sur les droits fondamentaux, a appelé les citoyens européens à contacter leurs députés européens afin de les pousser à réintégrer le paragraphe mentionnant Julian Assange, via l'amendement 44, dans le dernier rapport sur les droits fondamentaux. <https://twitter.com/ClareDalyMEP/status/1330843683898486784>

- Intervention du 24 novembre de Clare Daly au Parlement européen : Rapport sur la situation des droits fondamentaux dans l'UE 2018/2019. Une leçon sur les droits fondamentaux du Parlement européen; ils ne s'appliquent vraiment que lorsque nous parlons d'États extérieurs à l'UE. Lorsqu'il s'agit des États membres de l'Union, ils n'ont rien à dire. Après dix ans, il est temps d'arrêter de tergiverser sur des généralités, de sortir des sentiers battus et de commencer à appliquer réellement la Charte des droits fondamentaux. <https://www.facebook.com/ClareDalyMEP/posts/4300900436592523> Débats au Parlement européen, le 24 novembre : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2020-11-24_EN.html#creitem5

Le 25 novembre 2020, toute mention des poursuites engagées contre Julian Assange a été retirée du dernier rapport de l'UE sur les droits fondamentaux !

- Sputniknews. Article de Mohamed Elmaazi, journaliste, diplômé en droit international. Extraits (traduction google)

Le 25 novembre, le Parlement européen a adopté la version finale du rapport sur les droits fondamentaux pour 2018-2019, excluant toute mention de l'éditeur et fondateur de WikiLeaks emprisonné, Julian Assange. Un amendement visant à inclure la référence à M. Assange a été rejeté par 408 voix contre, 191 voix pour, et 93 abstentions. Le projet initial du rapport sur les droits fondamentaux contenait un passage disant que "la détention et les poursuites pénales menées contre Julian Assange constituent un dangereux précédent pour les journalistes, comme l'avait affirmé l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe".

Selon l'eurodéputée irlandaise Clare Daly, un comité de parlementaires européens composé du Parti populaire européen (PPE), des Socialistes et Démocrates (S&D) et du parti Renouveau Europe a voté pour supprimer ce passage du rapport, le 23 novembre. Clare Daly : "Je crois qu'aucun rapport sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne ne pourrait être pris au sérieux s'il ne mentionne pas la poursuite radicale et dangereuse, par l'administration Trump, d'un journaliste pour une activité journalistique importante effectuée au sein de l'Union européenne." <https://sputniknews.com/news/202011251081268992-eu-parliament-votes-against-referring-to-julian-assange-in-final-draft-of-fundamental-rights-report/> Clare Daly (@ClareDalyMEP) November 25, 2020 : "There is not a more elementary test of whether we care about press freedom - protected by Article 11 of the Charter - than whether our report on fundamental rights could find words to mention what is being done to Julian Assange. Today the European Parliament failed that test."

[pic.twitter.com/KXZoB1CJc3](https://twitter.com/KXZoB1CJc3)

[voir ci-après]

- Les noms des eurodéputé.e.s qui ont voté :

<https://twitter.com/ClareDalyMEP/status/1331651552679956483/photo/2> Article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne Liberté d'expression et d'information

- Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.

- La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12012P%2FTXT>

Note Adetra des 26 et 27 novembre 2020 : Nous assistons à une véritable trahison d'une majorité d'eurodéputés - dont des sociaux-démocrates - qui ne reconnaissent pas le rôle essentiel joué par WikiLeaks à une époque où la plupart des grands médias ont perdu leur indépendance et n'assument plus leur rôle de contre-pouvoir face à des dérives autoritaires.

En refusant de soutenir l'éditeur persécuté, Julian Assange, ces députés nous donnent un signal fort alarmant, indiquant qu'ils ne protègent pas la liberté d'expression des médias dans leur pluralité - dont en particulier celle de médias d'investigation publiant des informations d'intérêt public -, eu égard à l'article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Ceci bien que l'on ait appris, lors du récent procès en extradition du fondateur de WikiLeaks, que les journalistes du monde entier, révélant des documents classifiés, sont désormais susceptibles d'être menacés de poursuites par le département de justice étasunien ! Une position qui devrait faire jurisprudence pour d'autres Etats. Ce vote révèle qu'une grande majorité de ces eurodéputé.e.s desservent les intérêts des peuples qu'ils sont pourtant censés représenter.

Lors de l'audience du 15 septembre 2020 du procès en extradition de Julian Assange Les gants ont été retirés mardi lorsque le gouvernement américain…

- Compte-rendu de Craig Murray du 16 septembre 2020 : The gloves were off on Tuesday as the US Government explicitly argued that all journalists are liable to prosecution under the Espionage Act (1917) for publishing classified information, citing the Rosen case. <https://www.craigmurray.org.uk/archives/2020/09/your-man-in-the-public-gallery-assange-hearing-day-10/>

- Traduction du compte-rendu de Craig Murray par Le Grand soir : Les gants ont été retirés mardi lorsque le gouvernement américain a explicitement fait valoir que tous les journalistes sont passibles de poursuites en vertu de la loi sur l'espionnage (1917) pour avoir publié des informations classifiées, en citant l'affaire Rosen. <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences-jour-6-15-septembre-2020.html>

- Article du 10 octobre 2020 de Charles Glass, paru dans Intercept (trad. Le Grand soir) : …Un traitement plus particulier a suivi. Lors de l'audience, l'accusation a d'abord déclaré qu'Assange était accusé, en vertu de la loi étasunienne sur l'espionnage de 1917, d'avoir publié des secrets d'État. Lorsque les témoins de la défense ont montré que les actions d'Assange n'étaient pas différentes de celles de tout autre journaliste cultivant ses sources, les procureurs ont fait marche arrière pour considérer que tout journaliste publiant des documents classifiés pouvait être passible de poursuites. <https://www.legrandsoir.info/la-campagne-sans-precedent-et-illegale-pour-eliminer-julian-assange-the-intercept.html> Documents complémentaires :

- Interview de l'avocat américain James Goodale du 21 novembre 2018 : "À l'époque, les faits concernant Assange en ce qui a trait à la publication de documents qu'il avait faits avec le New York Times, le Guardian, etc. présentaient un cas classique de Premier Amendement [à la Constitution des Etats-Unis]... Du point de vue du Premier Amendement, la publication de documents volés, tant que l'éditeur n'a pas participé activement au vol proprement dit, est toujours une activité protégée par la Constitution." <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92>

- Interview de James Goodale du 23 février 2020 en traduction google :

https://translate.googleusercontent.com/translate_c?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.ch&sl=en&sp=nm&t4&u=https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/&usg=ALkJrhgx96SICRmbHZIX7MDRBoBOee13JQ

- Déclaration de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) du 24 mai 2019 : "Si les États-Unis peuvent poursuivre un éditeur étranger pour violation de nos lois sur le secret, rien n'empêche la Chine, ou la Russie, d'en faire autant." <https://www.legrandsoir.info/combien-de-fois-faut-il-que-julian-assange-ait-raison-avant-qu-on-ne-commence-a-l-ecouter.html> Visa humanitaire - Résolution genevoise R 906 votée par le Grand Conseil genevois

Communiqué de l'Adetra du 25 novembre 2020 : Le père de Julian Assange, John Shipton, ne souhaite pas présenter le visa humanitaire à son fils. Notre constat se base sur :- des communications reçues de personnes tierces depuis le début de l'année 2020,- l'article paru dans Le Temps le 6 septembre 2020 : <https://www.letemps.ch/monde/extradition-vers-etatsunis-lepee-damocles-tete-julian-assange> - un échange de correspondance de l'Adetra avec John Shipton début novembre, lui demandant "s'il serait disposé à faire signer la demande de visa humanitaire par Julian Assange dans les meilleurs délais ?"

John Shipton ne nous a pas répondu clairement. En outre, il n'a pas pris l'initiative de nous indiquer s'il avait présenté, ou non, les tenants et aboutissants du visa humanitaire à Julian Assange.

En complément : Article du 4 septembre 2020 paru dans le quotidien suisse Blick.

<https://www.blick.ch/news/ausland/julian-assanges-vater-ueber-den-prozess-gegen-seinen-sohn-sie-wollen-ihn->

vernichten-id16067324.html Traduction google :

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=de&u=https://www.blick.ch/news/ausland/julian-assanges-vater-ueber-den-prozess-gegen-seinen-sohn-sie-wollen-ihn-vernichten-id16067324.html&prev=search&pto=ae> Nous relevons que la Résolution du visa humanitaire a été initiée par le député Jean Rossiaud, membre du Grand Conseil genevois (Parlement cantonal), qu'elle a été approuvée par le Canton de Genève (par les pouvoirs législatif et exécutif). Cette Résolution a ensuite été rapidement présentée par Mauro Poggia, Conseiller d'Etat genevois chargé du département de la Sécurité, de l'Emploi et de la Santé, au Conseil fédéral (gouvernement suisse). Le 22 octobre 2020, les autorités suisses nous faisaient part de leurs différentes démarches. [https://www.facebook.com/syndicatadetra/Sur la vidéo suivante, on peut voir que John Shipton a rencontré deux représentants des institutions cantonales, Jean Rossiaud et Mauro Poggia. https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/le-canton-de-geneve-reclame-un-visa-humanitaire-pour-julian-assange?urn=urn:rts:video:11132033](https://www.facebook.com/syndicatadetra/Sur-la-vidéo-suivante,-on-peut-voir-que-John-Shipton-a-rencontré-deux-représentants-des-institutions-cantoniales,-Jean-Rossiaud-et-Mauro-Poggia.-https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/le-canton-de-geneve-reclame-un-visa-humanitaire-pour-julian-assange?urn=urn:rts:video:11132033)

De plus, l'équipe juridique, en lien avec la Courage Foundation, n'a manifestement pas l'intention de soumettre le visa humanitaire à Julian Assange, du moins pour le moment.

Julian Assange

Le 18 novembre 2020. Julian Assange, a été placé en isolement dans la prison de Belmarsh à Londres après que plusieurs détenus de son bloc cellulaire aient été testés positifs au COVID-19. L'épidémie constitue une menace imminente pour la vie d'Assange. Depuis le début de la pandémie, de grands experts médicaux ont averti à plusieurs reprises que le fondateur de WikiLeaks courrait un risque important de succomber au coronavirus s'il contractait la maladie. Assange a une maladie respiratoire chronique et de nombreux autres problèmes de santé résultant de sa persécution de dix ans par les États-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés.

Suisse - OUI à l'Initiative pour des multinationales responsables Communiqué de l'Adetra du 16 novembre 2020 : Dès 2014, notre syndicat a dénoncé le danger de l'accord sur le commerce des services "TISA". Cet accord, suspendu depuis l'élection de Trump, devrait accélérer fortement la tendance déjà existante à la privatisation des services publics.

Nous avons aussi informé des enjeux d'autres grands accords de libre-échange, tel le CETA, qui comportent un mécanisme supranational de Règlement des différends Investisseurs-Etats (ICS-ISDS) permettant aux Entreprises investisseuses de réclamer des dédommagements faramineux aux Etats ! <http://isds.bilaterals.org/?quand-les-multinationales&lang=en> Aujourd'hui, nous invitons nos concitoyens à voter OUI à l'Initiative pour des multinationales responsables, afin d'obliger des multinationales comme Glencore et Syngenta à observer certaines règles fondamentales visant à protéger les êtres humains et l'environnement. <https://initiative-multinationales.ch/argumentaire/> Notre appel s'inscrit aussi dans le profond respect que nous portons au fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, dont la plateforme a publié des informations d'intérêt public en révélant de nombreux documents secrets sur les accords de libre-échange TISA, CETA, TTIP et TPP.

Révélations de WikiLeaks : <https://wikileaks.org/tisa/>

<https://search.wikileaks.org/?q=ceta>

<https://wikileaks.org/ttip/>

<https://wikileaks.org/tpp-final/>

Les Informations d'intérêt public

- Le 19 février 2020, 17 organisations ont saisi la commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi, du cas de Julian Paul Assange, fondateur de Wikileaks (extrait page 7) :

"De même, les instances élues du Conseil de l'Europe ont affirmé à plusieurs reprises que les lanceurs d'alerte qui font face à des accusations de violation du secret officiel devraient avoir droit à une défense d'intérêt public. Cela signifie que les lanceurs d'alerte et les journalistes ne devraient pas faire l'objet de représailles si l'intérêt public pour les informations divulguées l'emporte sur l'intérêt public pour le secret. <https://www.ldh-france.org/proces-de-julian-assange-lextradition-vers-les-etats-unis-violerait-gravement-les-droits-de-lhomme/>

- Le 20 février 2020, Déclaration de la commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/julian-assange-should-not-be-extradited-due-to-potential-impact-on-press-freedom-and-concerns-about-ill-treatment>

Visa humanitaire - Résolution genevoise R 906 votée par le Grand Conseil genevois Le 27 février 2020, le parlement cantonal genevois approuvait, à une large majorité, la Résolution R 906, initiée par le député Vert Jean Rossiaud, invitant le Conseil d'Etat (l'Exécutif cantonal genevois) « à demander au Conseil fédéral qu'il délivre en toute urgence un visa humanitaire pour Julian Assange ». <https://www.radiolac.ch/geneve/le-canton-de-geneve-veut-un-visa-humanitaire-pour-julian-assange/> Le 25 juin 2020, le député Jean Rossiaud déposait une Question écrite urgente (QUE-1335) : Un visa humanitaire pour Julian Assange : quelle est la stratégie du Conseil d'Etat ?

<https://ge.ch/grandconseil/data/texte/QUE01335.pdf> Le 19 août 2020, le Conseil d'Etat genevois répondait à la Question écrite urgente du député Jean Rossiaud (QUE 1335-A) : <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/QUE01335A.pdf>

Note Adetra du 1er novembre 2020 : Le 6 octobre 2020, notre syndicat Adetra a envoyé une lettre à la présidente de la Confédération suisse, Mme Simonetta Sommaruga, afin de lui demander des nouvelles du visa humanitaire et que la Suisse interpelle l'ONU.

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=33&Itemid=35 Le 22 octobre 2020, nous avons reçu une réponse des autorités suisses, publiée sur le Facebook de l'Adetra <https://www.facebook.com/syndicatadetra/> Nous sommes très reconnaissants à la Suisse d'être intervenue auprès des autorités britanniques en mars 2020, et de lutter contre la torture, notamment au travers de son soutien apporté au Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, M. Nils Melzer. Academic Honoris Causa 2020 Le 29 janvier 2020, Cérémonie de remise des Academic Honoris Causa de Carta Academica au Palais des Académies de Bruxelles, remis à Julian Assange, Sarah Harrison, Chelsea Manning et Edward Snowden. <https://www.cartaacademica.org/les-academic-honoris-causa-2020>

- Discours d'Annemie Schaus, marraine de Sarah Harrison <https://www.youtube.com/watch?v=t8MZLUsiHLw>
- Julian Assange, par Pieter Lagrou, Université Libre de Bruxelles https://07323a85-0336-4ddc-87e4-29e3b506f20c.filesusr.com/ugd/860626_f45bf512bafb4ad3865f20d789f2de54.pdf
- Discours d'Anthony Bellanger, Secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) https://07323a85-0336-4ddc-87e4-29e3b506f20c.filesusr.com/ugd/860626_bd57c5f1c0c7420da073a194cb8bd4ec.pdf

Julian Assange Le 9 septembre 2020. Mme Annemie Schaus, juriste et ancienne doyenne de la faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), a été élue rectrice de l'université bruxelloise. Pour mieux se consacrer à sa nouvelle mission à la tête de l'ULB, la nouvelle rectrice annonce qu'elle ne fera plus partie de l'équipe de défense de Julian Assange. Mais, conclut-elle, "le combat derrière ça, c'est un combat pour la liberté d'expression, un combat pour la protection du journalisme. Julian Assange est un journaliste, Wikileaks est un éditeur. L'enjeu est fondamental pour la démocratie". http://www.vivreici.be/article/detail_annemie-schaus-nouvelle-rectrice-de-l-ulb-l-ascenseur-social-est-grippe-faute-de-moyens-pour-les-universites?id=450806 Note de l'Adetra du 29 octobre 2020 : ayant assisté à une intervention de Mme Schaus à Genève, puis écouté d'autres interviews avec elle, cette nouvelle nous paraît regrettable !

Le messenger Craig Murray Le 9 octobre 2020. Facebook de Craig Murray : "De nombreuses personnes m'ont contacté de diverses manières pour me demander où est mon rapport promis pour le dernier jour de l'audience d'Assange, pour compléter le compte ? Il est difficile de vous expliquer cela. Quand j'étais à Londres, c'était extrêmement intense". <https://www.facebook.com/craig.murray.1257/posts/10158859190232430> Le 3 septembre 2020, article du WSWS : Craig Murray s'est récemment vu refuser inexplicablement le renouvellement de son adhésion au Syndicat national des journalistes, ce qui signifie qu'il a dû rendre compte des débats depuis l'un des rares sièges disponibles dans la tribune publique.

Procès d'Alex Salmond - Craig Murray accusé d'outrage à la Cour suite à son reportage du procès :

- Le 29 avril 2020. Article de Ben Norton, journaliste, écrivain et cinéaste, présenté par Céline Wagner (Mediapart). <https://blogs.mediapart.fr/celine-wagner/blog/290420/craig-murray-inculpe-doutrage-la-cour-pour-ses-billets-de-blog>

Le 27 avril 2020, l'article original est paru dans The Grayzone : <https://thegrayzone.com/2020/04/27/craig-murray-indicted-blog-posts/>

- 4 may 2020. WSWS article. Scotland : Journalist Craig Murray charged with contempt of court over Alex Salmond trial. <https://www.wsws.org/en/articles/2020/05/04/murr-m04.html> Note de l'Adetra des 12 et 20 octobre 2020 : soutenons Craig Murray pour son apport journalistique inestimable sur la cause Julian Assange !

Nils Melzer Voici une importante information que nous publions tardivement, étant encore méconnue de certains soutiens actifs de Julian Assange !

Le rapporteur spécial de l'ONU contre la torture, le Zurichois Nils Melzer, oeuvrera pour trois ans supplémentaires. Son mandat a été prolongé lundi matin [le 22 juin 2020] par le Conseil des droits de l'homme à Genève. Depuis l'année dernière, Nils Melzer a été très exposé sur des questions liées à Washington, notamment sur la situation du fondateur de WikiLeaks Julian Assange détenu en Grande-Bretagne. La prolongation de son mandat, soutenue par la Suisse, a été approuvée par consensus. <https://www.tdg.ch/le-rapporteur-suisse-de-l-onu-rempile-pour-trois-ans-688665814694> Note Adetra : Le Conseil des droits de l'homme à Genève reconnaît la grande valeur du travail réalisé par l'expert Nils Melzer qui n'a cessé, depuis 1,5 an, d'alerter sur les actes de torture infligés par un groupe d'États au fondateur de WikiLeaks, Julian Assange ! ONU Info, Droits de l'homme. Le 31 mai 2019, Déclaration de Nils Melzer : « En 20 ans de travail avec les victimes de la guerre, de la violence et de la persécution politique, je n'ai jamais vu un groupe d'États démocratiques s'unir pour isoler, diaboliser et maltraiter délibérément un seul individu depuis si longtemps et avec si peu de respect pour la dignité humaine et l'État de droit ».

« La persécution collective de Julian Assange doit cesser ici et maintenant ! » a conclu l'expert de l'ONU.

<https://news.un.org/fr/story/2019/05/1044741>

Attribution d'un 26ème prix de journalisme à Julian Assange ! John Shipton, le père de Julian Assange, a reçu vendredi 16 octobre, devant la cathédrale de Cologne, le "Prix Karls de Cologne pour la littérature engagée et le journalisme", décerné à son fils Julian par le média NRhZ-Online. <https://www.youtube.com/watch?v=Fwh2EwLzV5g>

Audience du 13 septembre 2019 : Il y a un an, le 9 octobre 2019, John Shipton parlait de l'audience du 13 septembre 2019 concernant une demande de libération sous caution pour Julian Assange, et du refus de la juge Baraitser de l'accorder. Shipton a déclaré que c'était un scandale et a confirmé que les avocats d'Assange n'avaient pas du tout demandé cette libération sous caution. <https://www.youtube.com/watch?v=MjBlpX-o4kU> Voir l'article du WSWS :

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/09/16/assa-s16.html> Note de l'Adetra du 18 octobre 2020 : si une demande officielle de libération sous caution avait été déposée par les avocats, puis avait été refusée par la juge, ils auraient pu faire appel ! Cela nous paraît être une très grave omission !

Julian Assange Facebook de Craig Murray en français : <https://www.facebook.com/craig.murray.1257>

- Article du 5 octobre 2020 : "Samedi, une petite veillée pour Julian Assange de 18 personnes, respectant la distanciation sociale, à Piccadilly Circus [Londres] a été interrompue par deux fois plus de policiers et un homme âgé fut arrêté et mis en garde à vue [LGS : Il a écopé d'une amende de 200£ - NdT]." <https://www.legrandsoir.info/c-est-ainsi-que-commence-un-etat-policier.html> Comptes-rendus détaillés des audiences par Craig Murray (Currently Popular Posts) : <https://www.craigmurray.org.uk/> Comptes-rendus de Craig Murray traduits en français par Le Grand soir : <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences.html>

Julian Assange Le 6 octobre 2020, notre syndicat Adetra a adressé une lettre à Madame Simonetta Sommaruga, Présidente de la Confédération suisse.

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=33&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s. ONU. Le 6 avril 2016. Assemblée générale des Nations Unies - Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur la détention arbitraire : Avis no54/2015 concernant Julian Assange (Suède et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/WGAD/2015/54&Lang=F Julian Assange - Nils Melzer Le 28 février 2020, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a entamé son dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants, M. Nils Melzer, qui a entre autres fait savoir que, malgré ses appels urgents aux pays concernés, à savoir le Royaume-Uni, les États-Unis, la Suède et l'Équateur, aucune mesure d'enquête ou de réparation n'a été prise et aucun des gouvernements [de ces pays] n'a répondu correctement aux questions, allégations et préoccupations qu'ils leur a transmises. Lorsque des États refusent de coopérer avec les mécanismes internationaux qu'ils ont créés, il y a de quoi s'alarmer au sujet de la crédibilité et de la fonctionnalité du système mondial des droits humains, a souligné le Rapporteur spécial. <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/press/taxonomy/term/175/53034/human-rights-council-starts-interactive-dialogue-special>

Pour rappel, voici des lettres envoyées par Nils Melzer aux Etats (non exhaustif) :

- Twitter de Nils Melzer, 28 juillet 2019. Direct links to #SRTorture letters in #Assange investigation :

- UK27.05.2019: <http://bit.ly/2YrnEvM>

- ECU28.05.2019: <http://bit.ly/2Opnhhk>

- USA28.05.2019: <http://bit.ly/30SV8ka>

- SWE28.05.2019: <http://bit.ly/2YtIGcX>

- SWE12.07.2019: <http://bit.ly/32Sp165> Son mandat du 12 septembre 2019 au gouvernement suédois

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=24838> Son mandat édifiant du 29 octobre 2019 au gouvernement britannique. En voici un court extrait : Je recommande vivement au gouvernement de Votre Excellence de revenir sur l'autorisation d'extradition vers les États-Unis donnée par le gouvernement précédent et de procéder à sa libération sans plus tarder. <https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/mandat-de-nils-melzer-au-gouvernement-britannique-29-octobre-2019/2485678531530869/>

Des interventions publiques (non exhaustif) : Le 15 octobre 2019 à l'Université de Columbia à New York

https://www.youtube.com/watch?v=s_GSitdMe1A Le 14 novembre 2019 au Parlement européen

<https://www.guengl.eu/events/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case/> Le 14 novembre 2019 en soirée à Genève à l'API <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468>

Le 28 novembre 2019, le réseau gallois, irlandais, écossais, et anglais WISE Up a organisé un Événement "FREE THE TRUTH" <https://wiseupaction.info/2019/12/01/freethetruth-event-in-support-of-julian-assange-photos-and-videos-28-11-2019/> Le 29 novembre 2019 au Bundestag à Berlin <https://www.youtube.com/watch?v=2aPL79IbDbM> Le 4 février 2020 au Royal National Hotel de Londres <https://www.youtube.com/watch?v=FQrJOk2YMo> Le 12 mars 2020, audition par un groupe restreint de parlementaires nationaux suisses (en raison du corona)

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1237887028718473228> Le 13 mai 2020 à la Commission des droits de l'homme du Bundestag <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1260660684523634688>

Julian Assange

- Le 16 septembre 2020. Interview de Craig Murray par RT :

<https://www.youtube.com/watch?v=fiubwgLJeOs&feature=youtu.be> Le 18 septembre 2020. Craig Murray

<https://www.youtube.com/watch?v=AXeFBInNK2Q> Le 24 septembre 2020. Craig Murray

<https://www.youtube.com/watch?v=C35c7yeXCGI>

- Un beau témoignage de Jamie (23 septembre) : <https://www.youtube.com/watch?v=NfwXEQqTUbl> Julian Assange - Nils Melzer

- Le 22 septembre 2020. Le média suisse indépendant The SwissBox Conversation interviewe le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1308515322975191042>

- Le 7 septembre 2020. Article du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : « Julian Assange est un prisonnier politique. » <https://www.exberliner.com/features/politics/nils-melzer-assange/> (extrait en traduction google) : Il ne s'agit pas de punir Assange ou de le contraindre, mais de le faire taire et de le faire en plein jour, en rendant visible au monde entier que ceux qui dénoncent la faute des puissants ne bénéficient plus de la protection de la loi, mais seront essentiellement anéantis. C'est une démonstration de pouvoir absolu et arbitraire. Traduction google de l'article de Nils Melzer : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.exberliner.com/features/politics/nils-melzer-assange/&prev=search&pto=aue> Julian Assange Des députés du Parlement européen demandent JUSTICE pour Julian Assange ! Le 15 septembre 2020. Communiqué de l'eurodéputée irlandaise Clare Daly (extrait) : Avec les collègues des différents États membres et groupes politiques du Parlement européen, je demande l'accès aux audiences d'Assange, tant pour les observateurs, que pour le public. Justice pour Julian Assange <https://www.facebook.com/ClareDalyMEP/posts/4081945431821359>

- Réaction de l'eurodéputée belge socialiste Maria Arena : Un principe fondamental de tout système juridique est que la justice n'est pas seulement rendue, mais qu'elle est observée comme étant rendue.

Le 24 juillet 2019. Interview de Maria Arena sur l'accord de libre-échange CETA (2 minutes)

<https://www.facebook.com/LaPremiereRTBF/videos/2314258738838309> Le 16 février 2017. Interview de Maria Arena sur le CETA (10 minutes) https://www.youtube.com/watch?v=yGLsS_vg4-Q

- Le 22 septembre 2020. Article de Sander Priston, journaliste d'investigation, Londres : <https://www.legrandsoir.info/l-acces-aux-deputes-en-tant-qu-observateurs-a-l-audience-d-extradition-de-julian-assange-est-refuse.html> Pour rappel :

Le 14 novembre 2019, le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique GUE/NGL a organisé un événement : Le journalisme n'est pas un crime - L'affaire d'extradition d'Assange, avec les intervenants Nils Melzer, David Green et Bob Carr. Des députés et ONGs y ont été invités, dont l'Adetra.

<https://www.guengl.eu/events/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case/>

Vidéo de cet événement : <https://web-guengl.streamovations.be/index.php/event/stream/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case#/panel1>

Note de l'Adetra du 18 septembre 2020 : vous pourrez consulter notre page dédiée aux grands accords de libre-échange, dont en particulier l'accord sur le commerce des services TISA sur le lien suivant : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

Julian Assange - Comptes rendus des audiences

World Socialist Web Site

- Articles en français : <https://www.wsws.org/fr/topics/mediaCategory/free-assange> <https://www.wsws.org/fr/search>

- Articles in english : <https://www.wsws.org/en/search>

Craig Murray, ex-ambassadeur britannique Craig Murray est un auteur, un diffuseur et un militant des droits humains. Il a été ambassadeur britannique en Ouzbékistan d'août 2002 à octobre 2004 et recteur de l'université de Dundee de 2007 à 2010. Biographie personnelle:

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.craigmurray.org.uk/about-craig-murray/&prev=search&pto=aue>

- Twitter de Craig Murray : <https://twitter.com/craigmurrayorg>

- Facebook en français : <https://www.facebook.com/craig.murray.1257>

- Comptes-rendus détaillés des audiences avec commentaires (Currently Popular Posts) :

<https://www.craigmurray.org.uk/>

Le Grand soir effectue au quotidien des traductions des comptes-rendus de Craig Murray :

- Comptes-rendu des audiences en français : <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences.html>

(Un grand merci pour ces traductions !)

Consortium news

- Articles en anglais (avec vidéos) : <https://consortiumnews.com/2020/09/> Traduction google en français :

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2020/09/&prev=search&pto=aue>

- Vidéo présentée par Consortium News (en anglais) : La tentative d'extrader Julian Assange vers les États-Unis pour être poursuivi est une guerre contre la liberté de la presse et notre droit de savoir. Si la poursuite d'Assange en vertu de la loi sur l'espionnage se produit, elle définira le journalisme pour le 21^e siècle. Aucun journaliste ou éditeur qui dénonce les crimes de guerre ou la corruption ne sera en sécurité. Intervenants : Daniel Ellsberg des Pentagon Papers, James Goodale, avocat général du New York Times lors des Pentagon Papers, et Chris Hedges, auteur lauréat du prix Pulitzer et ancien journaliste du New York Times. <https://consortiumnews.com/2020/09/11/watch-ellsberg-hedges-goodale-on-assange-extradition/>

(Avec la possibilité de mettre les sous-titres en français)

Le journaliste américain Kevin Gosztola

- Kevin Gosztola est rédacteur en chef de Shadowproof. Il produit et co-anime également le podcast hebdomadaire «Unauthorized Disclosure». <https://shadowproof.com/?s=assange>

En traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://shadowproof.com/tag/julian-assange/&prev=search&pto=aue>

Julian Assange

Un abus de procédure scandaleux ! Le 8 septembre 2020 - Compte-rendu du 2ème jour d'audience par Craig Murray <https://www.legrandsoir.info/etats-unis-contre-julian-assange-comptes-rendus-des-audiences-jour-2-8-septembre-2020.html> Voir notamment l'interview de Craig Murray https://www.youtube.com/watch?v=FZI_j6KG9IU Julian Assange Le 12 septembre 2020. Article du WSWS : Les États-Unis tentent de bloquer l'enquête espagnole sur l'espionnage d'Assange par la CIA, par Oscar Grenfell. <https://www.wsws.org/en/articles/2020/09/12/assange-12.html> Traduction en français par Le Grand soir : <https://www.legrandsoir.info/les-etats-unis-tentent-de-bloquer-l-enquete-espagnole-sur-l-espionnage-d-assange-par-la-cia.html>

Julian Assange - HORS AUDIENCES L'avocat français de Julian Assange, Me Antoine Vey : Le 7 septembre 2020, interview par RFI (extrait) : "Comment va la santé Julian Assange ? Réponse de Me Vey : C'est très difficile de le dire pour une raison très simple; c'est que depuis le début de la crise sanitaire, depuis le mois de mars, aucune personne de son entourage et aucun avocat n'a pu le voir physiquement, motif du Covid; les visites ont été interdites". <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200907-la-justice-britannique-examine-la-demande-d-extradition-vers-les-%C3%A9tats-unis-julian-Julian-Assange-Mardi-8-septembre-2020-Audience-%C3%A0-la-Cour-Old-Bailey-%C3%A0-Londres-Le-8-septembre-2020-Second-jour-d-audience-matin%C3%A9e-Article-de-Consortium-news-Julian-Assange-a-%C3%A9t%C3%A9-avert-i>

Le 8 septembre 2020. Second jour d'audience - matinée. Article de Consortium news Julian Assange a été averti par le juge Vanessa Baraitser qu'il serait renvoyé s'il fait une nouvelle crise. Extrait : à 6h30 EDT : pause de cinq minutes pendant qu'Assange s'exprime spontanément au tribunal. Difficile de comprendre ce qu'il a dit, mais il semble s'opposer à être représenté par un mandataire et à ne pas être autorisé à parler. Le juge Vanessa Baraitser a déclaré avec colère qu'elle avait plusieurs options, mais n'en a nommé qu'une seule : qu'il parle à ses avocats. Baraitser est revenue de la pause avec un avertissement sévère à Assange de ne pas interrompre à nouveau la procédure sous peine d'être exclu du tribunal... <https://consortiumnews.com/2020/09/08/live-updates-day-two-pause-after-outburst-from-assange-in-court-tradition-hearing/>

Note de l'Adetra des 8 et 9 septembre 2020 : nous comprenons que M. Assange cherche à se défendre lui-même, à défaut de l'être pleinement par son équipe juridique (cf. nos différentes notes à ce sujet sur cette page). Une équipe juridique dont certains membres ont un pied dans ce dossier et des accointances avec la partie adverse. A cet égard, nous rappelons que l'équipe juridique n'a pas demandé la libération (sous caution) de Julian Assange le 13 septembre 2019, et que selon les informations publiques dont nous disposons, elle n'a pas non plus déposé de plaintes pour torture, ni pour les graves conflits d'intérêts et procédures judiciaires iniques !

Article de presse complémentaire : <http://eurojournalist.eu/le-proces-contre-julian-assange-est-un-show-politique/> Nous tenons à relever un point très important déjà signalé par une autre entité travaillant sur ce dossier, et en premier lieu par l'étude d'avocats de Doughty Street Chambers; celui de l'implication de Me Geoffrey Robertson dans le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), organe très dangereux et résolument antidémocratique, relié à divers grands accords de libre-échange tenus secrets, tel le CETA, qui ont fait l'objet de révélations par WikiLeaks ! <https://www.doughtystreet.co.uk/barristers/geoffrey-robertson-qc> Le simulacre de procès se poursuit; toutes les mesures ont été prises jusqu'à présent pour que Julian Assange ne puisse s'exprimer, en l'amointrissant par la torture tant physique (not. avec le BZ, soins médicaux?), que psychologique (not. en l'isolant, mais aussi en court-circuitant son droit à se défendre : en entravant son accès à ses avocats, à son dossier, à un ordinateur qui marche, etc.), en faisant en sorte qu'il ne puisse être entendu même en audience (étant mis dans un box vitré comme les grands criminels contre l'humanité); une tentative globale de la part des autorités britanniques et étasuniennes d'oblitérer M. Assange.

Nous demandons instamment au gouvernement suisse, aux autres Etats et à l'ONU d'exiger la libération immédiate et inconditionnelle du prisonnier politique, Julian Paul Assange, compte tenu de la violation systématique de ses droits fondamentaux, et considérant l'importante menace qui pèse sur une presse de qualité à même d'exercer un contre-pouvoir critique.

La torture est un crime en vertu du droit international.

La pratique systématique ou généralisée de la torture constitue un crime contre l'humanité.

(Nations Unies - Droits de l'Homme) <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet4Rev.1fr.pdf>

Nous profitons de remercier le gouvernement suisse qui étudie la Résolution portant sur une demande de Visa humanitaire pour Julian Assange (votée le 27 février 2020 au Grand Conseil genevois). Nous regrettons toutefois que cette démarche exceptionnelle en faveur de Julian Assange soit si peu relayée par les médias. Le 8 septembre 2020. Interview du secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), Anthony Bellanger. Il confirme ce que nous savons depuis 2019, à savoir, qu'une extradition vers les Etats-Unis du fondateur de WikiLeaks créerait à l'avenir une jurisprudence pour d'autres journalistes poursuivis par d'autres Etats, ce qui représente un très grand danger pour la liberté d'information dans le monde entier. <https://www.youtube.com/watch?v=8Su4xl341y4>

- Un exemple d'une criminalisation de journalistes français: le 15 mai 2019, livraison d'armes françaises à l'Arabie saoudite : trois journalistes français ont été convoqués pour "atteintes au secret de la défense nationale". Témoignage de Mathias Destal, journaliste et co-fondateur de Dislose, convoqué par la direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI). La section du Parquet de Paris qui mène l'enquête étant la section antiterroriste et atteinte à la sûreté de l'Etat

! <https://www.youtube.com/watch?v=7zeeZcv7YbA> Premier amendement de la Constitution des Etats-Unis :

- Entretien du 23 février 2020 avec l'avocat américain James Goodale, par Kevin Gosztola
<https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/> Traduction google
https://translate.googleusercontent.com/translate_c?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.ch&sl=en&sp=nmt4&u=https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/&usg=ALkJrhgx96SICRmbHZIX7MDRBoBoOee13JQ. N.B. D'autres interviews de James Goodale sont publiés sur cette page.

Julian Assange Lundi 7 septembre 2020 - Audience à la Cour Old Bailey à Londres
 - Consortium News, article de presse : Premier jour de l'audience d'Assange - Journée d'ouverture dramatique; Le premier témoin témoigne après que le juge a refusé l'ajournement jusqu'en janvier
<https://consortiumnews.com/2020/09/07/day-one-of-assange-hearing-dramatic-opening-dayj-first-witness-testifies-after-judge-denies-adjournment-tol-january/> Traduction google
<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://consortiumnews.com/2020/09/07/day-one-of-assange-hearing-dramatic-opening-dayj-first-witness-testifies-after-judge-denies-adjournment-tol-january/&prev=search&pto=aue>

- Kevin Gosztola reports on the first day of the trial portion of WikiLeaks founder Julian Assange's extradition hearing (video) <https://www.youtube.com/watch?v=oNiMqI8gicU>

Wikipedia : Kevin Gosztola est un journaliste, auteur et cinéaste américain connu pour ses travaux sur les lanceurs d'alerte, WikiLeaks, la sécurité nationale, le secret, les libertés civiles et la liberté numérique.

Twitter de Kevin Gosztola <https://twitter.com/kgosztola?lang=fr>

- Craig Murray `` Absolument ridicule " : un diplomate réagit à la décision dans l'affaire Assange refusant les résumés de témoins <https://sputniknews.com/uk/202009071080390436-absolutely-ludicrous-diplomat-reacts-to-decision-in-assange-case-disallowing-witness-summaries/> Traduction google :

https://translate.googleusercontent.com/translate_c?depth=1&hl=fr&prev=search&pto=aue&rurl=translate.google.ch&sl=en&sp=nmt4&u=https://sputniknews.com/uk/202009071080390436-absolutely-ludicrous-diplomat-reacts-to-decision-in-assange-case-disallowing-witness-summaries/&usg=ALkJrhiKj9INhfB6dgCzUoTHzjBbL4Piyw

- Voir par ailleurs l'article du WWSW concernant la situation de Craig Murray :

<https://www.wsws.org/en/articles/2020/09/03/murr-s03.html>

- Video RT couvrant la journée à Londres : <https://francais.rt.com/international/78525-londres-manifestation-soutien-julian-assange-proces-extradition>

- Viviane Westwood défend avec grande véhémence la complète illégalité de ce qui se passe à Old Bailey dès 0:20' "la presse soutient toujours l'Establishment et l'Establishment est corrompu..." :

<https://www.youtube.com/watch?v=IRa0dO60xEg>

- Rassemblement de soutien à Paris : <https://fr.sputniknews.com/france/202009071044388652-des-parisiens-manifestent-devant-lopera-en-soutien-a-julian-assange--videos/> Julian Assange - Declassified UK Le 4 septembre 2020. Article de Matt Kennard et Mark Curtis paru dans le Daily Maverick : Pendant que la magistrate en chef de Westminster, Lady Emma Arbuthnot, rendait des décisions contre le fondateur de WikiLeaks Julian Assange, son mari, Lord James Arbuthnot, ancien ministre de la Défense conservateur lié à l'Establishment militaire et du renseignement britannique, travaillait en étroite collaboration avec la société néo-conservatrice Henry Jackson Society (HJS), un groupe de pression fortement anti-Assange [...]

Priti Patel, l'actuelle ministre britannique de l'Intérieur qui signera l'extradition américaine d'Assange si le tribunal l'ordonne, a également été étroitement impliquée avec le Henry Jackson Society (HJS), notamment en recevant des avantages financiers du groupe. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-04-as-british-judge-made-rulings-against-julian-assange-her-husband-was-involved-with-right-wing-lobby-group-briefing-against-wikileaks-founder/> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-04-as-british-judge-made-rulings-against-julian-assange-her-husband-was-involved-with-right-wing-lobby-group-briefing-against-wikileaks-founder/&prev=search&pto=aue>

Julian Assange - Conflits d'intérêts de la Magistrate en chef de Westminster, Emma Arbuthnot, qui supervise l'extradition du fondateur de WikiLeaks Plainte de l'avocate australienne Niki Konstantinidou Le 18 novembre 2019, l'avocate australienne et partisane de Julian Assange, Niki Konstantinidou, a déposé une plainte auprès du Bureau d'enquête britannique sur la déontologie judiciaire - Judicial Appointments and Conduct Ombudsman (JCIO) dans laquelle elle alléguait de "graves conflits d'intérêts non divulgués du premier magistrat, le juge principal de district Emma Arbuthnot". <https://sputniknews.com/europe/201912271077883479-barrister-escalates-conflict-of-interest-complaint-against-top-judge-in-julian-assange-case/>

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://sputniknews.com/europe/201912271077883479-barrister-escalates-conflict-of-interest-complaint-against-top-judge-in-julian-assange-case/&prev=search&pto=aue>

- Free Julian Assange : <https://www.facebook.com/112794885456369/posts/niki-konstantinidis-a-barrister-and-supporter-of-julian-assange-has-filed-a-comp/2817415624994268/>

Après que cette plainte ait "disparu", Niki Konstantinidou a déposé une seconde plainte le 27 décembre 2019 auprès

du Médiateur des nominations judiciaires et de la conduite des juges (JACO) concernant la manière dont le JCIO a traité sa plainte initiale contre le magistrat en chef Emma Arbuthnot. <https://www.legrandsoir.info/affaire-julian-assange-plainte-contre-la-juge-lady-emma-arbuthnot.html>

- Lettre ouverte cosignée par 380 signataires Open Letter to the Lord Chancellor and the Lord Chief Justice concerning chief Magistrate Arbuthnot

Selon Wikipedia : Robert James Buckland QC (né le 22 septembre 1968) est un homme politique britannique et avocat au barreau qui exerce les fonctions de Lord Chancelier et Secrétaire d'État à la Justice dans le gouvernement du Royaume-Uni depuis 2019. Ian Duncan Burnett, Baron Burnett of Maldon, Kt PC (né le 28 février 1958) est un juge britannique et l'actuel Lord Chief Justice d'Angleterre et du Pays de Galles.

En complément : Le 25 juillet 2020. Blog d'Aurore Van Opstal : Niki Konstantinidou est une juriste, intellectuelle et écrivain établie en France. Le 10 juin 2020, affolée face au refus des autorités de fournir une radio au prisonnier politique Julian Assange, elle leur écrit : <https://blogs.mediapart.fr/aurore-van-opstal/blog/250720/tout-fait-pour-empêcher-julian-assange-dobtenir-une-radio-en-prison>

Intervention du député australien Julian Hill Le 26 août 2020. Intervention du député Julian Hill, député fédéral pour l'électorat Bruce au Parlement australien, Parti travailliste : "Le gouvernement australien doit tenir tête aux États-Unis et au Royaume-Uni et arrêter l'extradition de cet Australien, Julian Assange."

<https://www.facebook.com/JulianHillMP/posts/2998720480257164> Extrait de son intervention parlementaire (en traduction google) : "Au tribunal, Julian Assange n'a pas le droit de siéger à côté de ses avocats ou de communiquer en privé avec eux. Il est enfermé dans une boîte en verre; même les criminels de guerre accusés de génocide lors de procès à la Cour Pénale Internationale peuvent s'asseoir et communiquer en privé avec leurs avocats. Ils sont également logés dans une unité et non dans une prison à sécurité maximale avec des meurtriers de masse. Quelle ironie que cet Australien, qui a exposé les crimes de guerre des Etats-Unis, soit traité pire qu'un criminel de guerre ! Le Royaume-Uni prétend être un pays dans lequel règne l'Etat de droit garantissant un procès équitable, une justice ouverte et une procédure régulière; c'est une farce ! Dans un manquement flagrant à une procédure régulière, une fois que les Etats-Unis ont eu toute leur défense à l'acte d'accusation, ils ont publié une nouvelle mise en accusation au moyen d'un communiqué de presse [le 24 juin 2020, voir ci-après], malgré le manque de temps pour soumettre quoi que ce soit de nouveau au Tribunal, et cela a été autorisé ! La persécution et le traitement de Julian Assange sont inadmissibles, c'est fondamentalement politique, et notre gouvernement est trop lâche pour le défendre et même pour exiger qu'il obtienne un procès équitable. Son traitement corrompt notre alliance avec les Etats-Unis et [traduction incertaine : tourne en dérision le système judiciaire du Royaume-Uni et le droit international]. Avec d'autres députés de chaque parti défendant Julian Assange, nous avons écrit au Haut-commissaire britannique [ndlr : Mike Rann ?] demandant une réunion urgente pour relayer nos inquiétudes et exiger que l'extradition de Julian Assange soit bloquée, considérant le fait qu'il ne bénéficie pas d'un procès équitable au Royaume-Uni."

- Le nouvel acte d'accusation du gouvernement étasunien : <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/07/04/auub-j04.html>

Reporters sans frontières : <https://rsf-ch.ch/rsf-denonce-le-nouvel-acte-daccusation-emis-contre-julian-assange/>

- Autre intervention du député Julian Hill du 26 février 2020: <https://www.facebook.com/JulianHillMP/videos/bring-julian-assange-home/183902039583861/>

Le 29 août 2020. Article du WWSW : Un député travailliste dénonce le refus du gouvernement australien de défendre Julian Assange <https://www.wsws.org/en/articles/2020/08/29/assa-a29.html>

Traduction google :

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2020/08/29/assa-a29.html&prev=search&pto=aue> Pour rappel - Deux procès historiques pour crimes contre l'humanité

- Lors de son procès à Jérusalem en avril 1961, le criminel nazi Adolf Eichmann, haut fonctionnaire du Troisième Reich et grand organisateur de la "solution finale" était enfermé dans une cage en verre face à ses juges

<https://www.ina.fr/video/AFE85009063>

- Livré à la justice française le 5 février 1983, Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo de Lyon, est jugé par la cour d'assises du Rhône, à Lyon, du 11 mai au 4 juillet 1987. C'est le premier procès pour crime contre l'humanité en France. Pour la première fois aussi, en vertu d'une loi voulue par Robert Badinter, alors garde des Sceaux, un procès d'assises est filmé. <https://www.ina.fr/video/CAB87018494>

https://www.fac-droit.univ-smb.fr/fr/2017/12/evocation_proces_barbie/

Julian Assange Le Ministère américain de la Justice émet un nouvel acte d'accusation !

Le 15 août 2020. Article du WWSW (traduction google) : Le procès-spectacle de Julian Assange: une farce cruelle et pseudo-juridique "L'audience d'hier à Londres a clairement montré, si une preuve supplémentaire était nécessaire, que la persécution de Julian Assange est un procès-spectacle honteux et dégradant, destiné à conduire un innocent en prison ou à mort pour avoir révélé les crimes de l'impérialisme américain […]

<https://www.wsws.org/en/articles/2020/08/15/pers-a15.html>

Traduction Google <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2020/08/15/pers-a15.html&prev=search&pto=aue>

En complément et pour rappel : Le 11 décembre 2019, Interview du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils melzer. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/11/mlzr-d11.html> Le 27 mars 2020, à une question qui lui était posée par le média suisse-allemand Blick concernant la réaction des médias américains, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a répondu : "Les médias grand public devraient réagir avec beaucoup plus de force. Plusieurs des principaux médias du monde entier ont travaillé avec Wikileaks en 2010 et ont publié les documents secrets avec Assange. Il se pourrait bien que ces médias aient maintenant un accord de statu quo avec les autorités concernant les poursuites abusives contre Assange, de sorte qu'ils sont laissés en paix par le pouvoir judiciaire." <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=de&u=https://www.blick.ch/news/ausland/schweizer-uno-sonderbeauftragter-ueber-prozess-gegen-julian-assange-das-erinnert-an-ein-diktatorisches-regime-id15683116.html&prev=search&pto=aue>

Le 15 octobre 2019, les médias américains boycottaient une conférence de presse tenue au siège des Nations Unies à New York : Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a réaffirmé que l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, a fait l'objet d'une campagne de persécution sans précédent qui revient à de la "torture". Les avertissements de Melzer ont le poids et l'autorité d'un fonctionnaire de l'ONU et d'un expert juridique de renommée internationale. Elles concernent Assange, le journaliste persécuté le plus célèbre du monde, qui a fait plus que tout autre éditeur pour exposer les réalités brutales de la guerre impérialiste, les intrigues diplomatiques et la surveillance omniprésente de la CIA. <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/18/melz-o18.html>

Traduction google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/18/melz-o18.html&prev=search&pto=aue>

Vidéo (avec possibilité de mettre les sous-titres en français) :

https://www.youtube.com/watch?v=s_GSitdMe1A Le journal britannique The Guardian, porte-parole des agences de renseignement : Article du WWSW du 22 juin 2019 en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/06/22/guar-j22.html>

Traduction google :

<https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2019/06/22/guar-j22.html&prev=search&pto=aue>

Note de l'Adetra du 15 août 2020 : nous saluons vivement le soutien apporté à Julian Assange par la Ligue des droits de l'Homme France (LDH), en synergie avec la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) !

- Diverses actions ont été menées par la Ligue des droits de l'Homme France (LDH) <https://www.ldh-france.org/?s=assange>

Une importante contribution a été apportée par Jean-Pierre Rafier, membre du Comité central LDH France, avec l'apport de Roland Biache, secrétaire général LDH.

- La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) regroupe 192 organisations nationales de défense des droits humains dans 112 pays. Le 7 janvier 2020, la FIDH a envoyé avec la Ligue des droits de l'Homme France (LDH) une Lettre ouverte à l'attention de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, signée par Alice Mogwe, présidente de la FIDH, et Malik Salemkour, président de la LDH. <https://www.ldh-france.org/?s=assange>

- Le 19 février 2020, un plaidoyer a été envoyé par la Maison des Lanceurs d'Alerte et seize autres organisations de France, Suisse, Espagne, Belgique et Allemagne à la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi .

Avec nos remerciements à Mme Maryse Artiguelong, vice-présidente de la LDH France et de la FIDH <https://www.ldh-france.org/proces-de-julian-assange-lextradition-vers-les-etats-unis-violerait-gravement-les-droits-de-lhomme/>

Julian Assange Note de l'Adetra des 1er et 2 août 2020 : Une équipe juridique qui ne laisse pas d'interroger... Me Geoffrey Robertson est le fondateur et le co-directeur de Doughty Street Chambers à Londres, Chambre qui emploie également les avocats Edward Fitzgerald, Jennifer Robinson et Amal Clooney

<https://www.doughtystreet.co.uk/barristers> Le 25 avril 2019, quelques jours après l'arrestation très choquante de Julian Assange par la police britannique au sein de l'ambassade de l'Equateur, la Clooney Foundation for Justice (CFJ), en collaboration avec ses partenaires Microsoft Corporation, la Columbia Law School, l'American Bar Association et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), annonçait le lancement de son initiative "TrialWatch" <https://www.prnewswire.com/news-releases/the-clooney-foundation-for-justice-convenes-human-rights-leaders-to-mark-official-launch-of-trialwatch-initiative-300838222.html>

Traduction française : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.prnewswire.com/news-releases/the-clooney-foundation-for-justice-convenes-human-rights-leaders-to-mark-official-launch-of-trialwatch-initiative-300838222.html&prev=search&pto=aue> Pour rappel, Me Amal Clooney, bien qu'ayant fait partie de l'équipe juridique de Julian Assange (en 2012 et 2013 ?) est passée dans le camp des persécuteurs du fondateur de WikiLeaks : "Au cours de l'élection présidentielle américaine de 2016, les Clooneys ont tenu des collectes de fonds de 176'000 de dollars par tête pour Hillary Clinton, candidate du Parti démocrate, qui a joué un rôle central dans la persécution d'Assange" <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/15/pers-j15.html>

<https://www.politico.com/story/2016/03/hillary-clinton-george-clooney-fundraiser-221207> Certains avocats de Julian Assange, dont en particulier Geoffrey Robertson et Edward Fitzgerald ont adhéré à l'initiative "TrialWatch" de la Clooney Foundation for Justice <https://cfj.org/trialwatch/advisory-board/>, initiative qui annonce entre autres (traduction google) : Les tribunaux sont de plus en plus utilisés comme un outil d'oppression. Dans de nombreux pays, les procureurs et les juges sont utilisés pour emprisonner les détracteurs du gouvernement et les minorités. Dans d'autres endroits, les

décisions d'un juge peuvent être achetées par le plus offrant. Les juges peuvent également être complices de graves violations des droits de l'homme lorsqu'ils condamnent des "crimes" tels que l'homosexualité ou le blasphème, ou lorsqu'ils ignorent les droits des accusés à une procédure régulière. Pourtant, les juges et les procureurs sont rarement tenus de rendre des comptes. Dans certains pays, les salles d'audience sont fermées. Et même lorsque les procès sont ouverts au public, les procédures peuvent être longues, alambiquées et difficiles à comprendre. En réponse à ces besoins pressants, la Fondation Clooney pour la justice a mis au point une initiative visant à surveiller les procès qui, dans le monde entier, présentent un risque élevé de violation des droits de l'homme et à y répondre. Comme l'a fait remarquer un jour un juge estimé de la Cour suprême des États-Unis, "la lumière du soleil est le meilleur désinfectant". Nous allons donc surveiller les procès dans lesquels la loi peut être utilisée pour cibler une minorité ou faire taire une critique du gouvernement, ce qui signifie qu'il y a une probabilité de procès politisé et injuste. Nous nous efforcerons de dénoncer l'injustice et de rallier le soutien nécessaire pour que justice soit rendue aux accusés dont les droits ont été violés. TrialWatch a une portée mondiale et se concentre sur les procès visant les journalistes, les personnes LGBTQ, les femmes et les filles, les minorités et les défenseurs des droits de l'homme. Nous considérons que l'initiative "Trial Watch" a anticipé la "Conférence mondiale pour la liberté des médias" [sic] qui s'est tenue à Londres les 10-11 juillet 2019 (cf. notre communiqué du 21 octobre 2019 y relatif sur cette page).

Il s'agit pour nous d'une très grave manipulation de l'opinion publique visant à occulter délibérément les droits fondamentaux du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, dont celui de bénéficier d'un procès équitable sur un dossier éminemment politique. L'engagement exceptionnel et exemplaire de Julian Assange en faveur des droits humains, ainsi que son activité de journaliste et éditeur sont de fait niés. En complément et pour rappel : Dès 2010, suite à la publication de la vidéo tristement célèbre "Collateral Murder", une persécution politique d'une ampleur inédite est menée contre Julian Assange par des personnalités politiques étasuniennes de haut niveau, ainsi que par l'administration du Président démocrate Barack Obama et les agences de renseignement américaines.

- Le 13 décembre 2010. Article du WWS : Le président Obama rejoint l'attaque contre WikiLeaks : "Tout en condamnant WikiLeaks, Obama n'a rien dit sur les appels répétés de sections des médias américains et de l'establishment politique pour l'assassinat d'Assange ou la désignation de WikiLeaks comme organisation terroriste - légitimant ainsi tacitement ce qui équivaut à une incitation au meurtre. Pour leur part, les médias américains sont restés presque totalement silencieux face à une persécution politique organisée au niveau international et à une attaque contre les droits constitutionnels fondamentaux."

Traduction google <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2010/12/wiki-d13.html&prev=search&pto=aue>

Article original : <https://www.wsws.org/en/articles/2010/12/wiki-d13.html>

- Le 10 décembre 2010. Article du WWS : Le journal britannique Indépendant a rapporté mercredi que des responsables américains et suédois étaient engagés dans des discussions à huis clos visant à remettre le fondateur de WikiLeaks Julian Assange en garde à vue américaine.

Traduction google

https://translate.googleusercontent.com/translate_c?depth=1&hl=fr&prev=search&pto=aue&rurl=translate.google.ch&sl=en&sp=nmt4&u=https://www.wsws.org/en/articles/2010/12/wiki-d10.html&usg=ALkJrhgajb8DSYikZDNsHBm-h_xSk8dvjA

Article original : <https://www.wsws.org/en/articles/2010/12/wiki-d10.html>

- Le 3 juillet 2015. Lettre ouverte publiée par le « Monde » ; le fondateur de WikiLeaks appelle le président français à l'accueillir, sa vie étant « en danger » https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/07/03/julian-assange-monsieur-hollande-accueillez-moi-en-france_4668919_3232.html

- Le 31 juillet 2019. La justice américaine démasque la conspiration du Parti démocrate contre Assange et WikiLeaks <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/01/wiki-a01.html>

Le jeudi 23 mai 2019, le ministère américain de la Justice inculpe Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, pour plusieurs violations de la loi sur l'espionnage de 1917.

- Le 23 mai 2019. Réaction de Ari Melber, avocat et journaliste, lauréat d'un Emmy Award, correspondant juridique en chef pour MSNBC et analyste juridique pour NBC News : "Le nouvel acte d'accusation du ministère de la Justice traite les activités de la plupart des grands journaux - la collection et la publication de documents classifiés - comme un complot criminel en affirmant qu'Assange a "conspiré" avec sa source et "aidé et encouragé" à livrer des documents classifiés". <https://www.legrandsoir.info/combien-de-fois-faut-il-que-julian-assange-ait-raison-avant-qu-on-ne-commence-a-l-ecouter.html>

- Le 23 mai 2019. Le directeur exécutif de la Freedom of the Press Foundation déclare Trevor Timm: "L'administration Trump s'apprête à criminaliser explicitement le journalisme sur les questions de sécurité nationale, et si ces poursuites sont engagées, des dizaines de journalistes du New York Times, du Washington Post et ailleurs seraient également en danger. La capacité de la presse de publier des faits que le gouvernement préférerait garder secrets est à la fois essentielle pour un public informé et un droit fondamental. Cette décision du ministère de la Justice constitue une escalade massive et sans précédent dans la guerre de Trump contre la presse, et il n'est pas exagéré de dire que le premier amendement lui-même est en danger. Quiconque se soucie de la liberté de la presse devrait immédiatement et sans réserve condamner cette inculpation."

Julian Assange Note de l'Adetra du 10 juillet 2020 : Une équipe juridique qui interroge si l'on pense non seulement à Me Amal Clooney dont Me Jennifer Robinson avait fait l'éloge le 21 octobre 2019, mais aussi à Me Alan Dershowitz, avocat et proche du criminel sexuel feu Jeffrey Epstein, dont le réseau de traite d'adolescentes a été l'objet de révélations par

Wikileaks <https://wikileaks.org/> L'interdiction des conflits d'intérêts représente une règle cardinale de la profession d'avocat; il est en principe interdit pour un avocat de représenter un client dans une certaine affaire et entendre assister la partie adverse dans un autre dossier. Or, Me Dershowitz a non seulement défendu Jeffrey Epstein dans un accord de plaidoyer controversé en 2008, mais il a de plus rejoint l'équipe de défense du président Trump en janvier 2020 https://www.liberation.fr/planete/2020/01/20/kenneth-starr-et-alan-dershowitz-deux-avocats-stars-pour-defendre-trump_1774201 En 2011, Me Dershowitz était enrôlé dans l'équipe juridique de Julian Assange par Me Geoffrey Robertson, fondateur et co-directeur de Doughty Street Chambers à Londres, cabinet juridique qui emploie les avocates Amal Clooney et Jennifer Robinson (voir notre note du 21 octobre 2019 sur cette page).

<https://www.politico.com/blogs/under-the-radar/2011/02/alan-dershowitz-joins-julian-assange-defense-team-033359> Complétant ce qui précède, Me Dershowitz a en outre écrit un essai dans The Spectator défendant la complice d'Epstein, Ghislaine Maxwell, arrêtée jeudi 2 juillet 2020 et inculpée formellement de six chefs d'accusation liés au trafic de filles mineures <https://spectator.us/ghislaine-maxwell-know-jeffrey-epstein-alan-dershowitz>/<https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/affaire-epstein-l-ex-compagne-du-financier-americain-a-ete-inculpee-de-traffic-de-mineures-952993>

Le silence, c'est la participation !

- Le 15 juin 2019. Entretien avec l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ögmundur Jónasson sur la façon dont il a mis à la porte une équipe d'enquêteurs du FBI d'Islande qui essayaient de piéger le fondateur de Wikileaks, Julian Assange <https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOlq>

- Le 25 novembre 2019. Article de presse du média Zeit und Fragen : « J'’en suis la preuve. Quand je dis qu'ils sont venus ici pour diffamer Julian Assange et WikiLeaks, je ne le dis pas à la légère, je choisis mes mots très soigneusement. Je sais de quoi je parle. Je le dis, conformément à ma parole d'honneur, car c'était le cas. J'ai témoigné à ce sujet devant un comité parlementaire et devant l'Assemblée parlementaire, et mes propos n'ont pas été contestés. » <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-25-25-novembre-2019/le-silence-cest-la-participation.htm>

Julian Assange Le journaliste Patrick Oliver Cockburn (1950) a été correspondant au Moyen-Orient pour le Financial Times et pour The Independent. Il a également travaillé comme correspondant à Moscou et à Washington et est un collaborateur fréquent de la London Review of Books. Il a écrit trois livres sur l'histoire récente de l'Irak. Il a remporté le prix Martha Gellhorn en 2005, le prix James Cameron en 2006, le prix Orwell pour le journalisme en 2009, le prix du commentateur étranger de l'année (Editorial Intelligence Comment Awards 2013), le prix du journaliste des affaires étrangères de l'année (British Journalism Awards 2014), le prix du reporter étranger de l'année (The Press Awards For 2014). (Wikipedia)

Article du 11 juin 2020 (traduction par Le Grand soir) : <https://www.legrandsoir.info/julian-assange-dans-les-limbes-london-review-of-books.html>N.B. Robert A. Carr, général de brigade à la retraite, a dirigé un groupe de travail de la Defense Intelligence Agency (l'une des agences du renseignement des Etats-Unis).

Pour rappel, article du 4 janvier 2020 d'un homonyme : Robert John (Bob) Carr (1947), Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud de 1995 à 2005, et ex-ministre fédéral australien des Affaires étrangères : "Les diplomates américains parlent sombrement des vies perdues parce qu'Assange aurait divulgué des documents non expurgés. Mais lors du procès de Chelsea Manning en 2013, il a été demandé à un général de brigade américain du contre-espionnage de désigner les victimes causées par les fuites. Il a d'abord dit qu'il en connaissait un, un Afghan. Plus tard, il a dû se rétracter et dire qu'il n'y en avait pas. Le porte-parole du Pentagone Geoff Morrell avait déclaré en 2010 "qu'il n'y avait aucune preuve que quelqu'un avait été tué à cause des fuites." <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-souring-alliance-20200101-p53o6x.html> Julian Assange

Le 27 juin 2020. RT Amérique. Chris Hedges discute de l'audience d'extradition de Julian Assange avec l'avocate, auteur et professeur Marjorie Cohn <https://www.youtube.com/watch?v=jMCi-7K-xCo&fbclid=IwAR2Mh4hvJvpCWIN2AaAuQvYXc9WBI-uYPObdSRZTKbkRBAZnKN-UTJVbBfg> Marjorie Cohn a été professeure émérite de droit à la Thomas Jefferson School of Law de San Diego en Californie (1991-2016), et ancienne présidente de la National Lawyers Guild. Elle a collaboré avec l'Association internationale des avocats démocrates.

Pour rappel, jeudi 23 mai 2019, le ministère américain de la Justice inculpait Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, pour plusieurs violations de la loi sur l'espionnage de 1917.

- Le 23 mai 2019. Réaction de Ari Melber, avocat et journaliste, lauréat d'un Emmy Award, correspondant juridique en chef pour MSNBC et analyste juridique pour NBC News : "Le nouvel acte d'accusation du ministère de la Justice traite les activités de la plupart des grands journaux - la collection et la publication de documents classifiés - comme un complot criminel en affirmant qu'Assange a "conspiré" avec sa source et "aidé et encouragé" à livrer des documents classifiés". <https://www.legrandsoir.info/combien-de-fois-faut-il-que-julian-assange-ait-raison-avant-qu-on-ne-commence-a-l-ecouter.html>

- une déclaration de l'ACLU

- En novembre 2018. Interview avec l'ex-avocat en chef du New York Times, James Goodale, célèbre avocat du premier Amendement : Pourquoi la cause du ministère de la Justice contre Julian Assange établit un précédent incroyablement dangereux :

"À l'époque, les faits concernant Assange en ce qui a trait à la publication de documents qu'il avait faits avec le New York Times, le Guardian, etc. présentaient un cas classique de Premier Amendement [à la Constitution des Etats-Unis]... Du point de vue du Premier Amendement, la publication de documents volés, tant que l'éditeur n'a pas participé activement au vol proprement dit, est toujours une activité protégée par la Constitution."

Question : On spéculer sur ce dont Assange pourrait être accusé. Il est possible qu'il soit carrément accusé en vertu de la Loi sur l'espionnage d'avoir publié des renseignements classifiés. Puis, il y a la théorie du " complot ", le fait qu'Assange avait conspiré avec ses sources en leur demandant d'autres renseignements que les sources auraient pu recueillir illégalement. Pensez-vous que ce type d'accusation serait tout aussi dangereux qu'une accusation de publication d'information ?

"Je trouve que ce type d'accusation serait tout aussi dangereux. En fait, une accusation contre Assange pour "conspiration" avec une source est l'accusation la plus dangereuse à laquelle je puisse penser en ce qui concerne le Premier Amendement depuis presque toutes les années où je représente des organisations médiatiques. La raison en est que celui qui recueille/écrit/distribue des informations au terme de la loi en vigueur, ne peut être poursuivi en vertu du Premier Amendement. Si le gouvernement arrive à dire qu'une personne qui est protégée par le Premier amendement perd cette protection parce que cette personne a "conspiré" avec une source qui est assujettie à la Loi sur l'espionnage ou à une autre loi, alors le gouvernement aura réussi à appliquer la norme à toutes les activités de collecte d'information.

Cela signifie que la capacité de la presse à obtenir des informations classifiées dignes d'intérêt de sources gouvernementales sera sévèrement réduite, parce que chaque histoire basée sur une fuite d'informations sera théoriquement sujette à une action en justice par le gouvernement. Il appartiendra à la personne qui détient l'information de prouver qu'elle l'a obtenue sans enfreindre la Loi sur l'espionnage. Ce serait, à mon avis, la pire chose qui puisse jamais arriver au Premier Amendement.

Je suis sur la sellette pour cela depuis plus de 10 ans en essayant de réveiller tout le monde aux dangers qui existent avec cette approche. Par conséquent, les histoires que nous avons lues sur l'action actuelle du gouvernement contre Assange sont à glacer le sang. Il semble que le gouvernement pourrait essayer d'adopter cette théorie de la "conspiration" pour l'appliquer à la collecte de nouvelles". <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92L> Adetra a publié d'autres articles de l'avocat James Goodale sur cette page.

Les révélations de WikiLeaks ont-elles mis en danger des informateurs confidentiels ?

- Le 24 juin 2020. Entretien avec l'avocat et journaliste Mark Davis (Sydney Criminal Lawyers) : Julian a réellement effectué un travail de rédaction : "Certes, il avait tendance à publier de grandes quantités de documents. Mais ce n'est pas vrai qu'il ne les a pas expurgés. En fait, il les a passés en revue. Et c'est ce que Wikileaks continue de faire. Et je sais par observation directe qu'il a retiré 10'000 noms des journaux de guerre afghans. Je sais, grâce à des informations de seconde main, que tous les documents publiés par la suite ont été expurgés, lorsqu'il est apparu que le fait de nommer un individu pouvait mettre sa vie en danger. Ils ont fait, et pourtant ils sont critiqués." <https://www.legrandsoir.info/julian-a-reellement-effectue-un-travail-de-redaction-un-entretien-avec-l-avocat-journaliste-mark-davis-sydney-criminal-lawyers.html>

- Le 4 janvier 2020. Robert John (Bob) Carr (1947), Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud de 1995 à 2005, et ex-ministre fédéral australien des Affaires étrangères <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-souring-alliance-20200101-p53o6x.html>

- L'Adetra a publié diverses informations complémentaires sur cette page concernant cette question, voir sous: Les calomnies à l'encontre de Julian Assange s'estompent alors que les témoins de WikiLeaks admettent qu'il n'était pas imprudent, qu'il protégeait les informateurs

Les révélations de WikiLeaks sur Hillary Clinton

- Le 31 juillet 2019. La justice américaine démasquait la conspiration du Parti démocrate contre Assange et WikiLeaks <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/01/wiki-a01.html> La persistance de torture et de négligence médicale à l'égard de Julian Assange (The Lancet) Doctors For Assange - le 25 juin 2020 William Hogan, Stephen Frost, Lissa Johnson, Thomas G Schulze, E Anthony S Nelson, William Frost, au nom de Doctors for Assange info@doctorsassange.org

Cette lettre compte 216 signataires, représentant 33 pays. Médecins pour Assange, États-Unis (WH, TGS) ; Médecins pour Assange, Royaume-Uni (SF, WF) ; Médecins pour Assange, Australie (LJ) ; Médecins pour Assange, Allemagne (TGS) ; Médecins pour Assange, Hong Kong (EASN) ; et Médecins pour Assange, Suède (SF, WF) <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange-+.html>

Bradley (Chelsea) Manning En 2007, un analyste militaire de l'armée des États-Unis, Bradley (Chelsea) Manning se porte volontaire pour servir son pays en Irak. Lisant et traitant quotidiennement des rapports militaires, il remet progressivement en question la moralité de cette offensive qui tue des civils innocents, sans toutefois en assumer la responsabilité : "Nous avons choisi de nous cacher derrière le voile de la sécurité nationale et des renseignements classifiés afin d'éviter toute responsabilité publique." "Nous avons détenu des personnes à Guantanamo pendant des années sans procès. Nous avons inexplicablement fermé les yeux sur la torture et sur les exécutions commises par le gouvernement irakien. Et nous avons supporté d'innombrables autres actes au nom de notre guerre contre le terrorisme." <http://bernard-gensane.over-blog.com/lettre-de-bradley-manning-au-pr%C3%A9sident-obama> Les crimes de guerre sont des violations « des lois et coutumes de la guerre » définies par les Conventions de Genève et de la Haye : ils comprennent les attaques délibérées contre des civils, la torture, le meurtre ou les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre (Amnesty International) :

- L'organisation indépendante Iraq Body Count (IBC), a dénombré entre 2003 et 2010, 122'000 morts parmi les civils irakiens (à noter que les chiffres de l'IBC se basent sur des décès reconnus officiellement).
<https://www.iraqbodycount.org/analysis/numbers/warlogs/>

- L'Adetra a publié plusieurs articles importants sur cette page à ce sujet, voir sous :
 Crimes de guerre en Irak et Afghanistan

- Le 25 octobre 2010. Article paru dans Le Point International. Documents secrets - WikiLeaks dévoile torture et meurtres en Irak https://www.lepoint.fr/monde/documents-secrets-wikileaks-devoile-torture-et-meurtres-en-irak-23-10-2010-1253424_24.php

- Mars 2002. Le refus d'obéissance aux ordres manifestement criminels figure désormais dans l'énoncé officiel des principes de Nuremberg Le refus d'obéissance aux ordres manifestement ... - ICRC Julian Assange

Le 19 juin 2020. Article de l'éditeur et écrivain français, Aymeric Monville, auteur du livre "Julian Assange en danger de mort" : Pourquoi le peuple suisse peut sauver Julian Assange ! <https://www.gauchebdo.ch/2020/06/19/pourquoi-le-peuple-suisse-peut-sauver-julian-assange/>

Julian Assange

Communiqué de l'Adetra des 12 et 21 juin 2020 : L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) nous a confirmé le 11 juin que M. Julian Assange n'aurait qu'une seule possibilité d'être accueilli en Suisse dans sa situation, celle d'obtenir le Visa humanitaire.

Car pour demander l'asile, il faut impérativement se trouver sur territoire suisse ou à la frontière suisse. Site du Secrétariat d'État suisse aux migrations (SEM) :

<https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/asyl/asylverfahren/asylgesuch.html> Entretien entre un juriste du Secrétariat suisse d'Etat aux migrations (SEM) et l'Adetra, le 13 février 2020 :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s. Janvier-février 2020. Liste de citoyens, personnalités, organisations, élus et partis soutenant Julian Assange :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s. Communiqué de l'Adetra des 4 et 5 juin 2020 : Considérant l'état de blocage désespérant de la situation de Julian Assange, nous nous décidons à lâcher du lest... Lors d'une rencontre à Londres, un avocat membre de l'équipe juridique élargie de Julian Assange (non UK) a communiqué qu'il valait mieux que Julian Assange reste en prison et que sa santé soit détériorée, ce qui devrait permettre à l'équipe juridique londonienne de Julian Assange de disposer d'un argument de poids pour plaider sa non-extradition !!!

D'autre part, en novembre et décembre 2019, deux membres de l'Adetra demandaient à la représentante de la Courage Foundation en Suisse (HRA) pour quelle raison l'équipe juridique londonienne de Julian Assange ne demandait pas sa libération sous caution.

Il nous a été répondu que si Julian Assange était libéré, il risquait d'être kidnappé par les services américains !

Cette réponse nous a été confirmée quelques mois plus tard, par une autre source. La représentante de la Courage Fondation en Suisse (HRA) nous a par ailleurs communiqué que les honoraires des avocats proviennent de la Courage fondation. Nous ne savons toutefois pas si cette information concerne tout ou partie de l'équipe juridique de Julian Assange.

Nous avons par ailleurs appris d'une autre source : il est prévu que l'équipe juridique reçoive des honoraires se montant à quelques millions pour la seconde partie du procès portant sur l'extradition demandée par le gouvernement étasunien ! A ce sujet, comme l'a signalé Aymeric Monville, auteur de "Julian Assange en danger de mort" : Il y a de quoi s'étonner que les dons devant aider à la défense de Julian Assange soient récoltés sur le sol de l'État qui lui veut le plus de mal, en l'occurrence les USA <https://www.initiative-communiste.fr/articles/billet-rouge-2/pour-defendre-assange-envoyez-vos-dons-aux-etats-unis/>

Voir aussi le site de la Courage fondation : <https://www.couragefound.org/donate/>

BERNE. Réunion du 12 mars 2020 : A l'initiative d'un député national Vert, un groupe d'une douzaine de parlementaires nationaux a auditionné le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer.

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1237887028718473228>

Un avocat également invité a émis des réserves sur le Visa humanitaire (cf. la Résolution R 906 votée au Parlement genevois le 27 février 2020). En fin de réunion, les parlementaires présents ne se sont pas positionnés, préférant se reposer sur la prochaine décision du gouvernement suisse - le Conseil fédéral - sur le Visa humanitaire.

Notre syndicat Adetra a eu divers contacts directs avec deux avocats de Suisse alémanique, Andreas Noll & Philip Stolkin, qui s'opposent activement au Visa humanitaire bien que la proposition genevoise, visant à accueillir temporairement M. Julian Assange aux Hôpitaux Universitaires Genevois, représente à ce jour la seule possibilité effective devant lui permettre de sortir de prison, afin d'être soigné.

Site du Secrétariat d'État suisse aux migrations (SEM) :

https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/asyl/asylverfahren/asylgesuch/asylgesuch_aus_ausland.html

Interview du rapporteur spécial de l'ONU contre la torture, le Zurichois Nils Melzer. <https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/melzer-un-visa-suisse-pour-assange-serait-un-denouement-acceptable/555957>

Pour rappel, le Conseil fédéral a déjà refusé, par le passé, de soutenir Julian Assange, estimant que : "Monsieur Assange n'est pas susceptible d'être qualifié de défenseur des droits de l'homme, ni de recevoir la protection y relative selon les lignes directrices de la Suisse." (cf. ci-après la réponse du Conseil fédéral à l'Interpellation du parlementaire national Jean-Luc Addor).

Dès lors, nous craignons que le Conseil fédéral ne puisse soutenir Julian Assange s'il ne se sent pas suffisamment appuyé, notamment par les Partis nationaux. Par conséquent, notre syndicat Adetra restant très inquiet de la dégradation de l'état de santé de M. Julian Assange, et constatant le retrait de certains acteurs politiques et syndicaux suisses, avec les conséquences que cela pourrait aussi avoir sur l'Etat de droit, prévoit d'entreprendre prochainement une action, si possible publique. Le 22 juin 2020, l'Adetra a adressé un courriel d'information à des députés municipaux, cantonaux et nationaux, ainsi qu'à des responsables de partis politiques nationaux, des partis politiques, personnalités politiques, avocats, journalistes, syndicats, organisations pour les droits de l'homme et citoyens engagés. Pour votre information, objets parlementaires déposés en Suisse, voir notre page suivante :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=35

Julian Assange - Position de deux députés australiens

Le 15 mai 2020. Les députés australiens Andrew Wilkie et George Christensen, co-présidents du groupe parlementaire australien Bring Julian Assange Home, sont profondément déçus de la réponse insatisfaisante du très honorable Robert Buckland QC, Lord Chancelier et Secrétaire d'État à la Justice du gouvernement du Royaume-Uni, qui a indiqué que Julian Assange ne se verrait pas accorder une libération compassionnelle de prison au motif qu'il ne remplit pas les critères* et qu'il présente également un risque de fuite.

"Le fait que Julian Assange soit en prison est totalement absurde", a déclaré M. Wilkie.

"Tout ce qu'il a fait, c'est exposer des preuves solides de crimes de guerre américains, de corruption et de traitement inhumain des prisonniers à Guantanamo Bay. Il devrait être salué comme un héros, mais au lieu de cela, le gouvernement britannique s'entête et s'incline devant l'administration Trump".

<https://www.legrandsoir.info/le-gouvernement-britannique-ne-fait-pas-preuve-de-bon-sens-a-propos-de-julian-assange.html>

Communiqué en anglais : <https://andrewwilkie.org/uk-government-blind-to-common-sense-over-julian-assange/>

Pour rappel : Le 5 avril 2020, le secrétaire à la Justice britannique, Robert Buckland, avait annoncé que Julian Assange, qui est en détention provisoire à la prison de Belmarsh, ne purge pas de peine privative de liberté et n'est donc pas éligible à une libération provisoire de prison en raison du coronavirus !!

<https://www.braidwoodtimes.com.au/story/6711654/uk-govt-wont-release-assange-amid-virus/>

Traduction google :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.braidwoodtimes.com.au/story/6711654/uk-govt-wont-release-assange-amid-virus/&prev=search>

Julian Assange - Commission des droits de l'homme du Bundestag allemand@NilsMelzer

13 mai - twitt en traduction google : Je remercie la commission des droits de l'homme du Bundestag allemand à Berlin de m'avoir invité à participer à l'audition d'aujourd'hui sur l'affaire Assange et ses implications systémiques pour la démocratie, la gouvernance mondiale et l'État de droit. La voix de l'Allemagne compte !

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1260660684523634688> @FrankSchwabe

5 févr. - twitt en traduction google : Julian Assange est peut-être une personnalité éblouissante et étrange. Mais les dénonciateurs sont une bénédiction pour la démocratie et les droits de l'homme. Ils doivent être protégés et non punis. Julian Assange est en danger de mort. Il doit être libéré.

<https://twitter.com/FrankSchwabe/status/1225139452613480448> Le 24 février 2020. Communiqué du Groupe de l'Etat fédéré d'Allemagne NRW (Rhénanie du Nord-Westphalie) au sein du groupe parlementaire social-démocrate SPD au Bundestag. <http://www.nrwspd-landesgruppe.de/2020/02/24/keine-weitere-inhaftierung-von-julian-assange/>

Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=de&u=http://www.nrwspd-landesgruppe.de/2020/02/24/keine-weitere-inhaftierung-von-julian-assange/&prev=search> Julian Assange - World Socialist Web Site Le discours suivant a été prononcé par Thomas Scripps, un membre éminent du Socialist Equality Party (Grande-Bretagne), au Rallye international en ligne du 1er mai 2020 organisé par le World Socialist Web Site et le Comité international de la Quatrième Internationale le 2 mai. Scripps a écrit abondamment sur la persécution continue de l'État contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Article original en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2020/05/08/thom-m08.html>

Traduction google en français :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2020/05/08/thom-m08.html&prev=search>

Un expert suisse en droit international Nils Melzer est depuis novembre 2016 Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture; il est donc expert des dites Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Les experts des procédures spéciales travaillent sur une base volontaire. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisme. Antérieurement, Nils Melzer a travaillé pendant douze ans pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans différentes régions en crise, en tant que délégué, vice-chef de mission et conseiller juridique. Il a ensuite été conseiller en politique de sécurité au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Outre son mandat à l'ONU, il est titulaire d'une chaire en droit international humanitaire à l'Université de Glasgow et enseigne également à l'Académie pour le droit international humanitaire et les droits de l'homme de Genève. Deux twitts de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1256011740619378692>
<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1255995565827149827>

Julian Assange Avocat James C. Goodale - Journaliste Kevin Gosztola - Juge John Koeltl

- Pour rappel : Interview du 21 novembre 2018 de l'ancien avocat en chef du New York Times et célèbre avocat du Premier amendement de la Constitution américaine, James Goodale, qui soutient Julian Assange <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92>

- Le 13 janvier 2010. Article de James Goodale : La mauvaise conduite présumée de la CIA libérera-t-elle Julian Assange ? <https://thehill.com/opinion/criminal-justice/477939-will-cia-misbehavior-set-julian-assange-free> Traduction google <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://thehill.com/opinion/criminal-justice/477939-will-cia-misbehavior-set-julian-assange-free&prev=search>

- Communiqué de presse du 24 février 2020 présentant les articles du journaliste américain Kevin Gosztola sur ce dossier, et un entretien avec l'avocat James Goodale <http://accuracy.org/release/goodale-on-assange-case-wake-up-american-press/> Traduction google <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=http://accuracy.org/release/goodale-on-assange-case-wake-up-american-press/&prev=search>

- Entretien du 23 février 2020 avec James Goodale <https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/> Traduction google https://translate.googleusercontent.com/translate_c?depth=1&hl=fr&prev=search&rurl=translate.google.ch&sl=en&sp=nm4&u=https://shadowproof.com/2020/02/23/interview-with-james-goodale-stunning-how-few-in-us-care-about-threat-posed-by-assanges-case/&usg=ALkJrhgx96SICRmbHZIX7MDRBoBoOee13JQ.

- Article du 1er août 2019 du WSWS concernant la décision du Juge américain John Koeltl : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/01/wiki-a01.html> Julian Assange - Lettre de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, adressée au gouvernement britannique
POUR RAPPEL :

Le 31 décembre 2019, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, publiait sur son compte Twitter: "Ma lettre du 29 octobre 2019 au gouvernement britannique, détaillant les graves violations des procédures, exprimant mon inquiétude concernant les conditions de détention et la santé de Julian Assange, réitérant mes questions et appelant à sa libération rapide." <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1211812961737740289> Lien direct vers la lettre adressée par Nils Melzer au gouvernement britannique (restée sans réponse au 31 décembre 2019) : <http://bit.ly/2ZCYgWA>

Traduction française par Dom Lore : <https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/mandat-de-nils-melzer-au-gouvernement-britannique-29-octobre-2019/2485678531530869/> J'accuse…! Un réquisitoire par Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants Le cas de Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, illustre bien la chute contemporaine de l'État de droit !

Un simulacre de procès moderne : <https://www.legrandsoir.info/j-accuse-36032.html>

Julian Assange

LIVE ONLINE SAMEDI 18 AVRIL 2020

Des défenseurs impliqués de Julian Assange de Nouvelle-Zélande, Australie, Allemagne, Italie, Suisse, Royaume-Uni, Mexique, Etats-Unis et France participent à ce webinar en faveur de Julian Assange dont la vie est plus que jamais menacée du fait de la pandémie mondiale. Parmi eux : John Shipton (à 38:00), le député écologiste genevois Jean Rossiaud (à 50:00), la vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme France et de la Fédération internationale pour les Droits humains Maryse Artiguelong (à 2:12:12), le sculpteur italien Davide Dormino, l'activiste et violoniste Alex Hills et bien d'autres..

https://www.youtube.com/watch?v=K9NZCdfO8P4&fbclid=IwAR0MmFlvwHhIOgOw2q_bj_8wKcmUh0zZqablyvKX3zW5d

12BYSI45e9yuz0

Note de l'Adetra des 21 et 22 avril 2020 : Nous relevons que le père de Julian Assange, John Shipton, indique dans ce LIVE du 18 avril, à 38:20' "Julian has a french family" ! Il ne mentionne par contre pas l'existence de la famille révélée 6 jours plus tôt, le 12 avril, par Sara Gonzalez Devant, portant aussi le nom de Stella Moris-Smith Robertson, alias Stella Morris. Il nous est d'ailleurs difficile de comprendre ce qui pourrait légitimer, de la part d'une avocate membre de l'équipe juridique de Julian Assange ayant fréquenté l'ambassade de l'Equateur, le fait de cacher son identité ! En outre, nous sommes très surpris que Stella Morris ne se soit pas manifestée publiquement quelques mois plus tôt pour soutenir et protéger la vie de celui qu'elle déclare être son 'partenaire', compte tenu des mauvais traitements et de la torture qui ont été infligés à Julian Assange dès son entrée à la prison de Belmarsh et qui ont entraîné, au fil des mois, une importante et manifeste dégradation de son état de santé. Note de l'Adetra du 23 avril 2020 concernant les révélations de Stella Morris :

Si les révélations de l'avocate Stella Morris devaient toutefois s'avérer exactes, à savoir, que Julian Assange aurait conçu secrètement avec elle deux enfants au sein de l'ambassade de l'Equateur, avec projet de l'épouser et de fonder une famille, pour quelle raison n'a-t-elle pas donné d'information circonstanciée sur le lien actuel d'Assange avec sa famille française ? Cela nous semble être une grave omission pouvant porter (un nouveau) préjudice à l'honneur et à la réputation de Julian Assange ! <https://www.fr24news.com/fr/a/2020/04/le-patron-de-wikileaks-julian-assange-a-engendre-deux-enfants-a-linterieur-de-lambassade-equatorienne-avec-un-avocat.html> Sarah Harrison Question de l'Adetra : Qu'est devenue la journaliste britannique et chercheuse en droit, Sarah Harrison, considérée comme la plus proche conseillère de Julian Assange ? Voici un interview du 10 septembre 2016 de la rédactrice en chef de WikiLeaks, Sarah Harrison, à Londres : https://www.youtube.com/watch?v=zHhsy8B8_d8

Julian Assange - Visa humanitaire suisse SUISSE. Pour rappel, le 27 février 2020, le Grand Conseil du canton de Genève (le parlement cantonal) a adopté à une large majorité la Résolution déposée par le député écologiste genevois Jean Rossiaud, invitant le gouvernement suisse à délivrer de toute urgence un visa humanitaire à M. Julian Assange, afin de lui permettre de venir à Genève pendant quelques mois pour y être soigné. Cette Résolution parlementaire a été soutenue par six des sept partis représentés au Grand Conseil, ainsi que par le Conseil d'Etat genevois (le pouvoir exécutif cantonal).

"Cela fait dix ans que Julian Assange est privé de liberté. Ce visa humanitaire lui permettrait de bénéficier d'un traitement au sein des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG), spécialisés dans le traitement du syndrome de stress post-traumatique". Jean Rossiaud, député au Grand Conseil, Les Vert.e.s.

"Tout démocrate ne peut être qu'interpellé par la situation de M. Assange sur le plan humanitaire et sanitaire. Le Conseil d'Etat portera cette Résolution auprès des autorités fédérales compétentes. Il ne s'agit pas d'ingérence, mais de bons offices". Mauro Poggia, Conseiller d'Etat genevois en charge de la Sécurité, de l'emploi et de la santé.

- Article de presse : <https://lesobservateurs.ch/2020/03/06/le-parlement-genevois-demande-au-gouvernement-suisse-daccorder-un-visa-humanitaire-a-assange/>

- Débats au Grand Conseil genevois ayant porté sur la résolution R 906 (voir à 21h44) : <https://ge.ch/grandconseil/sessions/video/020210/53/>

- Site du Visa humanitaire pour Julian Assange, créé par le député Jean Rossiaud : <https://www.assangehumanitarianvisa.ch/>

Note de l'Adetra du 18 avril 2020 - En quoi consiste le visa

humanitaire à une personne, cela signifie qu'elle lui octroie le droit d'entrer en Suisse et d'y résider pendant quelques mois, généralement pour y déposer une demande d'asile. L'octroi du visa humanitaire n'équivaut pas à l'octroi de l'asile. Par contre, lorsque la Suisse accorde un visa humanitaire à un requérant, elle est généralement également prête à lui accorder, dans un second temps, l'asile ou une admission provisoire.

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=46260>

Julian Assange - Position de l'avocate Eva Joly Le 5 avril 2020. Ancienne magistrate, Eva Joly s'est fait connaître durant sa carrière par l'instruction de dossiers politico-financiers comme l'affaire Elf qui a conduit à une trentaine de condamnations dont celle de Loïk Le Floch-Prigent. Députée européenne Europe Ecologie-Les Verts entre 2009 et 2019, elle est aujourd'hui avocate au barreau de Paris. Interview : "Si Julian Assange est extradé, c'est la fin de l'État de droit en Occident" <https://mrmondialisation.org/si-julian-assange-est-extrade-cest-la-fin-de-letat-de-droit-en-occident-eva-joly-interview/>

Julian Assange - Article de Lissa Johnson

Le 4 avril, article de Lissa Johnson, psychologue clinicienne australienne : La torture psychologique, le coronavirus et Julian Assange. Traduction de Dom Lore : Samedi 4 avril 2020

Julian Assange - Lettre des juristes internationaux

La lettre suivante des juristes internationaux aux autorités britanniques en faveur de Julian Assange a été préparée par Deepa Govindarajan Driver et envoyée le 22 février 2020 à son destinataire le Premier ministre britannique Boris Johnson, avec copie envoyée au chef de l'opposition Jeremy Corbyn et à d'autres personnalités politiques.
<https://medium.com/@deepadriver/international-jurists-letter-82c90061994c> Lettre des juristes en français :
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/210220/juristes-nous-demandons-aux-autorites-britanniques-de-refuser-l-extradition-de-julian> Divers liens en attaché : <https://static.mediapart.fr/files/2020/02/21/sources.pdf> Julian Assange

Le 5 avril 2020. Le secrétaire à la Justice britannique, Robert Buckland, a annoncé que Julian Assange, qui est en détention provisoire à la prison de Belmarsh, ne purge pas de peine privative de liberté et n'est donc pas éligible à une libération provisoire de prison en raison du coronavirus ! <https://www.braidwoodtimes.com.au/story/6711654/uk-govt-wont-release-assange-amid-virus/> Traduction google :
<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.braidwoodtimes.com.au/story/6711654/uk-govt-wont-release-assange-amid-virus/&prev=search>
 - Action urgente proposée par Alessandra Barzini : <https://www.facebook.com/groups/1662956313803099/>

Julian Assange Le 3 avril 2020. Julian Assange toujours en détention provisoire alors que le coronavirus se propage dans les prisons britanniques !

Une semaine seulement après le rejet de la demande de mise en liberté sous caution de Julian Assange en reconnaissance de la menace que COVID-19 faisait peser sur sa vie, la propagation du coronavirus dans le système pénitentiaire s'intensifie de manière alarmante. Article original en anglais :
<https://www.wsws.org/en/articles/2020/04/03/assa-a03.html> Traduction automatique corrigée et rajouts [] TLFAA :
<https://www.facebook.com/groups/1662956313803099/permalink/2670118999753487/> Le 3 avril 2020. De Norvège : L'Initiative anti-guerre (AKI) souhaite honorer les trois dénonciateurs Julian Assange, Chelsea Manning et Edward Snowden en leur conférant le titre de membre honoraire. Tous trois ont contribué à nous ouvrir les yeux sur les abus criminels du pouvoir de l'État. Ils ont révélé les crimes de guerre, les violations des droits de l'homme et la surveillance de masse à grande échelle, et ont sensibilisé l'opinion à des crimes qui n'étaient pas censés être connus. Chacun des trois a agi à un coût personnel élevé et souffre aujourd'hui pour son sacrifice. Nous ne pouvons qu'admirer le courage et la ténacité dont ils ont fait preuve. <https://antikrigsinitiativet.no/honorary-memberships/>

Pour rappel : Le 16 septembre 2004, Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a déclaré à la BBC que l'invasion de l'Irak par les États-Unis était un acte illégal qui contrevient à la charte de l'ONU. Il a déclaré que la décision d'agir en Irak aurait dû être prise par le Conseil de sécurité, et non unilatéralement.
 "J'espère que nous ne verrons pas une autre opération de type irakien pendant longtemps - sans l'approbation de l'ONU et le soutien beaucoup plus large de la communauté internationale".
 Il a dit qu'il pensait qu'il aurait dû y avoir une deuxième résolution de l'ONU suite au non-respect par l'Iraq des inspections d'armes. http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3661134.stm Traduction google :
https://translate.google.com/translate?hl=fr&sl=en&u=http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3661134.stm&prev=search
 Le 16 septembre 2004. ONU Info : <https://news.un.org/fr/story/2004/09/59192>

Julian Assange Voici divers documents :

- Déclaration du 27 mars de Doctors for Assange (traduction française) : <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange-+.html>

- Nations Unies -Droits de l'Homme - Haut-Commissariat (OHCHR)
 Genève, le 25 mars 2020 – La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet a appelé les gouvernements à prendre des mesures d'urgence afin de protéger la santé et la sécurité des personnes en détention et dans d'autres centres fermés, dans le cadre des efforts globaux visant à contenir la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) […] « Aujourd'hui plus que jamais, les gouvernements devraient libérer toute personne détenue sans fondement juridique suffisant, y compris les prisonniers politiques et les personnes détenues simplement pour avoir exprimé des opinions critiques ou dissidentes » […] Les mesures prises durant une crise sanitaire ne devraient pas porter atteinte aux droits fondamentaux des personnes détenues, y compris leurs droits à l'eau et à une alimentation adéquate. Les garanties contre les mauvais traitements sur des personnes en garde à vue, notamment l'accès à un avocat et à un médecin, devraient également être pleinement respectées.

<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25745&LangID=F>

- OHCHR. Genève, le 30 mars 2020. COVID-19: Des mesures doivent être prises pour protéger les personnes privées de liberté, selon l'organisme de prévention de la torture de l'ONU

<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25756&LangID=F>

- Le 21 février 2020. Nouvelle position d'Amnesty International ! <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/etats-unis/docs/2020/abandon-accusations-julian-assange-mettre-fin-extradition> Voir aussi le site australien de soutien à Julian Assange www.assangecampaign.org.au : Dont le document relatif à la déclaration du Premier ministre australien, Scott Morrison : Aucun Australien ne passera seul par #COVID19 !
<https://twitter.com/AusHCUK/status/1243448531932704772>

Julian Assange Le 27 mars 2020. Doctors4Assange condamne fermement la décision prise mercredi 25 mars par la juge de district britannique Vanessa Baraitser de refuser la liberté sous caution à Julian Assange, lequel court un risque accru de maladie grave et de décès ’il contracte un coronavirus. <https://www.legrandsoir.info/+julian-assange-+.html>

Le 25 mars 2020. «C'est injuste et inhumain» : la juge refuse la libération sous caution d'Assange malgré le Covid-19 : <https://francais.rt.com/international/73163-cest-injuste-inhumain-la-juge-refuse-la-liberation-sous-caution-de-julian-assange> Le 18 mars 2020. Interview du père de Julian Assange, John Shipton : <https://francais.rt.com/magazines/la-grande-interview/72627-john-shipton>

Julian Assange Le 29 novembre 2012. Vidéo de la BBC News : Ana Alban, l'ambassadrice de l'Équateur au Royaume-Uni avait déclaré que le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, souffrait d'une maladie pulmonaire chronique pouvant entraîner des complications et nécessitant des contrôles médicaux constants. <https://www.bbc.com/news/av/uk-20539519/julian-assange-has-chronic-lung-condition> Le 13 mars 2020, Andrea Albutt, présidente de la Prison Governors Association, a déclaré que les détenus risquaient de mourir en raison de l'aggravation de la propagation du coronavirus au Royaume-Uni. <https://www.getsurrey.co.uk/news/uk-world-news/uk-prison-inmates-likely-die-17916129>

UNE EXCELLENTE NOUVELLE : Les avocats d'Assange ont annoncé qu'ils allaient demander une libération sous caution au tribunal ce mercredi 25 mars !

Note Adetra, mardi 24 mars (en matinée) : Enfin ! Après qu'ils auraient dû impérativement le faire le 13 septembre 2019, puis chaque mois depuis lors ! <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/09/16/assa-s16.html> Campagne "Don't Extradite Assange" : « Les avocats d'Assange ont annoncé qu'ils allaient demander une libération sous caution au tribunal ce mercredi 25 mars. Ils affirment qu'il est en danger imminent étant donné la propagation du coronavirus dans la population carcérale et qu'il devrait être libéré pour sa sécurité, celle des autres prisonniers et du personnel. » <https://twitter.com/DEAcampaign/status/1242122153065054208>

- Le 23 mars 2020. Article paru dans Bloomberg (en anglais) : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-23/julian-assange-to-apply-for-bail-on-coronavirus-concerns> Traduction google : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-23/julian-assange-to-apply-for-bail-on-coronavirus-concerns&prev=search> Note de l'Adetra mardi 24 mars : Nous venons de prendre connaissance du confinement imposé à Londres lundi 23 mars en soirée ! La coïncidence de ces deux annonces est par trop surprenante pour être le simple fruit du hasard. Mercredi 25 mars, l'équipe juridique va-t-elle nous faire une annonce allant dans le sens d'un maintien de sa stratégie passée, consistant entre autres à laisser M. Julian Assange en prison ?

Crimes de guerre en Irak et Afghanistan

- Le 23 mars 2020. Le programme «Four Corners» expose les crimes de guerre australiens en Afghanistan. Article original du WWSW en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2020/03/23/afgh-m23.html> Traduction google en français :

<https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.wsws.org/en/articles/2020/03/23/afgh-m23.html&prev=search>

- Le 16 mars 2020. Exclusif : une enquête de ABC Investigations et Four Corners a révélé de nouvelles allégations selon lesquelles des civils non armés auraient été tués illégalement par les forces spéciales australiennes en Afghanistan. <https://www.abc.net.au/news/2020-03-16/new-allegations-unarmed-civilians-killed-by-sas-in-afghanistan/12028448>

Traduction google en français : <https://translate.google.ch/translate?hl=fr&sl=en&u=https://www.abc.net.au/news/2020-03-16/new-allegations-unarmed-civilians-killed-by-sas-in-afghanistan/12028448&prev=search>

- Le 17 mars 2020. Exclusif : une enquête de ABC Investigations et Four Corners : Une vidéo montre un soldat australien SAS tirant et tuant un homme non armé à bout portant en Afghanistan. <https://www.abc.net.au/news/2020-03-16/video-shows-afghan-man-shot-at-close-range-by-australian-sas/12028512>

- Le 18 novembre 2019. Le gouvernement et l'armée britanniques sont accusés d'avoir couvert des crimes de guerre sur des civils en Afghanistan et en Irak. Une enquête menée conjointement par le Sunday Times et Panorama, l'émission phare d'investigation de la BBC, a recueilli le témoignage d'anciens détectives militaires. <http://www.rfi.fr/europe/20191117-londres-accusee-avoir-couvert-crimes-guerre-irak-afghanistan>

- Le 20 mars 2020. Twitt du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : Merci @FreefromTorture & @glynco de nous avoir rappelé que l'agression des États-Unis et du Royaume-Uni contre l'Irak, qui a laissé des millions

de personnes traumatisées, violées, torturées et tuées, était "basée sur des informations fausses et fabriquées qui étaient un sous-produit de la torture". Personne n'a été tenu pour responsable.

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1241029981469323269> Julian Assange - lady Emma Arbuthnot Trois articles des journalistes Matt Kennard et Mark Curtis parus dans le dailymaverick :

- DECLASSIFIED UK. Le 21 février 2020. La juge principale, Lady Emma Arbuthnot, supervisant les procédures d'extradition de l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, a reçu des avantages financiers de deux organisations partenaires du ministère britannique des Affaires étrangères avant sa nomination.

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-02-21-revealed-chief-magistrate-in-assange-case-received-financial-benefits-from-secretive-partner-organisations-of-uk-foreign-office/>

- DECLASSIFIED UK. Le 15 novembre 2019. Le fils de la juge Lady Emma Arbuthnot de Julian Assange est lié à une société de lutte contre les fuites de données créée par les services de renseignement britanniques

<https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/le-fils-du-juge-de-j-assange-est-li%C3%A9-%C3%A0-une-soci%C3%A9t%C3%A9-de-lutte-contre-les-fuites-de/2375470979218292/>

- DECLASSIFIED UK. Le 14 novembre 2019. La juge de Julian Assange et les liens de son mari avec l'armée britannique révélés par WikiLeaks <https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/la-juge-de-julian-assange-et-les-liens-de-son-mari-avec-larm%C3%A9e-britannique-r%C3%A9v%C3%A9l%C3%A9s-par-wiki-leaks/2372880959477294/>

Chelsea Manning - excellentes nouvelles ! Voici deux formidables nouvelles transmises par la journaliste Caitlin Johnstone qui a écrit plusieurs articles de soutien à Julian Assange et Chelsea Manning :

<https://caitlinjohnstone.com/2020/03/15/chelsea-manning-supporters-raise-a-quarter-million-dollars-in-two-days/> Les supporters de Chelsea Manning collectent un quart de million de dollars en deux jours ! En seulement deux jours après la libération de Manning, plus de six mille donateurs se sont regroupés pour payer l'amende de 258'000 dollars fixée à mille dollars par jour par un juge fédéral, en plus de l'emprisonnement de Chelsea Manning, pour la contraindre à témoigner. La collecte de fonds était si enthousiaste qu'elle avait dépassé l'objectif et atteint 267'002 dollars avant la fermeture du fonds <https://www.gofundme.com/f/help-chelsea-pay-her-court-fines>

Maintenant, il y a une tâche beaucoup plus humble qui consiste à collecter des fonds pour les frais de subsistance de Manning pour 30 000 \$.

Seconde Campagne officielle de collecte de fonds organisée par Kelly Wright pour les frais de subsistance de Chelsea Manning. Pour ceux qui souhaiteraient y contribuer : <https://www.gofundme.com/f/Help-Fund-Chelseas-Living-Expenses> L'ex-analyste militaire de l'armée des Etats-Unis, Chelsea Bradley Manning, a été libérée de prison !

Le 13 mars 2020. Chelsea Manning, la lanceuse d'alerte, qui a refusé de répondre aux questions devant un grand jury fédéral constitué dans le cadre de la conspiration américaine contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a été libérée jeudi 12 mars après avoir passé la dernière année en prison. La libération de Manning a eu lieu un jour après que la courageuse combattante pour la vérité eut tenté de se suicider dans sa cellule et eut été hospitalisée par les autorités carcérales. <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/03/14/mann-m14.html> Le 12 mars 2020. Chelsea Manning a été hospitalisée mercredi 11 mars après une tentative de suicide en détention fédérale

<https://www.wsws.org/fr/articles/2020/03/13/mann-m13.html>

- Le 12 mars, twitt de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1238231969030443009>

- Le 12 mars, article du journaliste Charlie Savage, lauréat du prix Pulitzer, correspondant à Washington pour le New York Times <https://www.nytimes.com/2020/03/12/us/politics/chelsea-manning-released-jail.html>

- Le 12 mars, Déclaration de Doctors4Assange <https://twitter.com/Doctors4Assange/status/1238385706428444672>

Julian Assange - Déclaration de doctors4Assange & de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (IBAHRI)

- Le 10 mars 2020. Déclaration de Doctors4Assange : https://www.twitlonger.com/show/n_1sr5sqr

- Le 12 mars 2020. L'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (IBAHRI) a publié mardi un communiqué condamnant ce qu'il a qualifié de «mauvais traitements réservés à Julian Assange lors de son procès d'extradition aux États-Unis en février 2020». L'organisation d'avocats a exhorté «le gouvernement du Royaume-Uni à prendre des mesures pour protéger» l'éditeur de WikiLeaks : <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/03/13/assa-m13.html>

- Le 11 mars 2020. <https://www.legrandsoir.info/l-institut-des-droits-de-l-homme-de-l-association-internationale-du-barreau-condamne-le-traitement-reserve-par-le-royaume-uni-a.html> Pour rappel :

- Le 16 novembre 2018. Article de Charlie Savage, lauréat du prix Pulitzer, correspondant à Washington pour le New York Times (article signalé par l'avocat James Goodale, en lien avec le premier amendement de la Constitution américaine) <https://www.nytimes.com/2018/11/16/us/politics/julian-assange-indictment.html>

Genève veut un visa humanitaire pour Julian Assange !

Site du député Jean Rossiaud sur le Visa humanitaire <https://www.assangehumanitarianvisa.ch/>

- Le 2 mars. Article de Swiss Info, entretien avec Nils Melzer : Un visa suisse pour Assange serait un dénouement acceptable <https://www.swissinfo.ch/fre/melzer--un-visa-suisse-pour-assange-serait-un-d%C3%A9nouement-acceptable/45591052>

Emission de la Radio Télévision suisse romande "Mise au point" diffusée dimanche 1er mars 2020 sur la Résolution R906 du député cantonal Vert genevois, Jean Rossiaud :

- Emission partielle : <https://www.facebook.com/140550792637950/posts/4120692477957075/?vh=e&d=n>
- Emission intégrale : <https://www.rts.ch/emissions/mise-au-point/>

Jeudi 27 février 2020. Débats au Grand Conseil genevois (pouvoir législatif) ayant porté sur la résolution R 906 du député Jean Rossiaud (voir à 21h44) : <https://ge.ch/grandconseil/sessions/video/020210/53/>

- Proposition de résolution - Un visa humanitaire pour Julian Assange : <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/R00906.pdf>

Le 2 mars 2020. Communiqué d'Ensemble à gauche : <https://eag-ge.ch/le-grand-conseil-demande-un-visa-humanitaire-pour-julian-assange/>

Le 28 février 2020. Article de l'Agence télégraphique suisse (que nous avons légèrement modifié) :

<https://www.20min.ch/ro/news/geneve/story/Geneve-veut-un-visa-humanitaire-pour-Assange-21602690>

Julian Assange drogué au BZ POUR RAPPEL

Le 24 juin 2019, Karen U. Kwiatkowski, ex-lieutenant colonel de l'US Air Force, ex-membre de la NSA, et ex-analyste au Pentagone, a relaté que des employés du gouvernement américain du Département de la Défense, du FBI et de la CIA ont interrogé et "traité" Assange avec de la drogue BZ à la prison de Belmarsh. (cf. Horizons et débats). Le BZ est une substance toxicologique non létale officiellement interdite au niveau international par la Convention sur les armes chimiques. <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-14-24-juin-2019/avec-son-procede-de-traitement-contre-julian-assange-lamerique-creuse-sa-propre-tombe.html> Et https://www.zeit-fragen.ch/fr/recherche.html?L=2&id=3661&tx_solr%5Bq%5D=24+juin+2019 De l'importance d'une lutte partant de la société civile pour soutenir Julian Assange & Chelsea Manning et exiger leur libération inconditionnelle et immédiate! Une parole forte d'une partie de la société civile avec les Gilets jaunes français qui réclament, ainsi que d'autres mouvements dans d'autres pays, la liberté immédiate de Julian Assange, considérant son travail comme étant précieux pour les citoyens du monde entier ! Julian est un héros pour nous tous !

L'ensemble des mouvements doivent agir en convergence pour un monde meilleur, revendiquant davantage de droits sociaux, une justice écologique, la liberté de la presse, la Paix, la démocratie et la Solidarité dans le monde entier ! <https://www.facebook.com/FACGJU/videos/524731761569308/UzpfSTEwMDAwMDg0MTU3MTEExNzpwWSzoyNTc3OTA5MDIyMzA3ODE5/> Tous les samedis depuis 64 semaines, les Gilets jaunes se mobilisent en France, pour la justice sociale et contre le gouvernement inique du monarque Macron, de ses ministres et députés. Les Gilets jaunes agissent en convergence avec les Gilets verts et les jeunes avec Greta Thunberg, pour le climat.

Julian Assange est soutenu par le Conseil de l'Europe Le 19 février, un plaidoyer a été envoyé par la Maison des Lanceurs d'Alerte et seize autres organisations de France, Suisse, Espagne, Belgique et Allemagne à la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovi : <https://www.ldh-france.org/proces-de-julian-assange-lextradition-vers-les-etats-unis-violerait-gravement-les-droits-de-lhomme/>

Le 20 février, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a fait la déclaration suivante : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/julian-assange-should-not-be-extradited-due-to-potential-impact-on-press-freedom-and-concerns-about-ill-treatment> Pour rappel : le 28 janvier 2020, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a appelé les Etats membres à s'opposer à l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les Etats-Unis, et à décider qu'il soit rapidement libéré :

<https://bridgesforfreedom.media/council-of-europes-parliamentary-assembly-calls-for-assanges-prompt-release/>

Traduction : <https://www.legrandsoir.info/l-assemblee-parlementaire-du-conseil-de-l-europe-demande-la-liberation-rapide-d-assange.html> Julian Assange - John Shipton, Nils Melzer, Jean Rossiaud SUISSE. Une Emission télévisuelle a eu lieu le 19 février, sur "Rundschau" à 20h05 sur SRF 1, avec la participation de John Shipton, père de Julian Assange, Nils Melzer, Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, et Jean Rossiaud, député cantonal Vert genevois <https://www.srf.ch/news/international/wikileaks-gruender-bedroht-schweizer-hilfe-fuer-assange>

Julian Assange - Nils Melzer

SUISSE. Le 11 février 2020. L'affaire Julian Assange parvient au niveau fédéral. Au cours de la session de printemps, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, cherchera personnellement à échanger directement avec les députés au Parlement fédéral, comme le rapporte le "Blick". Les conseillers nationaux Cédric Wermuth (PS) et Balthasar Glättli (Verts) ont fixé la date du 11 mars. Wermuth a déclaré qu'il n'était pas seulement concerné par le cas spécifique d'Assange. "Il s'agit essentiellement de traiter de valeurs telles que l'état de droit et la liberté de la presse." Ils ont déjà reçu beaucoup de commentaires de la part des parlementaires qui semblent très intéressés.

<https://www.blick.ch/news/politik/wikileaks-gruender-in-isolationshaft-der-fall-assange-erreicht-bundesbern-id15740250.html>

- Le 31 janvier 2020. Interview du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer : "Un système meurtrier est en train de se créer sous nos yeux"

Nils Melzer explique avoir revu tous les documents suédois. Parlant couramment cette langue, il a pu tout vérifier par lui-même ! <https://www.legrandsoir.info/un-systeme-meurtrier-est-en-train-de-se-creer-sous-nos-yeux-republik.html>

- Le 28 décembre 2019. Interview de Nils Melzer par le journal suisse-allemand "SonntagsBlick" - en allemand :

"L'attitude des Etats-Unis dans le cas Assange rappelle un régime dictatorial"

https://www.blick.ch/news/ausland/schweizer-uno-sonderbeauftragter-ueber-prozess-gegen-julian-assange-das-erinnert-an-ein-diktatorisches-regime-id15683116.html?utm_medium=social&utm_campaign=share-button&utm_source=twitter
Julian Assange - Media allemand ZDF

Le 6 février 2020. La Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF), deuxième chaîne de télévision publique fédérale allemande présente un interview avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer. L'affaire Assange : le rapporteur spécial de l'ONU voit une conspiration menée contre le fondateur de Wikileaks

<https://www.youtube.com/watch?v=50zQG6yPY58> Julian Assange - Nils Melzer Le 6 février 2020. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, révèle les tentatives du gouvernement britannique d'entraver sa défense d'Assange ! <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/02/06/nmel-f06.html>

En complément : Le 7 février 2020. La réunion à Londres du mardi 4 février «Pas d'extradition d'Assange» : les enjeux politiques <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/02/07/assa-f07.html>

Julian Assange - Berlin Berlin. Le 6 février, 130 personnes du secteur public, dont 10 ex-ministres fédéraux, et 4 organisations adressent un Appel au Royaume-Uni pour la vie et la libération de Julian Assange

<https://twitter.com/Ruptly/status/1225506949413818368> L'Appel : <https://assange-helfen.de/en/> Julian Assange - Le 30 janvier 2020. Interview de l'éditeur et écrivain Aymeric Monville, auteur du livre "Julian Assange en danger de mort" : "La défense de Julian Assange est complètement inaudible"

<https://www.youtube.com/watch?v=J1C079vLT94&feature=share&fbclid=IwAR3msAgX0nJMEJEyCFFthgzDXjHQoTYTMO380qw6M81yt2BOF7W3lgEgmfw>

Note de l'Adetra du 31 janvier : En soutenant des mouvements opposés au Président ukrainien pro-russe, Soros ne pouvait certainement pas savoir que cela profiterait aussi à des mouvements d'extrême-droite, ayant lui-même échappé à la Shoah en tant que juif de Hongrie. Il n'empêche qu'il est un cynique financier qui cherche à redorer son image par de la philanthropie Julian Assange - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Le 28 janvier 2020. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a appelé les Etats membres à s'opposer à l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les Etats-Unis, et à décider qu'il "doit être rapidement libéré" <https://www.legrandsoir.info/l-assemblee-parlementaire-du-conseil-de-l-europe-demande-la-liberation-rapide-d-assange.html>

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) regroupe 648 membres représentant les 47 parlements nationaux.

Le Conseil de l'Europe ne fait pas partie de l'Union européenne. Note de l'Adetra : Nous adressons tous nos remerciements à M. Viktor Dedaj pour son important travail de traduction, avec des articles et interviews publiés sur son site Le Grand Soir Julian Assange - 1er Amendement - Contrôle des pouvoirs de l'Etat Le 25 janvier 2020. Alors que les dates des audiences d'extradition sont fixées, le ministère américain de la Justice affirme qu'Assange n'a aucun droit au Premier Amendement <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/01/25/asng-j25.html>

Le Premier Amendement de la Constitution américaine consacre la liberté d'expression

Le 4 janvier 2020. Tribune de Bob Carr, ex-ministre australien des Affaires étrangères, extrait (trad. google) : Quand on voit Assange enchaîné, escorté à travers un aéroport britannique dans un avion de la CIA pour aller en Virginie. Là, il sera jugé, en partie en secret, avec une forte probabilité d'être condamné à 175 ans de prison dans un isolement extrême, aussi proche de la peine de mort qu'on puisse l'imaginer. En fait, la peine de mort. Quoi qu'Assange ait fait [publié] entre 2010-2011, ce n'était pas de l'espionnage, et il n'est pas citoyen américain. Ses actions ont eu lieu en dehors des États-Unis. En vertu de ce précédent, toute personne, où qu'elle se trouve, qui publie quoi que ce soit que l'État américain considère comme secret pourrait être poursuivie en vertu de la loi américaine sur l'espionnage, et offerte à la gueule de son système judiciaire notoirement cruel. Les diplomates américains parlent amèrement des vies perdues parce qu'Assange aurait divulgué des documents non expurgés. Mais lors du procès de Chelsea Manning en 2013, il a été demandé à un général de brigade américain du contre-espionnage de désigner les victimes causées par les fuites. Il a d'abord dit qu'il en connaissait un, un Afghan. Plus tard, il a dû se rétracter et dire qu'il n'y en avait pas. Le porte-parole du Pentagone Geoff Morrell avait déclaré en 2010 "qu'il n'y avait aucune preuve que quelqu'un avait été tué à cause des fuites". En 2010, un groupe de travail du ministère australien de la Défense a conclu que WikiLeaks n'avait pas révélé de détails importants sur les incidents opérationnels impliquant des Australiens au-delà de ceux déjà rendus publics.

Plus importante que la punition d'Assange devrait être la protection de la liberté des médias, résumée dans une réalisation américaine héroïque : le Premier Amendement de sa Constitution consacrant la liberté d'expression. Le matériel de WikiLeaks n'est pas différent en principe des documents du Pentagone divulgués en 1971 par Daniel Ellsberg. Quelqu'un pourrait-il soutenir aujourd'hui que nous ne méritons pas de savoir comment deux présidents américains ont maintenu la guerre du Vietnam après avoir été informés qu'elle ne pouvait pas être gagnée ? La Cour suprême des États-Unis a confirmé le droit du Premier Amendement de publier le matériel (un drame de liberté d'impression capturé dans le film émouvant The Post avec Meryl Streep jouant l'éditrice Katharine Graham et Tom

Hanks comme éditeur Ben Bradlee). <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-sourcing-alliance-20200101-p53o6x.html>

Le 26 novembre 2019. M. Kevin Michael Rudd, ex-Premier ministre d'Australie, a déclaré dans une lettre adressée au Bring Julian Assange Home Queensland Network, vue par The Age et The Sydney Morning Herald, qu'il ne voyait pas la différence entre M. Assange et les éditeurs de nombreux médias américains qui ont rapporté les informations qui leur avait été fournies.

"Si [les procureurs américains] estiment que M. Assange a enfreint la loi en obtenant et en divulguant des informations secrètes, alors je me demande ce qui le distingue de tout journaliste qui sollicite, obtient et publie de telles informations". "En d'autres termes, pourquoi M. Assange devrait-il être jugé, condamné et incarcéré alors que ceux qui ont rendu publiques ces informations bénéficient d'une protection en vertu des dispositions de la Constitution américaine concernant la liberté de la presse ?" <https://www.smh.com.au/politics/federal/rudd-says-assange-faces-unacceptable-and-disproportionate-punishment-20191125-p53duj.html>

La position de James C. Goodale, l'un des avocats les plus éminents et les plus respectés aux États-Unis. Il a été vice-président et avocat en chef du New York Times, puis vice-président du Times. Il est un avocat célèbre pour le Premier Amendement : Le 21 novembre 2018. Pourquoi la cause du ministère de la Justice contre Julian Assange établit un précédent incroyablement dangereux <https://gen.medium.com/former-new-york-times-chief-lawyer-rally-to-support-julian-assange-even-if-you-hate-him-639b2d89dd92> Le 13 janvier 2020. James C. Goodale est surtout connu comme avocat pour avoir représenté le New York Times lorsque ce journal a été poursuivi par le gouvernement Nixon pour avoir publié les documents du Pentagone - Pentagone Papers - en 1971. <https://thehill.com/opinion/criminal-justice/477939-will-cia-misbehavior-set-julian-assange-free>

En complément :

Le 11 décembre 2019. Interview du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils melzer, extrait : "Dans ce contexte, dans la mesure où le contrôle des pouvoirs de l'État existe plus, ni par les institutions politiques, ni par les médias [*], une organisation comme WikiLeaks émerge qui tente d'assumer ces fonctions. C'est aussi logique qu'essentiel pour le fonctionnement de la démocratie, de l'État de droit et de la politique de l'État." <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/11/mlzr-d11.html> * Note de l'Adetra : ni par de nombreuses ONGs et faïtières syndicales nationales et internationales, comme nous le savons pour avoir travaillé activement sur l'accord de libre-échange TISA pendant 2 ans.

@CraigMurrayOrg 24 janv.

Une histoire vraiment inspirante. Julian est finalement libéré de l'isolement à Belmarsh parce que les autres prisonniers de la prison ont été consternés par son traitement et ont pris des mesures en sa faveur. Une petite victoire pour les fondements de l'humanité - et il a fallu des criminels pour l'enseigner à l'État britannique.

- Le 21 octobre 2019, Craig Murray avait fait un compte-rendu d'audience : https://www.legrandsoir.info/assange-auparlement-21-octobre-2019.html?utm_source=dldr.it&utm_medium=twitter

Pour rappel, le 19 novembre 2019, la machination suédoise s'effondrait !

- Le 15 avril 2019. "Accusations suédoises" : Déposition de Julian Assange - 14/15 novembre 2016 (texte complet) <https://www.legrandsoir.info/accusation-suedoises-deposition-de-julian-assange-14-15-novembre-2016-texte-complet.html>

- Le 12 juin 2019, Interview du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer :

<https://www.legrandsoir.info/interview-de-nils-melzer-rapporteur-special-des-nations-unies-sur-la-torture-rt.html>

- Le 19 novembre 2019, Nils melzer déclarait : "Today's collapse of Sweden's #Assange investigation was inevitable. Given its gross arbitrariness, there must now be a full investigation, and accountability & compensation for the harm inflicted on #JulianAssange" : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1196797810114351104> Le 21 novembre 2019, excellent article du WWSW : "L'effondrement de l'opération «inconduite sexuelle» suédoise révèle la conspiration politique menée contre Assange depuis près de 10 ans !" <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/21/pers-n21.html>

Le 25 novembre 2019, le rapporteur spécial de l'ONU révèle le coup monté organisé par la Suède envers Assange: <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/25/asan-n25.html>

Une lettre officielle adressée au gouvernement suédois par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, décrit en détail la campagne menée depuis neuf ans par la justice et l'État suédois pour diffamer Julian Assange, l'éditeur de WikiLeaks, et le dépeindre comme un délinquant sexuel et le priver de ses droits juridiques et démocratiques fondamentaux.

Julian Assange Violation du droit à un procès équitable - Conflits d'intérêts chez certains magistrats !

Audience du 13 janvier 2020

- Le 18 janvier 2020. Interview de Maître Annemie Schaus, professeur à la Faculté de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles, et avocate au barreau de Bruxelles. Elle a été successivement directrice du Centre de droit public, puis doyenne de la faculté et vice-rectrice à la politique académique de l'université. Elle fait partie de l'équipe de défense de Julian Assange, pour les aspects droits de l'homme, protégés par la Convention européenne des droits de l'homme. https://www.youtube.com/watch?v=xlpTqE8kALl&feature=emb_share&app=desktop

- Tribune de Nils Melzer du 26 juin dernier : D'accord, pensai-je, mais Assange doit sûrement être un hacker ! Mais ce que j'ai découvert, c'est que toutes ses révélations lui avaient été divulguées librement, et que personne ne l'accuse d'avoir piraté un seul ordinateur. <https://www.legrandsoir.info/demasquer-la-torture-de-julian-assange-medium.html>

- Le 15 janvier 2020. Article d'Eric London et Thomas Scripps paru sur le site du WSWS suite à l'audience du 13 janvier : La chasse aux sorcières internationale contre Julian Assange : "La procédure contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, au tribunal de première instance de Westminster, à Londres, est une parodie de justice. Cette machination entachera à jamais les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Suède et de l'Équateur, ainsi que tous les individus impliqués." <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/01/15/pers-j15.html> Julian Assange - droits de l'homme Paris, le 7 janvier 2020. Voici une excellente nouvelle, la Fédération internationale pour les droits humains et son organisation membre en France la Ligue des droits de l'Homme ont adressé une Lettre ouverte à l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France en soutien à Julian Assange ! <https://www.ldh-france.org/lettre-ouverte-a-lattention-de-lambassadeur-de-grande-bretagne-en-france-concernant-la-situation-de-monsieur-julian-assange/> Julian Assange - La responsabilité de l'Etat pour la torture de Julian Assange

Le 27 novembre 2019. Discours de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, devant le Bundestag allemand à Berlin (à partir de la traduction anglaise) <https://www.legrandsoir.info/la-responsabilite-de-l-etat-pour-la-torture-de-julian-assange-medium.html> Julian Assange & Chelsea Manning

Le 31 décembre 2019. Publication du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, sur son compte Twitter: "Ma lettre du 29 octobre 2019 au gouvernement #UK, détaillant les graves violations des procédures, exprimant mon inquiétude concernant les conditions de détention et la santé de #Assange, réitérant mes questions et appelant à sa libération rapide." <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1211812961737740289> Lien direct de Nils Melzer vers sa lettre (60 jours et aucune réponse) : <http://bit.ly/2ZCygWA>

Traduction française par Dom Lore : <https://www.facebook.com/notes/toute-la-avec-assange-french-action-4-assange/mandat-de-nils-melzer-au-gouvernement-britannique-29-octobre-2019/2485678531530869/>

Le 31 décembre 2019. Publication du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, sur son compte Twitter : "Ma lettre officielle du 1er novembre 2019 au #USGovt expliquant pourquoi la détention continue de @ychelsea [Chelsea Manning] n'est pas une sanction légale mais une mesure coercitive de durée progressive, sévère et illimitée équivalant à de la torture, doit être interrompue et abolie sans délai". <http://bit.ly/2ZAn10Y> Julian Assange & Chelsea Manning Le 5 janvier 2020, note de l'Adetra : Nous condamnons sans réserve la conspiration politique menée par divers États criminels contre Julian Assange et Chelsea Manning, leur détention illégale, et depuis quelques mois, la torture à mort infligée à Julian Assange ! Nous contestons absolument le retrait d'autres États - tel l'Etat Suisse -, qui sous des prétextes divers ont refusé, jusqu'à présent, de soutenir ces deux grands défenseurs des droits humains. Leur Silence vaut participation à la persécution d'Etat ! Dans ce dossier, tant l'Etat Suisse que la Suède ont oublié qu'ils doivent assumer leur neutralité, et par conséquent ne pas se soumettre au diktat des grandes puissances, en l'occurrence des États-Unis et du Royaume-Uni. La Suisse a le devoir de respecter son rôle de protection des Conventions de Genève qui s'appliquent précisément à Julian Assange, dont l'état de santé nécessite l'octroi d'un Visa humanitaire en Suisse afin qu'il puisse bénéficier d'une hospitalisation d'urgence. L'exemple de l'Islande montre qu'il est possible d'affirmer une position de neutralité face au diktat des grandes puissances. <https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOIg> et <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-25-25-novembre-2019/le-silence-cest-la-participation.html> Le 30 décembre 2019 Julian Assange « meurt à petit feu » et « est souvent sous sédatif » à la prison de Belmarsh

Déclaration mondiale de 1100 journalistes en soutien à Julian Assange Le 13 janvier 2020, 1100 journalistes ont déjà signé une Déclaration mondiale pour défendre Julian Assange, avec les signatures de 86 journalistes suisses : <https://speak-up-for-assange.org/des-journalistes-prennent-la-defense-de-julian-assange/>

La liste des journalistes signataires : <https://speak-up-for-assange.org/signatures/>

Julian Assange - Mexique

Le 3 janvier 2020. Le président mexicain demande la libération de Julian Assange S'exprimant lors d'une

conférence de presse à Mexico vendredi 3 janvier, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a demandé que le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, soit «gracié et libéré» de la prison britannique. Il a demandé que l'on mette fin à la «torture» d'Assange

Julian Assange - Australie Le 4 janvier 2020. Tribune de Bob Carr, ancien ministre australien des Affaires étrangères : "Quoi qu'Assange ait fait [publié] entre 2010-2011, ce n'était pas de l'espionnage, et il n'est pas citoyen américain. Ses actions ont eu lieu en dehors des États-Unis. En vertu de ce précédent, toute personne, où qu'elle se trouve, qui publie quoi que ce soit que l'État américain considère comme secret pourrait être poursuivie en vertu de la loi américaine sur l'espionnage, et offerte à la gueule de son système judiciaire notoirement cruel.

Les diplomates américains parlent sombrement de vies perdues parce qu'Assange aurait divulgué des documents non expurgés. Mais lors du procès de Chelsea Manning en 2013, il a été demandé à un général de brigade américain du contre-espionnage de désigner les victimes causées par les fuites. Il a d'abord dit qu'il en connaissait un, un Afghan. Plus tard, il a dû se rétracter et dire qu'il n'y en avait pas.

Le porte-parole du Pentagone Geoff Morrell avait déclaré en 2010 : "qu'il n'y avait aucune preuve que quelqu'un avait été tué à cause des fuites" ". <https://www.smh.com.au/world/europe/an-issue-of-freedom-us-treatment-of-assange-risks-sourcing-alliance-20200101-p53o6x.html>

- <https://www.wsws.org/fr/articles/2020/01/06/jabc-j06.html>

Julian Assange - Suisse

- Le 28 décembre 2019 interview du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, paru le dans le journal suisse "SonntagsBlick" : "L'attitude des Etats-Unis dans le cas Assange rappelle un régime dictatorial"

https://www.blick.ch/news/ausland/schweizer-uno-sonderbeauftragter-ueber-prozess-gegen-julian-assange-das-erinnert-an-ein-diktatorisches-regime-id15683116.html?utm_medium=social&utm_campaign=share-button&utm_source=twitter

- Le 28 décembre 2019, l'interview paru dans le BLICK a été repris en partie et publié par la Tribune de Genève et Le Temps : <https://m.tdg.ch/articles/30323166>

et par la RTS Info : <https://www.rts.ch/info/monde/10974723-latitude-des-etatsunis-dans-le-cas-assange-rappelle-un-regime-dictatorial.html>

- Le 19 décembre 2019, Interview de Nils Melzer par la RTS : <https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/nils-melzer-julian-assange-montre-les-symptomes-des-victimes-de-tortures-psychologiques-?id=10957872>

- Le 19 décembre 2019, lors du Rassemblement de soutien à Julian Assange devant l'ONU, le député Vert genevois, Jean Rossiaud, a annoncé le dépôt d'une Résolution parlementaire cantonale pour demander que la Suisse accorde un Visa humanitaire à Julian Assange, afin qu'il soit pris en charge par les Hôpitaux universitaires genevois. Un texte qui rejoint la proposition d'asile suisse pour Julian Assange, lancée au printemps par 22 juristes suisses.

- Pour rappel :

Interventions parlementaires des conseillers nationaux suisses Carlo Sommaruga (11 juin 2019) et Denis Reussille (9 mai 2019) : <https://www.parlament.ch/fr/suche#k=assange>

Le 11 juin 2019. Réponse du Conseil fédéral du 11 juin 2019 : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=46260>

Vidéo de l'intervention de Mme Karin Keller-Sutter : https://par-pcache.simplex.tv/content/5/9/131477/simvid_1.mp4

- Pétition d'avocats suisse-allemands : "Nous, avocats, juristes, citoyens suisses et cosignataires, demandons au Conseil fédéral d'accorder l'asile à Julian #Assange en Suisse" - Pétition disponible en français / anglais / allemand / italien :

<https://www.asyl Assange.ch/fr/?fbclid=IwAR14lvqjdtF9yPOzslxz7sCMbxB3AEyCeI7d6K0k7MOmhmovrvWNJ5tt7w>

<https://www.asyl Assange.ch/fr/appeal>

Pour rappel : SOUTIENS A JULIAN ASSANGE

- Le 24 juin 2019, tribune présentée par Horizons et Débats par Karen U. Kwiatkowski, lieutenant colonel de l'US Air Force... Elle commence sa carrière militaire en 1982 en Alaska, suivie de missions en Espagne et en Italie, puis, elle intègre la NSA, le service de renseignement interne, où elle devient finalement rédactrice des discours du directeur. En 1998, elle est analyste au Pentagone, d'abord pour la région subsaharienne, entre 2002 et 2003 pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud (NESAs). <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-14-24-juin-2019/avec-son-procede-de-traitement-contre-julian-assange-lamerique-creuse-sa-propre-tombe.html>

- Lors de la conférence du 14 novembre organisée par le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au Parlement européen, M. Anthony Bellanger, secrétaire général de

la Fédération Internationale des Journalistes FIJ*, a souligné que : "Nous considérons que l'arrestation de #JulianAssange, membre de @withMEAA**, constitue une attaque à la liberté de la presse et au droit international. Car son seul crime a été de dénoncer les malversations et les atrocités commises en Irak et en Afghanistan." "Son arrestation constitue une attaque à la liberté de la presse, au droit international et au droit d'asile car il n'a fait que divulguer la vérité. La diffusion de documents ou d'informations d'intérêt public ne peuvent être considérées comme un délit." <https://twitter.com/IFJGlobal/status/1194913542815834114>

*La Fédération Internationale des Journalistes est une fédération syndicale internationale qui rassemble plus de 600'000 professionnels des médias dans 187 syndicats et organisations dans 146 pays du monde. Elle est membre associée de l'Unesco et représente les journalistes auprès des Nations Unies depuis 1953.

**MEAA : Media, Entertainment & Arts Alliance est l'organisation syndicale et professionnelle australienne qui couvre les industries des médias, du divertissement, du sport et des arts.

Le 26 juin 2019, Nils Melzer, Rapporteur de l'ONU sur la torture, avait écrit une tribune libre intitulée : "Démasquer la torture de Julian Assange". Il l'avait notamment présentée à : The Guardian (UK), The Times (UK), le Financial Times (UK), le Sydney Morning Herald (Australie), l'Australian, le Canberra Times (Australie), le Telegraph (UK), le New York Times (USA), le Washington Post (USA), le Newsweek (USA) et la Fondation Thomson Reuters (Réseau mondial d'information). Tous ont refusé de la publier. Les avis de fin de non-recevoir ne font que confirmer l'opposition unie et continue des médias grand public privés et d'États contre un éditeur qui a dévoilé des preuves de crimes de guerre commis par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. <https://www.legrandsoir.info/demasquer-la-torture-de-julian-assange-medium.html> Tribune en anglais : <https://medium.com/@njmelzer/demasking-the-torture-of-julian-assange-b252ffdcb768>

"Au bout du compte, j'ai finalement compris que j'avais été aveuglé par la propagande et qu'Assange avait été systématiquement calomnié pour détourner l'attention des crimes qu'il avait dénoncés. Une fois déshumanisé par isolement, ridicule et honte, tout comme les sorcières que nous brûlions sur le bûcher, il était facile de le priver de ses droits les plus fondamentaux sans provoquer l'indignation publique dans le monde entier. Et ainsi, un précédent juridique est en train d'être créé, à travers la porte dérobée de notre propre complaisance, qui à l'avenir pourra et sera également appliquée aux divulgations du Guardian, du New York Times et d'ABC News."

- Article du Secrétaire National du parti socialiste de l'égalité (SEP), Chris Marsden, sur les raisons de ce refus, en français : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/02/nmel-j02.html>

En anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/07/01/melz-j01.html>

Les D-Notices sont des avertissements aux médias de ne pas publier certaines informations censées protéger la Sécurité nationale, mais que de nombreux journalistes considèrent comme une tentative de les bâillonner, et de d'empêcher le public d'accéder à des informations importantes.

JULIAN ASSANGE - Prise de position de Reporters sans frontières (RSF)

Bien que tardive, voici néanmoins une excellente nouvelle : le 24 décembre, Reporters sans frontières a pris publiquement position pour soutenir Julian Assange : Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète des informations selon lesquelles l'état de santé du fondateur de Wikileaks, Julian Assange, s'est détérioré en détention, et demande sa libération immédiate pour des raisons humanitaires. RSF condamne le fait que Julian Assange continue d'être pris pour cible en raison de ses activités de type journalistique, ce qui constitue un dangereux précédent.

<https://rsf.org/en/news/two-months-assanges-extradition-hearing-rsf-calls-his-release-humanitarian-grounds-and-us-espionage>

Traduction google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=80&Itemid=35&mosmsg=Merci+pour+votre+proposition.+Votre+proposition+sera+v%E9rifi%E9e++avant+d%27%EAtre+publi%E9e+sur+le+site.

- Dans la déclaration de RSF, nous relevons l'importance d'un journalisme d'investigation réalisé dans l'intérêt public: A ce sujet, le 12 avril 2019, Mme Gabi Zimmer, présidente de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique et eurodéputée, déclarait : Lorsqu'un journaliste ou un dénonciateur découvre des secrets d'Etat qui sont dans l'intérêt public, il ne devrait pas être poursuivi pour son acte de service public.

Elle ajoute : Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, avait dénoncé les atrocités commises par les Etats-Unis en Irak. Mais au moment où Assange fait face au système judiciaire britannique et à la menace d'extradition vers les États-Unis, les individus qui ont commis les crimes de guerre qu'Assange a exposés n'ont jamais été jugés.

<https://www.guengl.eu/statement-on-julian-assanges-arrest-by-uk-authorities/>

Nota bene : le site Wikileaks, créé par Julian Assange, s'est vu décerner le prix Walkley de la meilleure contribution au journalisme 2011 : https://www.lexpress.fr/actualite/societe/wikileaks-recoit-le-prix-walkley-de-la-meilleure-contribution-au-journalisme_1055696.html

Pour son travail, Julian Assange a non seulement reçu le prix Walkley, mais aussi le prix Martha Gellhorn pour le journalisme, le prix de l'Economiste pour les nouveaux médias, le prix Amnesty International pour les nouveaux médias, et d'autres prix.

La Haute Cour du Royaume-Uni dans sa décision du 2 novembre 2011, a décrit Julian Assange comme « un journaliste, bien connu par son opération de WikiLeaks » (cf. première ligne de la décision). <http://www.gdr-elsj.eu/wp->

content/uploads/2012/06/High-Court-2-Novembre-2011-assange-approved-judgment-1.pdf

Intervention auprès d'un cardinal pour la libération de Julian Assange Le 26 décembre 2019. L'Adetra vous informe que l'un de ses membres a contacté l'un de ses amis, un cardinal, lequel a transmis un message au Pape François lui demandant d'intercéder pour la libération de Julian Assange !

Il faut que Julian Assange puisse sortir de la prison de Belmarsh dans les meilleurs délais, compte tenu notamment de son très grave état de santé !

En complément :

- Le 18 décembre, Tribune de Rony Brauman et Jean-Hervé Bradol, anciens présidents de Médecins sans frontières : "Nous appelons à la libération de Julian Assange et de Chelsea Manning, victimes de la vengeance d'Etats". Article paru dans Le Monde :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=79&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9+avec+succ%E8s.

- Et un article du WWSWS : On a empêché une délégation de deux observateurs médicaux d'entrer dans la tribune du public lors de l'audience du jeudi 19 décembre : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/21/mdas-d21.html>

WISE Up Action - Un réseau de solidarité pour Manning et Assange

Le 19 décembre 2019, une audience de gestion de cas a eu lieu à Londres pour le fondateur de WikiLeaks emprisonné, Julian Assange, qui s'est présenté par liaison vidéo à la prison de Belmarsh. La juge de district Vanessa Baraitser a confirmé que l'audience d'extradition complète de Julian Assange commencera le 24 février 2020, mais qu'elle se déroulera désormais sur trois ou quatre semaines au lieu des cinq jours prévus initialement. Vidéos et photos : <https://wiseupaction.info/2019/12/21/julian-assange-case-management-hearing-in-westminster-magistrates-court-19-12-2019-videos-and-photos/>

- Le 19 décembre 2019. Extradition d'Assange: la juge dit que l'audience prendra «trois à quatre semaines», l'opposition politique monte : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/21/aeas-d21.html>
Note du 22 décembre de l'Adetra : Le témoignage du 21 octobre de l'ex-ambassadeur de Grande-Bretagne, Craig Murray, relatant la participation active de hauts fonctionnaires américains à l'audience du 21 octobre, n'est sans doute pas étranger à la décision annoncée par la juge Vanessa Baraitser. <https://www.legrandsoir.info/assange-au-tribunal-21-octobre-2019.html> Le monde regarde les abus de droit et de pouvoir commis depuis 2010 par l'Etat britannique - sous la houlette du gouvernement américain - à l'encontre de Julian Assange ! Le rôle joué par les gouvernements britanniques et suédois dans l'enquête suédoise :

- Bien qu'elle ait toujours été bien loin d'une inculpation, l'enquête suédoise a été utilisée pour entraîner Assange dans le système judiciaire et a été le principal mécanisme pour faire exécuter sa détention arbitraire.

C'est le soutien de la Grande-Bretagne à la demande sans précédent de la Suède d'extrader Assange, seulement pour "répondre à des questions", qui a forcé Assange à demander l'asile politique à l'ambassade d'Équateur à Londres en 2012. L'affaire suédoise a fourni la justification bidon du siège de l'ambassade par la Grande-Bretagne, et de ses menaces d'arrestation d'Assange il mettait les pieds à l'extérieur du bâtiment. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/21/pers-n21.html>

- Le 25 novembre 2019, le rapporteur spécial de l'ONU révèle le coup monté organisé par la Suède envers Assange : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/25/asan-n25.html>

Remerciements de l'Adetra : nous remercions beaucoup Le Grand soir pour ses diverses traductions - dont la tribune de Craig Murray -, et le site WWSWS pour ses articles !

Julian Assange & Chelsea Manning

- Interview du 19 décembre de Nils Melzer par la RTS : <https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/nils-melzer-julian-assange-montre-les-symptomes-des-victimes-de-tortures-psychologiques-?id=10957872> En complément, article du WWSWS : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/11/mlzr-d11.html>

- Le 19 décembre, article du WWSWS : N'oublions pas Chelsea Manning ! <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/19/pers-d19.html>

Rassemblement de soutien à Genève et Appel lancé par Solidarités sans frontières L'association Solidarités sans frontières a organisé un rassemblement de soutien à Julian Assange qui a eu lieu à Genève le jeudi 19 décembre à 12h à la Place des Nations devant l'ONU. Le rassemblement s'est très bien passé. 6-7 médias étaient présents, dont un média bâlois indépendant. Parmi les intervenants, une conseillère municipale Verte, un député Vert, un député socialiste et un député d'Ensemble à gauche ont pris la parole. Le député Vert Jean Rossiaud a annoncé préparer une Résolution (cantonale) pour demander que le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, puisse obtenir un Visa humanitaire de la Suisse afin d'être soigné aux Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) !

L'Appel de Solidarités sans frontières exige la libération immédiate de Julian Assange et sa conduite en lieu sûr, et demande que la Suisse lui accorde l'asile politique : <https://www.facebook.com/events/2558148767608500/>
18 organisations et partis dont : le parti Socialiste Ville de Genève et canton, Les Verts Ville de Genève et canton, Solidarités, le parti suisse du travail (PST-POP) et Les jeunes POP sont signataires de cet Appel.

Extrait de l'article du Courrier du 19 décembre, cosigné par l'ATS :

D'autres intervenants, à l'instar de Pierre Bayenet, d'Ensemble à gauche, ont rappelé que les poursuites engagées contre Julian Assange menaçaient la démocratie et la liberté de la presse.

«Je ne comprend même pas que l'on ait pu emprisonner un journaliste pour avoir fait son travail», s'exclame Blaise Lempen, de Presse Emblème Campagne.

Signe d'une nouvelle prise de conscience du métier, en quelques semaines, près de mille journalistes ont signé un appel de soutien à Julian Assange.

De son côté, le député socialiste Sylvain Thévoz a insisté sur la nécessité de doter la Suisse d'un cadre légal apte à protéger les lanceurs d'alerte et les données. Le rassemblement s'est clos sur un appel à créer un comité suisse de soutien à Julian Assange. Les personnes et mouvements intéressés étant invités à prendre contact avec SoSF.

Déclaration mondiale de 1000 journalistes en défense à Julian Assange Le 25 décembre, plus de 1000 journalistes ont déjà signé une Déclaration mondiale pour défendre Julian Assange, avec les signatures de plus d'une septantaine de journalistes suisses (texte en anglais) : <https://speak-up-for-assange.org/> La liste des journalistes signataires : <https://speak-up-for-assange.org/signatures/> Appel des journalistes présentant la Déclaration mondiale (traduction google) :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=78&Itemid=35&mosmsg=Merci+pour+votre+proposition.+Votre+proposition+sera+vue+avant+d%27%EAtre+publi%EA+sur+le+site. Appels pour Julian Assange

- Appel d'avocats internationaux destiné au Royaume-Uni (2 décembre) : <https://www.transcend.org/tms/2019/12/julian-assange-an-appeal-from-international-lawyers/>

Traduction google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=76&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%EA+avec+succ%EA

- Second Appel d'éminents médecins (6 décembre) : <https://truepublica.org.uk/united-kingdom/second-medical-doctors-appeal-to-save-julian-assanges-life/> Traduction google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=77&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%EA+avec+succ%EA

Ce Noël, Campagne Cartes pour Julian Assange Envoyez les vôtres maintenant ! Inondons le Home Office britannique avec des cartes postales et des e-mails. Commandez des copies papier et/ou récupérez l'image par e-mail :

<https://dontextraditeassange.com/christmas-card/>

Imprimez la vôtre : <https://twitter.com/SomersetBean/status/1202310868849057793> Julian Assange

@NilsMelzer 1/2 : Not a plausible denial by MFA @AuswaertigesAmt:

On 26.11.19, I expressly informed them of my concerns re: serious & systematic due process violations against #Assange & referred to my relevant official communications to the involved Govts, publicly accessible at these links :

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1201599381796986881> Traduction google : 1/2 : Ce n'est pas un déni plausible de la part de MFA AuswaertigesAmt [Office des Affaires étrangères Allemagne] : Le 26.11.19, je leur ai expressément informés de mes préoccupations concernant les violations graves et systématiques de l'application régulière de la loi contre #Assange et j'ai renvoyé à mes communications officielles pertinentes aux gouvernements concernés, accessibles au public sur ces liens (cf. Twitter de M. Melzer)

- Pour les francophones, interventions complémentaires très intéressantes à l'Association pour le Patrimoine Industriel de Genève, le 14 novembre : <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468>

Genève. Célébration de la Journée internationale des Droits de l'Homme et du 35ème anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la torture Une conférence internationale sur les interrogatoires et la torture aura lieu avec un panel d'experts - comprenant Mark Fallon et Nils Melzer - le 10 décembre entre 16h15 et 20h00 à Uni Mail à Genève.

<https://www.unige.ch/droit/actus/2019/interrogation-torture/>

https://twitter.com/unige_en/status/1201801619094020096

Twitter de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/status/1201620056049893376>

Un scandale énorme : comment Assange, ses médecins, ses avocats et ses visiteurs ont tous été espionnés pour les États-Unis – Par Stefania Maurizi Le 18 novembre 2019, article paru dans La Repubblica, Stefania Maurizi : Julian Assange, les journalistes de WikiLeaks et tous les avocats, journalistes, politiciens, artistes et médecins qui ont rendu

visite au fondateur de WikiLeaks à l'ambassade équatorienne au cours des sept dernières années ont été victimes d'espionnage systématique. Les réunions et les conversations ont été enregistrées et filmées, et toutes ces informations ont été transmises aux services de renseignements américains. <https://www.les-crisis.fr/un-scandale-enorme-comment-assange-ses-medecins-ses-avocats-et-ses-visiteurs-ont-tous-ete-espionnes-pour-les-etats-unis-par-stefania-maurizi/>

- Le 22 novembre 2019. Vidéo de RT : <https://www.youtube.com/watch?v=ID3cLFGi2E&list=PLbITKlc--FGGINOez7OL9ft2n3edOh2AD&index=40>

- Le 3 décembre 2019, article du WWSW : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/12/03/pers-d03.html> / Traduction google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=75&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

Interview du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, et de l'ancien ministre équatorien des Affaires étrangères de Rafael Correa, Guillaume Long Interview réalisé le 30 novembre 2019 par RT (en anglais) : <https://www.youtube.com/watch?v=V8RU5Mjb1m8> Nils Melzer : "Ce que nous voyons ici, c'est une personne dont les droits à une procédure régulière ont été violés pendant 10 ans sévèrement et systématiquement, à toutes les étapes de la procédure et dans toutes les juridictions. C'est quelque chose qui est très difficile à comprendre que cela soit possible dans des États démocratiques comme la Suède, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Équateur, où vous ne pouvez compter sur aucune autorité pour protéger vos droits". "Les raisons pour lesquelles les États-Unis veulent l'extrader sont un cas classique d'infraction politique. Or, le droit britannique interdit l'extradition pour les infractions politiques (...) L'ensemble de cette détention n'a actuellement aucune base légale".

Le 28 novembre à Londres : WISE Up Action - Une action de solidarité pour Manning et Assange WISE Up est un réseau gallois, irlandais, écossais, et anglais de solidarité de base pour Chelsea/Bradley Manning et Julian Assange Le 28 novembre 2019, l'événement "Free The Truth" a réuni un panel incroyable d'orateurs pour la défense de Julian Assange, éditeur de WikiLeaks, avec la participation d'un artiste. L'événement a été organisé par Deepa Driver et Ian Munro, et soutenu par le "Committee to Defend Julian Assange" avec ses nombreux bénévoles qui ont contribué financièrement, en temps et en efforts pour en faire un succès. Profitez des photos et des vidéos de l'événement : <https://wiseupaction.info/2019/12/01/freethetruth-event-in-support-of-julian-assange-photos-and-videos-28-11-2019/> Nota bene : pour les non-anglophones, vous pourrez mettre les sous-titres en français et d'autres langues dans la plupart des vidéos ! Article du WWSW : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/12/02/jamt-d02.html>

La persécution d'Assange, a dit Nils Melzer, vise à « donner l'exemple, à effrayer d'autres journalistes, à terroriser et à empêcher les autres de suivre l'exemple de Julian Assange et de WikiLeaks, et montrer au monde ce qui se passe lorsque l'on expose la mauvaise conduite d'un État ».

Melzer avait écrit au Royaume-Uni, à la Suède, aux États-Unis et à l'Équateur pour présenter ses conclusions et leur demander de prendre des mesures urgentes pour alléger la pression sur Julian Assange et protéger ses droits. Tous ont refusé « ils ne s'engagent plus avec les institutions qu'ils ont créées pour signaler leur respect des droits de l'homme, alors je ne vois qu'un avenir très sombre pour nous et nos droits, et pour ceux de nos enfants ».

Le 1er décembre : Appel à l'Archevêque de Canterbury pour la libération d'Assange Une lettre signée par 60 intellectuels de 15 pays a été remise au Palais de Lambeth appelant Sa Grâce, Justin Welby, Archevêque de Canterbury, à user de son influence morale pour mettre fin à l'emprisonnement injustifié de Julian Assange à la prison de Belmarsh.

Parmi les signataires figurent, entre autres, la lauréate du prix Nobel de la paix Mairead Maguire, Noam Chomsky, Daniel Ellsberg, le cinéaste Oliver Stone, le défenseur des droits de l'homme Francis Boyle, l'ancien président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Dick Marty, le compositeur grec Mikis Theodorakis, Sahra Wagenknecht, députée allemande populaire, Alain Gresh, ancien éditeur du Monde Diplomatique, William R. Polk, descendant du 11ème Président des États-Unis et ancien Président de l'Institut Adlai Stevenson des Affaires Internationales, Manolis Glezos, nommé par Charles de Gaulle "le premier Résistant en Europe". <https://www.globalresearch.ca/appeal-archbishop-canterbury-liberation-julian-assange/5696379?fbclid=IwAR25iEjiFMERFwmADci4jI73IDT1QkdwWy0Bf1nQacZwTE6toJSqFbPxY>

Le 8 novembre 2019 à Genève. Prise de parole de John Shipton, père de Julian Assange, à l'Association pour le Patrimoine Industriel (API) Dans le cadre de son exposition PRESSE (Censure), l'API présente une vidéo avec John Shipton (en anglais) : <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article466> La Télévision suisse romande présente une vidéo avec John Shipton, sous-titrée en français : https://www.rts.ch/play/tv/lactu-en-video/video/pere-assange?id=10850722&fbclid=IwAR2cB-wegEejwiBglyenXXSVGFbXmFjbEgM9xRrow_5a5CDLfnPGL8KZh_o

Note de l'Adetra : John Shipton a rencontré des parlementaires suisses.

JULIAN ASSANGE EST AUJOURD'HUI EN DANGER DE MORT !

- Le 1er novembre 2019. Déclaration de l'expert de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, qui sonne à nouveau l'alarme et dit que la vie de Julian Assange pourrait être en danger : <https://www.legrandsoir.info/l-expert-de-l-onu-sur-la-torture-sonne-a-nouveau-l-alarme-et-dit-que-la-vie-de-julian-assange-pourrait-etre-en-danger.html>

-

Le 5 novembre 2019, article d'Oscar Grenfell paru dans le WSWS : Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a lancé un avertissement glaçant: Si l'éditeur Julian Assange de WikiLeaks n'est pas libéré de toute urgence pour recevoir les soins médicaux dont il a besoin, il pourrait mourir en prison en Grande-Bretagne :

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/05/pers-n05.html>

- Médecins du monde entier. Le 26 novembre 2019. Préoccupations de 67 médecins au sujet de la situation critique de M. Julian Assange - Lettre ouverte au ministre britannique de l'Intérieur (Consortium News) :

https://www.legrandsoir.info/preoccupations-des-medecins-au-sujet-de-la-situation-critique-de-m-julian-assange-lettre-ouverte-au-ministre-britannique-de-l.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

(Un grand merci à Le Grand Soir pour cette nouvelle traduction !)

La lettre ouverte de médecins appelant à agir d'urgence pour sauver la vie de Julian Assange, l'éditeur de WikiLeaks emprisonné, a reçu une couverture médiatique internationale et obtient un soutien grandissant parmi les médecins: <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/28/jamd-n28.html>

Le 27 novembre 2019. L'importance de la lettre ouverte des médecins pour la défense de Julian Assange :

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/27/pers-n27.html>

JULIAN ASSANGE

Pour rappel, en avril 2010, Julian Assange publiait la vidéo « Collateral murder » qui montrait le massacre de plusieurs civils, dont deux employés de Reuters, et les graves blessures de plusieurs enfants par des soldats états-uniens en Irak.

Dès le lendemain et jusqu'à ce jour, Julian Assange a été menacé de mort, persécuté politiquement et systématiquement calomnié.

Depuis 2010, le gouvernement américain et divers Etats complices ont cherché à détruire Julian Assange et à anéantir la confiance du public en WikiLeaks. Cette sombre machination commence enfin à s'effondrer, notamment grâce à des engagements et témoignages remarquables.

En 2011, le FBI a essayé de faire de l'Islande un allié complice dans l'arrestation de Julian Assange ! En 2011, le FBI a essayé de faire de l'Islande un allié complice dans l'arrestation de Julian Assange ! Le 15 juin 2019. Entretien avec l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ögmundur Jónasson sur la façon dont il a mis à la porte une équipe d'enquêteurs du FBI d'Islande qui essayaient de piéger Julian Assange, fondateur de Wikileaks : <https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOIg>

Le 25 novembre 2019. Article de presse d'Horizons et débats : « Le silence, c'est la participation »

« J'en suis la preuve. Quand je dis qu'ils sont venus ici pour diffamer Julian Assange et WikiLeaks, je ne le dis pas à la légère, je choisis mes mots très soigneusement. Je sais de quoi je parle. Je le dis, conformément à ma parole d'honneur, car c'était le cas. J'ai témoigné à ce sujet devant un comité parlementaire et devant l'Assemblée parlementaire, et mes propos n'ont pas été contestés. » <https://www.zeit-fragen.ch/fr/archives/2019/n-25-25-novembre-2019/le-silence-cest-la-participation.htm>

La machination suédoise s'effondre !!

- Le 19 novembre 2019, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, M. Nils Melzer déclarait : Today's collapse of Sweden's #Assange investigation was inevitable. Given its gross arbitrariness, there must now be a full investigation, and accountability & compensation for the harm inflicted on #JulianAssange :

<https://twitter.com/NilsMelzer/status/1196797810114351104>

- Le 21 novembre 2019, excellent article du WSWS : L'effondrement de l'opération « conduite sexuelle » suédoise révèle la conspiration politique menée contre Assange depuis près de 10 ans !

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/21/pers-n21.html>

- Le 25 novembre 2019, le rapporteur spécial de l'ONU révèle le coup monté organisé par la Suède envers Assange : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/25/asan-n25.html>

Une lettre officielle adressée au gouvernement suédois par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, décrit en détail la campagne menée depuis neuf ans par la justice et l'État suédois pour diffamer Julian Assange, l'éditeur de WikiLeaks, et le dépeindre comme un délinquant sexuel et le priver de ses droits juridiques et démocratiques fondamentaux. Les calomnies à l'encontre de Julian Assange s'estompent alors que les témoins de WikiLeaks admettent qu'il n'était pas imprudent, qu'il protégeait les informateurs !

- Témoignage-vidéo du journaliste d'investigation Mark Davis du 8 août 2019 :

<https://www.youtube.com/watch?v=uZkyLoaMvRg&fbclid=IwAR0yTRJXpTUPiobKXp6wiwfpikbQGifHjWtrwkoUh6YE7526BeVnv53vpFO>

https://www.facebook.com/MediaLensUK/posts/2350174355019707?comment_id=2351848471518962&comment_tracking=%7B%22tn%22%3A%22R%22%7D

- Le 10 août 2019. WWS. Un journaliste d'investigation australien dénonce la trahison d'Assange par le Guardian/New York Times le 8 août, article en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/08/10/assa-a10.html>

Traduction française par Google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=74&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

- Le 22 août 2019. Déclaration de Mark Davis:

J'en suis venu à la conclusion, d'après les observations faites au bunker et ailleurs à l'époque, que les organes de presse étaient prêts à laisser Julian être un "bouc émissaire" et à se retirer de toute responsabilité dans la publication du matériel. Je reconnais que les faits sont complexes et que d'autres personnes impliquées ont des opinions très divergentes à ce sujet, mais c'est mon opinion. Malgré nos divergences persistantes, Nick Davies et moi sommes furieux d'être d'accord sur un point : la tentative d'entraîner Julian Assange dans les griffes d'un service de renseignement étranger n'est pas seulement un abus du processus d'extradition, mais aussi une menace fondamentale pour le journalisme. Nous avons publié une déclaration commune à cet effet. <https://www.michaelwest.com.au/julian-assange-smears-fade-as-wikileaks-witnesses-concede-he-was-not-reckless-did-protect-informants/> Le 22 août 2019. Déclaration conjointe de Mark Davis et Nick Davies :

Depuis qu'il a lancé Wikileaks il y a 13 ans, Julian Assange a travaillé avec un engagement et une bravoure extraordinaires pour forcer les activités les plus sombres des gouvernements à se manifester. Il a dénoncé l'assassinat, la torture et le meurtre collatéral [? en anglais : casual] de civils.

En complément :

- Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, déclarait dans sa Tribune du 26 juin dernier : Oui, il y a des discussions éthiques sur la légitimité de divulgations non expurgées. Mais si un préjudice réel avait réellement été causé, comment se fait-il que ni Assange ni Wikileaks n'aient jamais fait l'objet d'accusations criminelles ou de poursuites civiles pour une juste indemnisation ? <https://www.les-crisis.fr/censure-reveler-la-torture-de-julian-assange-par-nils-melzer-rapporteur-special-de-l-onu-sur-la-torture/>

Article original : <https://medium.com/@njmelzer/demasking-the-torture-of-julian-assange-b252ffdc768>

- AUSTRALIE. Le 26 novembre 2019, article paru dans le SMH : Kevin Michael Rudd est un homme d'État australien qui a été Représentant à la Chambre des représentants de 1998 à 2013, chef du Parti travailliste australien entre 2006 et 2013, et Premier ministre d'Australie à deux reprises (chef du gouvernement).

Kevin Rudd dit que Julian Assange paierait un prix "inacceptable" et "disproportionné" s'il était extradé vers les États-Unis. Lors d'une intervention importante dans la lutte pour l'extradition de M. Assange, Kevin Rudd a déclaré que les procureurs américains n'avaient pas fait d'allégations spécifiques selon lesquelles des personnes auraient été gravement blessées à la suite de la publication en 2010 de documents hautement confidentiels concernant les guerres en Irak et en Afghanistan.

Dans une lettre adressée au Bring Julian Assange Home Queensland Network, vue par The Age et The Sydney Morning Herald, M. Rudd a déclaré qu'il ne voyait pas la différence entre M. Assange et les éditeurs de nombreux médias américains qui ont rapporté des informations qui leur avaient été fournies.

"Si [les procureurs américains] estiment que M. Assange a enfreint la loi en obtenant et en divulguant des informations secrètes, alors je me demande ce qui le distingue de tout journaliste qui sollicite, obtient et publie de telles informations". En d'autres termes, pourquoi M. Assange devrait-il être jugé, condamné et incarcéré alors que ceux qui ont rendu publiques ces informations bénéficient d'une protection en vertu des dispositions de la Constitution américaine concernant la liberté de la presse ?" <https://www.smh.com.au/politics/federal/rudd-says-assange-faces-unacceptable-and-disproportionate-punishment-20191125-p53duj.html>

- Le 1er août 2010. Inside WikiLeaks As Julian Assange released his latest secret documents, Mark Davis filmed every step in the unfolding drama.

Juillet et novembre 2019. "Grave conflit d'intérêts" visant la magistrate en chef de Westminster, Lady Arbuthnot, qui supervise l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-Unis !

- Le 12 juillet 2019. Article de Thomas Scripps, paru dans le WWS : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/12/arbu-j12.html>

Thomas Scripps est candidat parlementaire pour le Parti de l'égalité socialiste (Grande-Bretagne), et écrivain pour le site socialiste mondial WWS.

- Le 14 novembre, article de 2 journalistes britanniques, Mark Curtis & Matt Kennard : <https://www.legrandsoir.info/la-juge-de-julian-assange-et-les-liens-de-son-mari-avec-l-armee-britannique-reveles-par-wikileaks-daily-maverick.html> Lien original : https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-11-14-julian-assanges-judge-and-her-husbands-links-to-the-british-military-establishment-exposed-by-wikileaks/amp/?fbclid=IwAR0OB8KFfODluY_Nc-JMNI-zzG83zDWx00B7c2tMgmPEf3JZrvpc3zCn9K8&__twitter_impression=true

Mark Curtis est écrivain, historien britannique et journaliste; spécialisé dans les documentaires d'investigation. Il a écrit

plusieurs livres, au sujet de la politique extérieure du Royaume-Uni et des États-Unis, tout au long du XXI siècle.

Matthew Kennard, également connu sous le nom de Matt Kennard, est un écrivain et journaliste britannique indépendant, auteur de *Irregular Army & The Racket*.

- http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=72&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s

L'ex-ambassadeur de Grande-Bretagne, Craig Murray, a été profondément ébranlé par les événements survenus lors de l'audience du 21 octobre au tribunal de première instance de Westminster !

- https://www.legrandsoir.info/assange-au-tribunal-21-octobre-2019.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter
Madrid 29 novembre 2019. EL PAÍS. Le système judiciaire britannique a finalement accepté de laisser un juge espagnol interroger le fondateur de WikiLeaks. Le juge José de la Mata de la Haute Cour d'Espagne, l'Audiencia Nacional, interviewera Julian Assange par liaison vidéo le 20 décembre. Pour rappel, des documents et des séquences vidéo révélés en juillet 2019 par EL PAÍS montrent que UC Global, SL a espionné les conversations d'Assange avec ses avocats lors de réunions où ils élaboraient sa stratégie de défense pour éviter une extradition vers les États-Unis. Morales aurait entre autres livré ces conversations aux services de renseignements américains.
https://elpais.com/elpais/2019/11/29/inenglish/1575044449_760169.html

Une Fédération internationale et des syndicats de journalistes prennent position pour soutenir JULIAN ASSANGE Lors de la réunion qui a eu lieu au Parlement européen le 14 novembre, organisée par le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), le secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes FIJ, Anthony Bellanger, a pris la parole : "L'arrestation de Julian Assange constitue une attaque à la liberté de la presse, au droit international et au droit d'asile car il n'a fait que divulguer la vérité. La diffusion de documents ou d'informations d'intérêt public ne peut être considérée comme un délit."

<https://twitter.com/IFJGlobal/status/1194913542815834114> Dans la foulée, le 27 novembre, une Lettre ouverte a été envoyée à Emmanuel Macron, par 3 syndicats français membres de la Fédération internationale des journalistes : <https://snjcgf.fr/2019/11/27/julian-assange-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron/>

- Le syndicat national des journalistes SNJ
- Le syndicat national des journalistes SNJ-CGT
- L'Union syndicale des journalistes CFDT

En complément et pour rappel : Le 12 avril 2019, Mme Gabi Zimmer, présidente de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique et eurodéputée, déclarait : Lorsqu'un journaliste ou un dénonciateur découvre des secrets d'État qui sont dans l'intérêt public, il ne devrait pas être poursuivi pour son acte de service public. Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, avait dénoncé les atrocités commises par les États-Unis en Irak. Mais au moment où Assange fait face au système judiciaire britannique et à la menace d'extradition vers les États-Unis, les individus qui ont commis les crimes de guerre qu'Assange a exposés n'ont jamais été jugés.

<https://www.guengl.eu/statement-on-julian-assanges-arrest-by-uk-authorities/>

Le 19 juin 2019, des membres du Parlement européen, certains d'entre eux ayant combattu l'accord TISA et/ou le TTIP et/ou le CETA, tels Emmanuel Maurel, Stelios Kouloglou et Patrick Le Hyaric, ou le JEFTA, tel Younous Omarjee, ont adressé une lettre ouverte au vice-président de la Commission européenne, Frank Timmermans : https://fr.scribd.com/document/413876992/Assange-Case-Letter-to-Timmermans-June-2019-2-Copia#fullscreen&from_embed

JULIAN ASSANGEBERLIN

Nils Melzer
@NilsMelzer

Ma déclaration publique du 27 novembre (Eng/Ger) à la porte de Brandebourg à Berlin à l'occasion du dévoilement de l'impressionnante sculpture "Rien à dire ?" dédiée à #Assange #Snowden et #Manning par @davide_dormino

- Une sculpture de Julian Assange, cofondateur de Wikileaks, d'Edward Snowden et de Chelsea Manning, dénonciateurs, est retournée à Berlin mercredi 27 novembre alors que le Bundestag allemand tenait une audience publique sur l'extradition britannique d'Assange. L'événement était organisé par le parti politique allemand Die Linke (La Gauche). C'est la deuxième fois que l'œuvre d'art, intitulée "Anything to Say ?" a été exposée dans la capitale allemande. La sculpture a été créée par l'artiste italien Davide Dormino qui était présent au rassemblement : <https://www.youtube.com/watch?v=EkkQdU15T6w>

- Audition publique du 27 novembre à Berlin avec le père d'Assange John Shipton, Nils Melzer, Renata Avila l'une des membres de l'équipe juridique d'Assange, et Kristinn Hrafnsson rédacteur en chef de Wikileaks : <https://www.youtube.com/watch?v=nm7tVDPLUOA&feature=youtu.be>

JULIAN ASSANGE

AUSTRALIE. Le 25 novembre 2010, un groupe de députés australiens, dont Andrew Wilkie et Dawson George Christensen du parti national libéral et coprésident du Bring Julian Assange Home (groupe parlementaire) ont eu leur première réunion qui a traité notamment de la détérioration de l'état de santé de Julian Assange, de l'injustice de son extradition potentielle vers les Etats-Unis, et de la manière dont son traitement constitue une attaque directe contre les journalistes et le droit du public à l'information.

Le Groupe est unanimement et fermement d'avis que la demande d'extradition américaine de M. Assange doit être annulée et qu'il doit être autorisé à retourner en Australie. Le Groupe est convenu que M. Wilkie et M. Christensen écriront à l'Ambassadeur des Etats-Unis en Australie et au Haut Commissaire britannique en Australie pour tenter de les rencontrer afin de discuter de la manière dont M. Assange pourrait être ramené en Australie aussi rapidement que possible.

JULIAN ASSANGE Le 19 novembre 2019, message du Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, M. Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer/>

L'échec de l'enquête suédoise #Assange était inévitable. Compte tenu de son caractère tout à fait arbitraire, il doit maintenant y avoir une enquête complète, ainsi qu'une reddition de comptes et une indemnisation pour le préjudice infligé à #JulianAssange.

Voir l'article du WWSW du 20 novembre : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/21/pers-n21.html>

En anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/11/20/pers-n20.html>

JULIAN ASSANGE & CHELSEA MANNING GENEVE. Nouvelles vidéos de l'Association pour le Patrimoine Industriel (API) qui présente, du 8 novembre au 7 décembre 2019 des expositions, ateliers, tables rondes, conférence et projection autour de la censure dans la presse : <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468>

Vous pourrez entre autres voir la vidéo de la Table ronde du jeudi 14 novembre sur le thème de La Guerre contre la vérité, avec les intervenants suivants : · Nils MELZER, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Torture · Maître Philip STOLKIN, avocat à Zürich, co-initiateur d'un appel à l'Asile en Suisse pour Julian ASSANGE · Maître Annemie SCHAUS, avocate au barreau de Bruxelles, membre de l'Advisory Board de l'European Center for Constitutional and Human Rights, et co-défenduse de Julian ASSANGE · M. Guy METTAN, député genevois, ancien directeur du Club de la Presse de Genève.

Prochaine TABLE RONDE : jeudi 28 novembre à 18h

Voici le programme de cet événement : <https://www.patrimoineindustriel.ch/2019/10/27/presse-censure/>

JULIAN ASSANGE

Le 16 novembre 2019. Nouvelles concernant Lady Emma Arbuthnot, la juge présidant la procédure d'extradition de Julian Assange (traduction google) :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=72&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

Le 14 novembre 2019. Article de 2 journalistes britanniques Mark Curtis et Matthew Kennard :

<https://www.legrandsoir.info/la-juge-de-julian-assange-et-les-liens-de-son-mari-avec-l-armee-britannique-reveles-par-wikileaks-daily-maverick.html>

- Article original anglais : <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-11-14-julian-assanges-judge-and-her-husbands-links-to-the-british-military-establishment-exposed-by-wikileaks/?fbclid=IwAR0JW7RQSz2n2ZXWNRGZpVXVp5IZ1iuD25SsaVisGbRXHfUy0QjfrCT5U70>

Une conférence au Parlement européen défend Julian Assange Le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) est un groupe politique du Parlement européen qui regroupe divers partis de gauche. Le 14 novembre 2019, GUE/NGL a organisé une réunion au Parlement européen à Bruxelles.

Le cas de Julian Assange soulève des préoccupations profondes et urgentes concernant les libertés de la presse et d'expression, et leurs implications pour la société civile et l'exercice des libertés démocratiques en Europe. Avec la participation de : Bob Carr - Ancien ministre australien des Affaires étrangères, David Greene - Directeur de la Fondation Electronic Frontier, Guillaume Long - Ancien ministre équatorien des Affaires étrangères, Nils Melzer - Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture <https://web-guengl.streamovations.be/index.php/event/stream/journalism-is-not-a-crime-the-assange-extradition-case#/panel1>

La réunion suivante a été traduite en 6 langues Autre lien pour cette conférence :

<https://www.youtube.com/watch?v=nj9y6x8ymTk> Merci de faire suivre cette information à vos contacts

- Le 22 novembre 2019, article d'Oscar Grenfell paru dans le WWSW : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/11/22/jaue-n22.html>

- Interviews en marge de la conférence organisée par le parti GUE/NGL au Parlement européen :

<https://www.youtube.com/watch?v=OztyEe1iqh8&feature=share&fbclid=IwAR0AvrYPXVJkmmNTU9yaWU7KheyorKMpwUs8g0jZa8qdm-nXkCHvUSazUvc>

JULIAN ASSANGE & CHELSEA MANNING - Un mois d'agitation créative proposé à Genève

GENEVE. Le 8 novembre 2019. Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange sera au cœur de l'événement « Presse (censure) », qui aura lieu du 8 novembre au 7 décembre 2019 au Musée "Association Patrimoine Industriel".

Voici le programme de cet événement : <https://www.patrimoineindustriel.ch/2019/10/27/presse-censure/>

- Samedi 9 novembre, documentaire sur Chelsea Manning : <https://360.ch/culture/53095-xy-chelsea-lanceuse-dalerte/>

En prélude de cet événement, Le Courrier a rencontré Andreas Noll, l'un des 22 juristes qui ont demandé au Conseil fédéral (gouvernement suisse) d'accorder l'asile à Julian Assange en mai 2019 : <https://lecourrier.ch/2019/11/07/a-travers-assange-cest-le-journalisme-quin-veut-domestiquer/> <https://www.bluewin.ch/fr/infos/suisse/appele-pour-accueillir-assange-en-suisse-245191.html> VEUILLEZ SIGNER L'APPEL EN SOUTIEN A JULIAN ASSANGE :

www.asyl Assange.ch Une bonne nouvelle : JULIAN ASSANGE reçoit à nouveau les courriers qui lui sont adressés à la prison de Belmarsh !

https://www.change.org/p/rob-davis-belmarsh-prison-give-julian-assange-his-mail-51bb12aa-ceb3-43c7-b9c4-64ce6589d28e/u/25333168?cs_tk=Agm0yLrqu1fdHX1LzF0AAXicyyvNyQEABF8BvM6ccb4iJ7Kxv9gzULtYs34%3D&utm_campaign=82555ddb2bd14947864fc5310e214850&utm_medium=email&utm_source=petition_update&utm_term=cs Le 6 novembre 2019, Le processus d'extradition de Julian Assange est « une mascarade » (The Real News), Interview de John Pilger : <https://www.legrandsoir.info/le-processus-d-extradition-de-julian-assange-est-une-mascarade-the-real-news.html>

JULIAN ASSANGE World Socialist Web Site - WSWWS

Articles en lien avec Julian Assange et Chelsea Manning :

-

Les articles de WSWWS en français : <https://www.wsws.org/fr/search.html>

- All articles WSWWS in English : <https://www.wsws.org/en/search.html>

- Todos los artículos WSWWS en español : <https://www.wsws.org/es/search.htm> Le 30 octobre 2019, article du WSWWS : Des parlementaires australiens forment un groupe multipartite pour la défense de Julian Assange (traduction google) : Andrew Wilkie, un ancien officier du renseignement militaire qui a démissionné en mars 2003 afin de condamner publiquement l'invasion illégale imminente de l'Irak menée par les États-Unis, a déclaré que s'il était extradé vers les États-Unis, Assange "serait exposé à de graves violations des droits humains, dont la torture et un procès douteux". Le député indépendant a déclaré qu'Assange était poursuivi pour avoir dénoncé des crimes de guerre, et a déclaré : "Cela a de graves implications pour la liberté d'expression et la liberté de la presse ici en Australie, car si nous permettons à un pays étranger d'inculper un citoyen australien pour avoir révélé des crimes de guerre, alors aucun journaliste ou éditeur australien ne pourra jamais être sûr que la même chose ne lui arrivera pas".

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/30/assa-o30.html> Le 26 juin 2019, SEP National Secretary Chris Marsden speaks at "Free Julian Assange and Chelsea Manning" meeting in Paris (avec sous-titres en français) :

<https://www.youtube.com/watch?v=EAMWxp6gzMg>

Autre site francophone de soutien à Julian Assange 4JFR : <https://twitter.com/FrancaisUnity4>

JULIAN ASSANGE

John Pilger est journaliste, cinéaste, et administrateur de la Courage Foundation qui recueille des fonds pour la défense juridique des lanceurs d'alerte, journalistes et publications persécutés comme Assange et WikiLeaks. Il a pris la parole lors de rassemblements du Parti de l'égalité socialiste SEP, en défense d'Assange.

Le 23 octobre 2019. Le média RT s'est entretenu avec John Pilger au sujet de la dernière audience 'd'extradition' de Julian Assange du 21 octobre, présidée par la juge Vanessa Baraitser. Il dénonce entre autres l'illégitimité de la juge Arbuthnot. <https://www.youtube.com/watch?v=GLXzudMCyM4> (pour les non-anglophones, vous pouvez mettre les sous-titres en français)

- La juge Emma Arbuthnot a présidé la séance du 11 avril en présence d'Assange.

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/12/arbu-j12.html>

Pétition à signer : https://www.change.org/p/free-julian-assange-before-it-s-too-late-stop-usa-extradition?cs_tk=AI61Cr00u1fdHamcvF0AAXicyyvNyQEABF8BvH7IGGnAGgwYG_AEjEH4Ma4%3D&utm_campaign=b

26fea0ddd2c44f1937e71e2eccc09e&utm_medium=email&utm_source=petition_update&utm_term=cs

JULIAN ASSANGE - 2 bonnes nouvelles

AUSTRALIE. Le Groupe parlementaire 'Assange' a été officiellement créé le 23 octobre 2019, suite à la demande de députés australiens de discuter du rapatriement de Julian Assange. Le président du Sénat et le président de la Chambre des représentants australiens ont officiellement approuvé le groupe le 22 octobre 2019. Le député Andrew Wilkie a annoncé cette bonne nouvelle en espérant que cela incitera le pouvoir en place à concrétiser la chose.

<https://twitter.com/FrancaisUnity4>

CANDLES4ASSANGE Les manifestations aident à briser le blackout des médias [ndlr : aussi en Suisse].

Candles4Assange encourage les actions de solidarité mondiale pour renforcer et soutenir ceux du Comité pour la Défense de Julian Assange à Londres. Liste globale des événements de soutien à Julian Assange :

https://www.candles4assange.com/activism?fbclid=IwAR2UNR7eNsM31esyGs0w249JMINMpn_U75U9sIC8BoFdSQQ06qtg6Ly7P61M N.B. Concernant les événements à Berne, nous vous informons que l'Adetra n'a pas trouvé d'information complémentaire sur l'organisation et l'heure de ces rassemblements. Information vue sur le Facebook de <https://www.facebook.com/Free-Julian-Assange-112794885456369/>

5 NOVEMBRE 2019 #MillionMaskMarch -#IAMJulianAssange : Venez à MillionMaskMarch (maintenant dans 42 villes) pour aider à informer les gens sur la guerre contre le journalisme actuellement en cours dans le monde.

JULIAN ASSANGE Le 21 octobre 2019, la juge Vanessa Baraitser refuse à Assange un délai supplémentaire pour préparer sa défense dans la procédure d'extradition vers les Etats-Unis !!!

Craig Murray, ex-ambassadeur de Grande-Bretagne : La campagne de diabolisation et de déshumanisation contre Julian Assange, basée sur les mensonges, les uns après les autres, du gouvernement et des médias, a conduit à une situation où Assange peut être lentement tué sous les yeux du public, et accusé de publier la vérité sur les méfaits du gouvernement, sans recevoir aucune aide de la société "libérale" !

- Le 21 octobre 2019, 18h30, article de RT, avec des images très émouvantes de Julian Assange : <https://francais.rt.com/international/67140-juge-refuse-assange-delai-supplementaire-procedure-extradition-etats-unis>

- Le 21-23 octobre 2019, article du WWSW : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/23/jasa-o23.html>

- Voici un rapport extrêmement inquiétant de Craig Murray, ex-ambassadeur de Grande-Bretagne, concernant l'audience qui s'est tenue le 21 octobre 2019 au Tribunal de première instance de Westminster :

https://www.legrandsoir.info/assange-au-tribunal-21-octobre-2019.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

Article original en anglais : <https://www.craigmurray.org.uk/archives/2019/10/assange-in-court/>

Vu sur le twitter de Unity4JFrançais : <https://twitter.com/FrancaisUnity4>

- Madrid, le 23 octobre 2019, article de presse d'EL PAIS :

Le système judiciaire britannique bloque la demande d'un juge espagnol d'interroger Julian Assange à Londres en tant que témoin - par vidéoconférence -, dans une affaire explorant les allégations selon lesquelles la société de sécurité espagnole Undercover Global S.L. aurait espionné le fondateur de WikiLeaks alors qu'il vivait à l'ambassade de l'Équateur à Londres.

Traduction google :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=71&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

- Le 26 octobre 2019. WWSW, ARTICLE SUR L'ENQUÊTE ESPAGNOLE :

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/26/span-o26.html>

- Blog d'Eva Rodriguez : <https://blogs.mediapart.fr/evarodriguez/blog/221019/audience-dassange-ou-la-mascarade-du-21102019-assange-inequitable>

L'un des deux avocats d'Assange, Mark Summers, a cité trois arguments qui montraient que le cas Assange relevait de la question purement politique, ce qui conduirait à annuler le jugement pour extradition.

Julian Assange

Un important événement "Imperialism on trial - Free Julian Assange" a eu lieu le 13 octobre 2019 à Derry, en Irlande du nord, Royaume-Uni, avec plusieurs personnalités, dont Clare Daly, Mick Wallace, et l'ex-ministre islandais de l'Intérieur Ögmundur Jónasson :

https://www.youtube.com/watch?v=wvrPR0MUCSE&fbclid=IwAR2brS8RrVAaQ__ph98DM6SvVDR15o5ro4haCggNClwbaEksuvtfDan-WKo

Un grand merci à RT UK !

- Intervention de l'eurodéputée irlandaise Clare Daly :

<https://www.facebook.com/ClareDalyMEP/videos/2385449395036773/>

Pour rappel, cet événement avait déjà eu lieu précédemment, mercredi 12 juin 2019 à Londres, et avait réuni un groupe de remarquables orateurs représentant un large éventail de voix à travers les médias indépendants, la politique et l'activisme, se concentrant sur la question de la liberté de la presse, et le sort de Julian Assange et de son organisation WikiLeaks.

Pour accéder à cet événement, faites un copié-collé du lien suivant :

https://www.youtube.com/playlist?list=PLto_hqqiYC2D-AeiNlSh8JdT4il-6ASJ-

ou par ce lien : <https://www.pinterest.ch/unity4j/imperialism-on-trial-12-jun-2019/>

Julian Assange Le 21 octobre, jour du procès de Julian Assange, Jennifer Robinson, avocate londonienne de l'équipe juridique de Julian Assange a fait paraître un article de presse dans le Sydney Morning Herald (Australie) <https://www.smh.com.au/national/press-freedom-under-threat-from-national-security-law-spree-20191020-p532f8.html> Or, cet article fait l'éloge de 'l'avocate des droits de l'homme', Amal Clooney, qui avait été nommée "envoyée spéciale" par Jeremy Hunt, ministre des Affaires étrangères britannique ayant présidé à l'arrestation d'Assange en avril 2019, pour la "Conférence mondiale pour la liberté des médias" [sic], qui s'est tenue à Londres les 10 et 11 juillet 2019 : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/15/pers-j15.html>

L'Adetra considère cet Événement comme une manipulation scandaleuse ! De plus, peu auparavant, le 26 juin 2019, Nils Melzer, Rapporteur de l'ONU sur la torture, avait écrit une tribune libre intitulée "Démasquer la torture de Julian Assange". Il l'avait notamment présentée à : The Guardian (UK), The Times (UK), le Financial Times (UK), le Sydney Morning Herald (Australie), l'Australian, le Canberra Times (Australie), le Telegraph (UK), le New York Times (USA), le Washington Post (USA), le Newsweek (USA) et la Fondation Thomson Reuters (Réseau mondial d'information). Tous ont refusé de la publier. Les avis de fin de non-recevoir ne font que confirmer l'opposition unie et continue des médias grand public privés et d'États contre un éditeur qui a dévoilé des preuves de crimes de guerre commis par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/02/nmel-j02.html>

Note de l'Adetra du 21 octobre 2019 : Nous avons d'importants doutes sur les motivations de Me Jennifer Robinson à défendre véritablement Julian Assange si l'on considère son article du 21 octobre.

Documents complémentaires :

-

Londres. Les 10 et 11 juillet 2019, les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada ont organisé une "Conférence mondiale pour la liberté des médias" [sic], qui s'est tenue à environ 11 kilomètres de la prison de Belmarsh ! Avec les interventions d'Amal Clooney qui a fait une seule référence à Assange (à 6:50'), mais n'a rien dit sur le rôle du gouvernement britannique dans la persécution de Julian Assange. <https://www.youtube.com/watch?v=EjxRepa-HtM>

-

<https://www.youtube.com/watch?v=d29V1eGJMoa>

- Twitt de Jennifer Robinson du 10 juillet 2019 : <https://twitter.com/suigenerisjen/status/1148966055286640640>

Note de l'Adetra : nous constatons que la campagne de Jeremy Hunt, menée avec le gouvernement canadien et dans laquelle s'inscrit la conférence des 10 et 11 juillet, a débuté avant le 15 avril 2019 ! Cette campagne nous paraît être l'un des volets de la persécution de Julian Assange. <https://bylinetimes.com/2019/04/15/assange-arrest-was-inevitable-extradition-is-not-a-done-deal/>

JULIAN ASSANGE Importante audience du lundi 21 octobre 2019, prévue à 9h00 :

- Le fondateur et journaliste de WikiLeaks, Julian Assange, comparaitra en personne devant le tribunal de première instance de Westminster lundi 21 octobre. L'équipe juridique d'Assange devrait présenter les arguments initiaux contre la demande d'extradition américaine qui comprend 17 actes d'accusation en vertu de l'Espionage Act.

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/19/cour-o19.html>

Plus d'une centaine de personnes sont parties de Paris pour manifester à Londres !

- Le média Ruptly sera en direct à l'extérieur de la Cour des magistrats de Westminster à Londres :

<https://twitter.com/FrancaisUnity4>

New York, mardi 15 octobre, défense de Julian Assange et Chelsea Manning :

- Au Forum de New York, les principales organisations de défense de la liberté de la presse, avec Nils Melzer, ont

parrainé un débat d'experts intitulé «Liberté de la presse, sécurité nationale et lanceurs d'alerte». L'événement a eu lieu à l'Université Columbia à New York. La réunion a mis à nu le caractère illégal et vindicatif de la détention et la torture de Julian Assange à la prison Belmarsh de Londres. Elle a aussi établi le lien entre son emprisonnement et les crimes de guerre commis par les gouvernements américains successifs.
<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/18/cmja-o18.html>

- Les médias américains ont boycotté une conférence de presse qui a eu lieu au siège des Nations Unies à New York le 15 octobre. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a réaffirmé que l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange, a fait l'objet d'une campagne de persécution sans précédent qui revient à de la "torture". Les avertissements de Melzer ont le poids et l'autorité d'un fonctionnaire de l'ONU et d'un expert juridique de renommée internationale. Elles concernent Assange, le journaliste persécuté le plus célèbre du monde, qui a fait plus que tout autre éditeur pour exposer les réalités brutales de la guerre impérialiste, les intrigues diplomatiques et la surveillance omniprésente de la CIA. <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/18/melz-o18.html>

- Twitter de Nils Melzer : <https://twitter.com/search?q=nils%20melzer&src=typd>

Même vidéo (avec possibilité de mettre les sous-titres) : https://www.youtube.com/watch?v=s_GSitdMe1A Pour rappel, Le journal britannique Guardian, porte-parole des agences du Renseignement, article du WSWWS du 22 juin 2019 en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/06/22/guar-j22.html> JULIAN ASSANGE

Le 16 octobre 2019. Lettre de l'Adetra à la Mission du Royaume-Uni de Genève, et lettre au gouvernement suisse : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=33&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s.

L'état de santé extrêmement inquiétant de JULIAN ASSANGE

- Début juin 2019, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, a averti que Julian Assange pourrait mourir en prison si sa persécution ne cessait pas immédiatement. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/08/asfb-j08.html>

- Le 5 octobre, le père d'Assange, John Shipton, a déclaré que l'état de santé de son fils s'est détérioré au point où il risque de mourir. <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/05/ship-o05.html>

- Le 8 octobre 2019, le WSWWS nous informe que la vie de Julian Assange est en grand danger à la prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres où il continue de subir de graves sévices.
<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/10/08/pers-o08.html>

- Le 12 octobre 2019, nous apprenons avec consternation, par le WSWWS, ce qui suit : Un journaliste de l'AFP a déclaré qu'Assange, qui s'est présenté hier à l'audience d'administration par liaison vidéo, "a donné son nom et son âge d'une voix haletante et légèrement grinçante tout en se balançant d'avant en arrière, les épaules affaissées. Assange a commencé à tirer sur les manches de son pull lilas sur les jambes croisées tout en écoutant le juge passer quelques minutes à examiner l'affaire." <https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/12/pers-o12.html>
 Extraits de l'article du 12 octobre du WSWWS (traduction google) :

Lors d'une audience administrative tenue hier [le 11 octobre], un juge britannique a décrété que Julian Assange resterait indéfiniment derrière les barreaux pour "risque de fuite" ... [ceci malgré le fait que sa peine d'emprisonnement pour être «soustrait à la justice» expire le 22 septembre].

En d'autres termes, le fondateur de WikiLeaks est explicitement détenu comme prisonnier politique. Tous les motifs pseudo-légaux de son maintien en détention ont été supprimés. Il est emprisonné par la Grande-Bretagne à la demande du gouvernement américain, qui cherche à l'extrader pour qu'il puisse faire l'objet d'un procès simulé et le condamner à une peine d'emprisonnement à vie pouvant aller jusqu'à 175 ans pour le "crime" d'avoir publié la vérité [selon Nils Melzer, Assange risque aussi la peine de mort aux USA].

Alors qu'Assange est soumis à ce qui équivaut à de la torture dans une prison britannique, les criminels de guerre qu'il a tant fait pour dénoncer, sont en liberté.

Dans un tweet la semaine dernière, et dans son discours de campagne fasciste d'hier, le président américain Donald Trump a reconnu que les guerres américaines au Moyen-Orient au cours des deux dernières décennies ont été basées sur des mensonges et ont fait des millions de morts.

Pourtant, les seules personnes emprisonnées en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour les crimes de guerres commis en Irak et en Afghanistan sont celles qui ont fait plus que quiconque pour les révéler : Julian Assange et la courageuse dénonciatrice Chelsea Manning.

D'autre part, voici la récente réponse de la Mission UK de Genève au Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, M. Nils Melzer, avec une proposition d'action :

Twitter de Nils Melzer : <https://twitter.com/NilsMelzer>

Twitter Unity 4 en français : <https://twitter.com/FrancaisUnity4>

JULIAN ASSANGE Clare Daly, eurodéputée irlandaise, parlera le 11 octobre 2019 aux côtés d'un autre eurodéputé irlandais actif pour Assange Mick Wallace et avec le père de Julian Assange, John Shipton, au New Theatre Temple Bar à Dublin. https://www.facebook.com/ClareDalyMEP/?ref=search&__tn__=%2Cd%2CP-R&eid=ARB0DKP0IVSVyR5wjpXymaSKfYDHnxfSJ_i7S1LVFZIHwSM-3SM4T2C41_2n4-8oKe06tp16Mqh8V6k7 Un événement important "Imperialism on trial - Free Julian Assange" aura lieu le 13 octobre en Irlande du nord, Royaume-Uni, avec plusieurs personnalités, dont Clare Daly, Mick Wallace, et l'ex-ministre islandais de l'Intérieur Ögmundur Jónasson : <https://www.eventbrite.co.uk/e/imperialism-on-trial-free-julian-assange-tickets-75139384923>

Pour rappel, cet événement avait déjà eu lieu précédemment, mercredi 12 juin 2019 à Londres, et avait réuni un groupe de remarquables orateurs représentant un large éventail de voix à travers les médias indépendants, la politique et l'activisme, se concentrant sur la question de la liberté de la presse, et le sort de Julian Assange et de son organisation WikiLeaks.

Pour accéder à cet événement, faites un copié-collé du lien suivant :
https://www.youtube.com/playlist?list=PLto_hqqiYC2D-AeiNlSh8JdT4il-6ASJ-
 ou par ce lien : <https://www.pinterest.ch/unity4j/imperialism-on-trial-12-jun-2019/>

JULIAN ASSANGE

- Le 5 octobre 2019, le père d'Assange, John Shipton, parle avec le WSWS, article en anglais :

<https://www.wsws.org/en/articles/2019/10/05/ship-o05.html>

- Le 11 octobre 2019, rassemblement de soutien à Bruxelles : https://www.legrandsoir.info/bruxelles-pour-la-liberation-de-julian-assange-encerclons-le-palais-de-justice-comite-free-assange-belgium.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

<https://twitter.com/FrancaisUnity4>

- Le 21 octobre, journée en soutien à Julian Assange devant la prison de Belmarsh !

Départ de Paris, Porte de la Chapelle le 20 octobre à 22 heures. Dépose le 21 octobre au matin à la prison de Belmarsh, Western Way, London SE28 0EB. Reprise le 21 octobre à 22 heures à Elephant in Castle pour retour à Paris au matin du 22 octobre 2019. <https://twitter.com/FrancaisUnity4>

<https://yurplan.com/event/GJ-a-Londres-soutient-a-Julian-ASSANGE/48528#/>

- Une protestation pacifique aura lieu samedi 9 novembre 2019 à 14 heures à la prison de HMP Belmarsh, Western Way, SE28 0EB Londres, info à vérifier : <https://www.facebook.com/events/499698660790124/>

JULIAN ASSANGE World Socialist Web Site - WSWSAutre site francophone de soutien à Julian Assange 4JFR : <https://twitter.com/FrancaisUnity4>

Avec l'importante intervention de Stefania Maurizi du 22 août 2019 : "Il est temps d'agir : Ils tuent Julian #Assange lentement". https://www.twitlonger.com/show/n_1sr06pq?new_post=true

JULIAN ASSANGE

GENEVE. Mercredi 18 septembre 2019, un Rassemblement a eu lieu à la Place des Nations Unies, entre 17h00 - 19h00. Les poursuites contre Julien Assange constituent une grave menace pour la liberté de la presse dans le monde. Organismes : Fondation COURAGE, AIPAZCOMUN, DIDEPU, Comité International LULA LIVRE-Genève, BREAK FREE.

JULIAN ASSANGE Le 16 septembre 2019. Article d'Oscar Grenfell paru dans WSWS : Une juge britannique condamne Assange à la prison indéfiniment, en dépit de la fin de sa peine de prison. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/09/16/assa-s16.html>

JULIAN ASSANGE Le 4 septembre 2019. Signez la pétition pour Julian Assange avant qu'il ne soit trop tard ! <https://www.change.org/p/free-julian-assange-before-it-s-too-late-stop-usa->

extradition/u/25030225?cs_tk=AhWZFNtAu1fdHZc1dF0AAxicyyvNyQEABF8BvP-GZOItJ2BCFtPw3Z-nYJY%3D&utm_campaign=847f7b70241b4f1b85301c53086d11ab&utm_medium=email&utm_source=petition_update&utm_term=cs

Le 3 septembre 2019. Article paru dans WWSWS : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/09/03/pers-s03.html>
Une place particulièrement importante sur la plate-forme de la honte doit être réservée aux organisations de la classe moyenne aisée, qui se donnent des airs de «gauche» mais fonctionnent comme des bras auxiliaires des élites dirigeantes.

JULIAN ASSANGE

Le 15 mai 2019. Le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), avec le Réseau mondial contre l'impunité des transnationales, condamne l'arrestation de Julian Assange. <https://www.cetim.ch/la-campagne-mondiale-condamne-larrestation-de-julian-assange/>

JULIAN ASSANGE & CHELSEA MANNING

Le 23 avril 2019. Article d'Elizabeth VOS paru dans "Consortium News", traduit en langue française par les lecteurs du site "Les Crises" : Les Révélations de WikiLeaks – N°1 – La vidéo qui a placé Assange dans le collimateur des États-Unis. <https://www.les-crises.fr/les-revelations-de-wikileaks-n1-la-video-qui-a-place-assange-dans-le-collimateur-des-etats-unis/>

JULIAN ASSANGE @johnpilger Le 7 août 2019. "Do not forget Julian #Assange. Or you will lose him. I saw him in Belmarsh prison and his health has deteriorated. Treated worse than a murderer, he is isolated, medicated and denied the tools to fight the bogus charges of a US extradition. I now fear for him. Do not forget him".
<https://www.wsws.org/en/articles/2019/08/09/pilg-a09.html>

Le 9 août 2019. Me Jennifer Robinson, membre éminent de l'équipe juridique d'Assange, s'entretient avec le WWSWS (article en anglais) : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/08/09/jenr-a09.html>

JULIAN ASSANGE - WIKILEAKS

- Le 30 juillet 2019, la Cour fédérale des États-Unis a dénoncé le complot du Parti démocrate contre Assange et WikiLeaks: <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/01/wiki-a01.html>

- Article complémentaire paru dans *Presenza* : <https://www.presenza.com/fr/2019/08/la-cour-federale-des-etats-unis-denonce-le-complot-du-parti-democrate-contre-assange-et-wikileaks/>

- Twitter de Me Jennifer Robinson, avocate de Julian Assange : <https://twitter.com/suigenerisjen>
Jennifer Robinson est une avocate australienne spécialisée dans la défense des droits de l'homme et avocate au sein de Doughty Street Chambers à Londres

- Le 3 août 2019. En dépit de l'importance de la décision et de sa valeur médiatique évidente, cette décision a fait l'objet d'un silence quasi total de la part de l'ensemble des médias aux États-Unis et à l'étranger : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/08/03/pers-a03.html>

Nils Melzer & rlm; @NilsMelzer 28 juil. Direct links to #SRTorture letters in #Assange investigation: - UK27.05.2019: <http://bit.ly/2YrnEvM> - ECU28.05.2019: <http://bit.ly/2Opnhhk> - USA28.05.2019: <http://bit.ly/30SV8ka> - SWE28.05.2019: <http://bit.ly/2YtIGcX> - SWE12.07.2019: <http://bit.ly/32Sp165>

Note Adetra : veuillez trouver une traduction google de ce dernier document sur :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=68&Itemid=35&mosmsg=Merci+pour+votre+proposition.+Votre+proposition+sera+v%27E9rifi%27E9e++avant+d%27EAtre+publi%27E9e+sur+le+site.

EVENEMENT : Mercredi 12 juin 2019, à Londres : 'L'impérialisme en procès - Libérez Julian Assange' Cet important événement est un procès de l'impérialisme, avec un groupe de remarquables orateurs représentant un large éventail de voix à travers les médias indépendants, la politique et l'activisme, se concentrant sur la question de la liberté de la presse et le sort de Julian Assange et de son organisation WikiLeaks. Editeur primé, Julian Assange a reçu le prix 2009

d'Amnesty international UK Media Award for New Media, et a remporté de nombreux prix de ce type en reconnaissance du rôle central de WikiLeaks dans la dénonciation de crimes de guerre et de violations des droits de l'homme. Tous ceux qui participent aux événements reconnaissent la situation désastreuse à laquelle Julian Assange est confronté et ressentent avec tant de passion pour lui, sur le plan humain, que l'extradition vers les Etats-Unis pourrait conduire à une peine de prison de 175 ans au total, pour avoir pratiqué le journalisme. <https://21stcenturywire.com/2019/06/10/event-wednesday-june-12th-imperialism-on-trial-free-julian-assange/>

Animé par George Galloway, ancien député, maintenant radiodiffuseur, télédiffuseur et conférencier.

Toutes les interventions : https://www.youtube.com/playlist?list=PLto_hqqiYC2D-AeiNISH8JdT4il-6ASJ-

- Alexander Mercouris (Le Duran) écrivain spécialisé dans les affaires internationales et basé à Londres. Il s'intéresse particulièrement à la Russie et au droit. Il a beaucoup écrit sur les aspects juridiques de l'espionnage par la NSA et des événements en Ukraine sur les plans des droits de l'homme, de la constitutionnalité et du droit international. Il a travaillé pendant 12 ans au sein de la Cour royale de justice de Londres en tant qu'avocat, spécialisé dans les droits de l'homme et le droit constitutionnel

- Clare Daly, députée au Dail Eireann, chambre basse du parlement irlandais, députée européenne dès juillet 2019

- Ogmundur Jonasson, ancien ministre de l'Intérieur d'Islande

- Tommy McKearney, ancien gréviste irlandais de la faim (cf. sa biographie), journaliste indépendant, rédige la publication Fourthwrite et est un organisateur pour l'Independent Workers Union of Ireland

- Patrick Henningsen, 21st Century Wire (voir ci-après)

- Neil Clark, journaliste, auteur et communicateur basé au Royaume-Uni. Il collabore à de nombreuses publications britanniques et internationales. Son blog a été élu meilleur blog britannique aux Weblog Awards 2007

- Roshan Muhammed Salih, journaliste à la Presse TV

- Clôture de l'événement

"Il y a une guerre contre le journalisme et les dénonciateurs. La pierre angulaire d'une démocratie est la liberté de la presse, et nous avons vu comment ce quatrième pouvoir a capitulé devant tous les caprices du programme néolibéral et impérialiste. C'est pourquoi nous avons besoin de médias alternatifs, comme Wikileaks, pour faire le travail que le grand public ne fait pas, c'est-à-dire dénoncer les méfaits des entreprises et du gouvernement."

Imperialism on Trial - Free Julian Assange - 12th June 2019

- Intervention de Clare Daly, députée irlandaise : <https://www.youtube.com/watch?v=iC1xvUgymUU>

- Le 3 juillet 2019. Deux députés irlandais Mick Wallace et Clare Daly, nouvellement élus au Parlement européen, ont porté des t-shirts "Free Assange" le premier jour de la réouverture du Parlement européen. Wallace et Daly étaient auparavant tous deux membres du parlement irlandais, Dáil Éireann. Ils ont tous deux défendu Assange et le travail de WikiLeaks, et ont rencontré le dénonciateur en 2013 alors qu'il se trouvait à l'ambassade équatorienne à Londres.

<https://www.telesurenglish.net/news/assange-birthday-irish-meps-eu-parliament-wikileaks-20190703-0004.html>

- Twitter de Clare Daly : <https://twitter.com/ClareDalyMEP/status/1149629785804431367>

- Twitter de Mick Wallace : "Assange est en prison parce qu'il a exposé la laideur de la politique étrangère américaine. Toute personne intéressée par un média libre et indépendant devrait contester le traitement réservé à Julian Assange".

"Assange est en prison parce qu'il a dénoncé des crimes de guerre des Etats-Unis - alors que les criminels de guerre restent en liberté. Une grande partie des médias grand public est tolérée, car c'est un outil des grands et des puissants. Mais si vous dites la vérité au pouvoir, vous en paierez le prix".

<https://twitter.com/wallacemick/status/1151162449606971392>

JULIAN ASSANGE La persécution de Julian Assange continue. A cet égard, nous relevons la nouvelle annonce de propagande de Mike Pompeo (21 juillet), ainsi qu'une très importante offensive des Etats visant à contrôler et censurer les médias, Internet et les contenus numériques. Voir les divers articles publiés sur cette question sur WSWS, dont l'article du 15 juillet sur la "liberté des médias":

<https://www.wsws.org/fr/search.html?sectionId=&maxResults=100&phrase=assange&submit=Search> Vous pourrez

écrire à Julian Assange comme suit : <https://twitter.com/simplyjustNic/status/1125323566264782849> En français :

<https://twitter.com/FrancaisUnity4/status/1154880845913776129>

JULIAN ASSANGE

- Le 12 juin 2019. Témoignage de l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ögmundur Jónasson

L'impérialisme en procès - Libérez Julian Assange :

[https://www.youtube.com/watch?v=P89SAtsjpxk&fbclid=IwAR24bQ48vw6IT1J10Rw-](https://www.youtube.com/watch?v=P89SAtsjpxk&fbclid=IwAR24bQ48vw6IT1J10Rw-alljZutBTLgICgPBUJFoYbZ9pc_RMQbTzig8hyE)

[alljZutBTLgICgPBUJFoYbZ9pc_RMQbTzig8hyE](https://www.youtube.com/watch?v=P89SAtsjpxk&fbclid=IwAR24bQ48vw6IT1J10Rw-alljZutBTLgICgPBUJFoYbZ9pc_RMQbTzig8hyE)

(vous pouvez mettre les sous-titres en français)

- Le 12 juin 2019. Patrick Henningsen, écrivain, analyste des affaires mondiales, journaliste, animateur de radio et

fondateur du site Web indépendant d'actualités 21st Century Wire. L'impérialisme en procès - Free Julian Assange :

<https://www.youtube.com/watch?v=-579DabtqWI>

- Le 24 mai 2019. Article de WSWS. Amnesty international déclare que Julian Assange "est pas un prisonnier

de conscience" : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/24/amin-m24.html>

In English : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/05/23/assa-m23.html>

- Le 2 juillet 2019. Article de WSWS. Le rapporteur de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, démasque la propagande et la

censure dans les reportages sur Assange : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/02/nmel-j02.html>

In English : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/07/01/melz-j01.html>

- En 1996, Madeleine Albright a déclaré à la télévision nationale que 500'000 enfants irakiens morts des suites des

sanctions "en valaient la peine". Quelques mois plus tard, en 1997, elle a été confirmée par le Sénat américain

comme Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et personne ne l'a même interrogée sur cette déclaration.

<https://www.youtube.com/watch?v=bntsfiaXMEE>

-

Le 19 décembre 2018. John Kiriakou : Julian Assange n'aura jamais un procès équitable aux États-Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=dqaYa2lKwWw>

John Kiriakou est un ancien agent antiterroriste de la CIA et un ancien enquêteur principal du Comité sénatorial des

relations étrangères. Il est devenu le sixième lanceur d'alerte inculpé par le gouvernement Obama en vertu de la

loi sur l'espionnage, loi conçue pour punir les espions. Il a passé 23 mois en prison pour avoir tenté de

s'opposer au programme de torture de l'administration Bush.

<https://www.legrandsoir.info/julian-assange-n-aura-jamais-un-proces-equitable-aux-etats-unis.html>

- Articles WSWS in english:

<https://www.wsws.org/en/search.html?sectionId=&maxResults=100&phrase=ASSANGE&submit=Search> Note de

l'Adetra du 23 juillet - 4 août 2019 :

Le 26 avril 2019, notre syndicat a interpellé la Ligue suisse des droits de l'homme et la LDH France.

la Ligue suisse des droits de l'homme nous a répondu dès le lendemain : "Notre organisation n'a pas pris

position, faute de temps et de forces vives à disposition. Nous devons malheureusement nous concentrer sur nos

activités prioritaires." La Ligue suisse des droits de l'homme, La Ligue française de droits de l'homme, la Fédération

internationale des droits de l'homme (FIDH), et l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme

(AEDH) n'ont pas publié, sur leurs sites respectifs, de dossier thématique sur M. Julian Assange, comme elles l'ont fait

pour d'autres dossiers.

Toutefois, le 18 juin 2019, l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) a fait paraître un

communiqué, avec une petite prise de position.

JULIAN ASSANGE

Les 10 et 11 juillet 2019. Honte aux gouvernements du Royaume-Uni et du Canada qui ont organisé l'événement

"Global conference for media freedom" à Londres : <https://twitter.com/foreignoffice/status/1114199640625295361>

<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/15/pers-j15.html> Une cinquantaine de ministres des Affaires étrangères ! dont

la ministre de l'Australie Mme Marise Payne ! ainsi qu'un certain nombre de journalistes et de 'philanthropes' ont

participé à cette première conférence mondiale sur la 'liberté des médias'. Les gouvernements organisateurs de cet

événement ont annoncé vouloir "lutter contre la désinformation et améliorer la sécurité des journalistes" !!

- L'un des supporters de la Conférence : M. Edgars Rinkvišs, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense,

actuel ministre des Affaires étrangères de la République de Lettonie :
<https://twitter.com/edgarsrinkevics/status/1146384322267627520>

Pour rappel, en octobre 2016, la ministre canadienne du Commerce Chrystia Freeland avait joué un rôle dans les négociations menant à la signature de l'Accord CETA ! https://www.rtb.be/info/insolites/detail_paul-magnette-ne-croit-pas-aux-larmes-strategiques-de-mme-freeland-lors-des-negociations-ceta?id=9526181

Note de l'Adetra du 12 juillet :

La situation du remarquable et courageux défenseur des droits humains, lanceur d'alerte et éditeur d'investigation, Julian Assange, n'y a évidemment pas été discutée !

Persécuté et détenu depuis 2010, Julian Assange a été incarcéré depuis le 11 avril 2019 à la prison de haute sécurité Belmarsh, à quelques kilomètres seulement du lieu de la conférence ! Et il risque une extradition forcée vers les États-Unis, un emprisonnement à vie, de la torture, voire la peine capitale, pour avoir révélé des informations véridiques sur des crimes de guerre commis par les États-Unis et leur alliés en Irak et en Afghanistan !

Si les gouvernements organisateurs de cette conférence, et ceux qui les soutiennent, étaient sincères dans leur souhait de défendre une presse de qualité, révélant des informations véridiques d'intérêt public, permettant de préserver la démocratie et les droits sociaux des peuples, ils auraient libéré Julian Assange avant même de tenir leur conférence !
SOUTENONS JULIAN ASSANGE !

ROYAUME-UNI : La conférence sur la liberté des médias s'est heurtée à la protestation " Free Assange " à Londres :
<https://www.youtube.com/watch?v=gFEhaQKsYJU>

Twitter de Mrs Christine Assange, la mère de Julian : <https://twitter.com/assangemrs?lang=fr>

JULIAN ASSANGE Actions pour Julian Assange, des idées et exemples sur la façon de l'aider :
<https://steemit.com/wikileaks/@elizabethleavos/actions-for-assange-ideas-and-examples-of-how-to-help>

<https://action4assange.com/category/petition/>

Julian Assange - Le 2 juillet 2019, le rapporteur de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, démasque la propagande et la censure dans les reportages sur Assange. Le 26 juin 2019, Nils Melzer, Rapporteur de l'ONU sur la torture, a écrit une tribune libre intitulée "Démasquer la torture de Julian Assange". Il l'a notamment présentée à : The Guardian (UK), The Times (UK), le Financial Times (UK), le Sydney Morning Herald (Australie), l'Australian, le Canberra Times (Australie), le Telegraph (UK), le New York Times (USA), le Washington Post (USA), le Newsweek (USA) et la Fondation Thomson Reuters (Réseau mondial d'information). Tous ont refusé de la publier. Les avis de fin de non-recevoir ne font que confirmer l'opposition unie et continue des médias grand public privés et États contre un éditeur qui a dévoilé des preuves de crimes de guerre commis par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. [...] "Au bout du compte, j'ai finalement compris que j'avais été aveuglé par la propagande et qu'Assange avait été systématiquement calomnié pour détourner l'attention des crimes qu'il avait dénoncés. Une fois déshumanisé par isolement, ridicule et honte, tout comme les sorcières que nous brûlions sur le bûcher, il était facile de le priver de ses droits les plus fondamentaux sans provoquer l'indignation publique dans le monde entier. Et ainsi, un précédent juridique est en train d'être créé, à travers la porte dérobée de notre propre complaisance, qui à l'avenir pourra et sera également appliquée aux divulgations du Guardian, du New York Times et d'ABC News."

Article du Secrétaire National du parti socialiste de l'égalité (SEP), Chris Marsden, sur les raisons de ce refus, en français : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/07/02/nmel-j02.html>

Article en anglais : <https://www.wsws.org/en/articles/2019/07/01/melz-j01.html>

Les D-Notices sont des avertissements aux médias de ne pas publier certaines informations censées protéger la Sécurité nationale, mais que de nombreux journalistes considèrent comme une tentative de les bâillonner, et de empêcher le public d'accéder à des informations importantes.

Tribune de Nils Melzer "Démasquer la torture de Julian Assange" : <https://www.legrandsoir.info/demasquer-la-torture-de-julian-assange-medium.html>
 Tribune en anglais : <https://medium.com/@njmelzer/demasking-the-torture-of-julian-assange-b252ffdc768>

JULIAN ASSANGE

Le 3 juillet 2019, des citoyens célèbrent dans le monde entier l'anniversaire de Julian Assange afin de le remercier pour son courageux journalisme multi-primé exposant des crimes commis par des gouvernements et de la corruption à un haut

niveau : <https://twitter.com/assangemrs?lang=fr>

Nouvelles de Suisse : voici les politiciens, juristes et partis ayant pris position en Suisse pour soutenir Julian Assange (il se peut toutefois que cela ne soit pas exhaustif) :

- Jeudi 11 avril 2019. L'arrestation de Julian Assange à Londres est "très choquante", estime Dick Marty, ex-procureur général tessinois. "Assange n'a fait que dire la vérité. Il a révélé des actions criminelles et réveillé la conscience internationale", déclare l'ancien rapporteur sur les prisons secrètes de la CIA pour le Conseil de l'Europe. <https://www.rts.ch/info/monde/10359555--je-suis-choque-assange-n-a-fait-que-dire-la-verite-clame-dick-marty.html>

- Jeudi 11 avril 2019. Intervention de Carlo Sommaruga, conseiller national socialiste genevois : <https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/arrestation-de-julian-assange-carlo-sommaruga-denonce-un-arrangement-politique?id=10340355>

- Le 2 mai 2019. 22 juristes suisses de renom veulent que la Suisse accorde l'asile à Julian Assange : <https://www.swissinfo.ch/fre/des-juristes-appellent-la-suisse-%C3%A0-donner-l-asile-%C3%A0-julian-assange/44935822>

- Le 20 avril 2019. Le Parti communiste demande au conseiller fédéral du Tessin d'accorder l'asile politique à Julian Assange.* <https://www.ticinolibero.ch/politica/politica/1364020/il-pc-assange-potrebbe-rischiare-la-pena-capitale-diamogli-asilo-politico>

- Le 15 avril 2019. Le Parti suisse du travail exige que le gouvernement suisse accorde l'asile politique à Julian Assange : <http://www.pst.ch/v5/spip.php?article558>

- Ainsi que les objets parlementaires au niveau national de Carlo Sommaruga, Denis Reussille, Jean-Luc Addor : <https://www.parlament.ch/fr/suche#k=assange>

- Le 11 juin 2019. Réponse du Conseil fédéral aux questions des députés Denis Reussille et Carlo Sommaruga : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=46260>
Vidéo de l'intervention de Mme Karin Keller-Sutter : https://par-pcache.simplex.tv/content/5/9/131477/simvid_1.mp4

- Le 5 février 2019. Ville de Genève, M. Eric Bertinat, député UDC et président du Conseil municipal de la Ville de Genève, a déposé une Résolution en faveur de M. Assange qui demande au Conseil fédéral: "de concrétiser sa politique de protection des défenseurs des droits de l'homme en offrant ses bons offices et en entreprenant toutes les démarches nécessaires à la sauvegarde de la vie et de l'intégrité corporelle de M. Julian Assange". Cette Résolution ne demande pas (directement) l'asile pour M. Assange, en raison de l'Interpellation du député national UDC Jean-Luc Addor qui n'avait pas abouti (Interpellation 16.4161, du 17 mars 2017 : https://www.parlament.ch/centers/documents/fr/NR_5007_Annex_F.pdf#%5B%7B%22num%22%3A9616%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2Cnull%2Cnull%2C0%5D)

Résolution du 5 février 2019 de M. Bertinat : <https://www.ville-geneve.ch/conseil-municipal/objets-interventions/detail-objet/objet-cm/233-176e/>

La Résolution est soutenue par Les Verts, Ensemble à Gauche, les Socialistes, Hors parti, l'UDC. La Résolution a été acceptée.

- Le 21 mai 2019. Réponse du Conseil fédéral à la résolution de M. Bertinat du 5 février 2019, demandant que la Suisse offre ses bons offices pour régler au mieux cette "scandaleuse affaire", avec un commentaire de M. Bertinat. <https://www.facebook.com/254994255204668/photos/a.256538401716920/356227355081357/?type=3&theater>

JULIAN ASSANGE & CHELSEA MANNING

- Le 24 juin 2019, article de Karen U. Kwiatkowski publié par Horizons et Débats. <https://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2019/n-14-24-juin-2019/avec-son-procede-de-traitement-contre-julian-assange-lamerique-creuse-sa-propre-tombe.html>

- Le 26 juin 2019, le Rapporteur de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, s'est dit "préoccupé" quant au refus des plus grands médias anglo-saxons de publier sa tribune consacrée à Julian Assange : <https://twitter.com/NilsMelzer>

- Le 17 juin 2019, interview d'Alfred de Zayas, avocat et historien d'origine américaine, J. D. Harvard, Dr. phil. Göttingen. Pendant de nombreuses années, il a été l'un des principaux avocats du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, président du département des pétitions et professeur invité de droit dans plusieurs universités. De 2012 à 2018, il a été le premier Expert indépendant pour la promotion d'un ordre international juste et démocratique à l'ONU. <https://dezayasalfred.wordpress.com/2019/06/17/interview-on-the-arrest-of-julian-assange/>

Le 27 mai 2019, interview d'Alfred de Zayas : Julian Assange est journaliste. Son travail est protégé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par la Convention européenne des droits de l'homme. M. Assange a également droit à l'asile, puisque la Convention de Genève de 1951 relative aux réfugiés doit être pleinement appliquée dans sa situation.

Il faut le répéter : WikiLeaks apporte une contribution nécessaire et très précieuse à la démocratie, car nous avons un

besoin urgent des informations que nos gouvernements nous cachent, en particulier des preuves de corruption, de manipulation, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. <https://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2019/n-12-27-mai-2019/il-nous-faut-une-charte-pour-les-droits-des-lanceurs-dalertes.html>

- Le 14 avril 2019, interview d'Alfred de Zayas : <https://dezayasalfred.wordpress.com/2019/04/14/un-torture-expert-warns-over-julian-assange-extradition-to-u-s/>

- Le 21 mai 2019. Chronologie des faits : <https://www.zeit-fragen.ch/fr/ausgaben/2019/nr-12-21-mai-2019/eine-chronologie.html>

- Les autres articles parus dans Horizons et Débats en lien avec Assange : <https://www.zeit-fragen.ch/fr/recherche.html>

- Le 25 juin 2019. La lanceuse d'alerte Chelsea Manning est menacée de faillite par des amendes punitives : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/25/mann-j25.html> WikiLeaks, le tribunal de Londres décidera de l'accès à la documentation d'Assange

Le 29 juin 2019. Article de presse de Stefania Maurizi : [Le quotidien italien centre gauche] La Repubblica comparaitra à nouveau devant le Tribunal de Londres pour tenter d'obtenir les documents complets sur l'affaire Julian Assange, en utilisant la Freedom of Information Act (FOIA) [loi d'accès à l'information] du Royaume-Uni, dans la mesure où, depuis 2015, les autorités britanniques ont continué à nous les refuser. Ce n'est qu'après que nous les avons poursuivis en justice qu'ils ont accepté de nous communiquer 519 pages, un très petit nombre, étant donné que le fichier Assange contient des milliers de pages. Le lundi 1er juillet, une audience d'appel aura lieu au London Upper Tribunal, après que le London First-tier Tribunal, présidé par le juge Andrew Bartlett QC, ait rejeté notre appel.

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=66&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s. Le 8 juillet 2019 : stefania maurizi‏ @SMaurizi

while the #UK government promotes #defendmediafreedom, it has kept Julian #Assange #arbitrarilydetained for the last 9YEARS, it is now keeping him in jail in #Belmarsh, in an obvious attempt to break him down, and it has kept denying me documents under #FOIA for the last 4 years

JULIAN ASSANGE

Le 19 juin 2019, des membres du Parlement européen, certains d'entre eux ayant combattu l'accord TISA et/ou le TTIP et/ou le CETA, tels Emmanuel Maurel, Stelios Kouloglou et Patrick Le Hyaric, ou le JEFTA, tel Younous Omarjee, ont adressé une lettre ouverte au vice-président de la Commission européenne, Frank Timmermans :

https://fr.scribd.com/document/413876992/Assange-Case-Letter-to-Timmermans-June-2019-2-Copia#fullscreen&from_embed

- Bruxelles, le 23 avril 2018. La Commission européenne a proposé une nouvelle loi afin de renforcer la protection des lanceurs d'alerte à travers l'UE : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-3441_fr.htm

- Le 16 avril 2019, le Parlement européen a adopté à une large majorité une nouvelle loi visant à renforcer la protection des lanceurs d'alerte : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0366_FR.html#title1

JULIAN ASSANGE Le 14 juin 2019, la justice britannique a annoncé que l'audience consacrée à examiner la demande d'extradition vers les Etats-Unis de Julian Assange se déroulerait en février 2020. Entre-temps, une audience aura lieu fin octobre pour décider, entre autres, quel tribunal étudiera la demande américaine.

Documents importants :

- Le 8 juin 2019. Remarquable interview de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture.

Transcription et traduction par Chris Hedges (Emission Contact sur RT, 8 juin 2019) :

<https://www.legrandsoir.info/interview-de-nils-melzer-rapporteur-special-des-nations-unies-sur-la-torture-rt.html>

- Le 15 juin 2019. Entretien avec l'ancien ministre de l'Intérieur d'Islande Ögmundur Jónasson sur la façon dont il a mis à la porte une équipe d'enquêteurs du FBI d'Islande qui essayaient de piéger Julian Assange, fondateur de Wikileaks :

<https://www.youtube.com/watch?v=CmPQY7cXOIg>

- Le 18 juin 2019. Entretien avec Patricio Mery Bell, journaliste chilien, militant et ancien conseiller de Rafael Correa, président de l'Equateur de 2007 à 2017. <https://www.pressenza.com/fr/2019/06/julian-assange-et-les-informations-qui-peuvent-changer-le-monde/>

D'autres soutiens à Julian Assange :

- Le 15 juin 2019. WSWS : L'Association des journalistes allemands (DJV) a appelé les autorités britanniques à libérer Assange: «On accuse le fondateur de WikiLeaks de quelque chose qui ne devrait pas être une infraction pénale : complicité de trahison par la publication.»

Tina Grudge, cheffe du syndicat des journalistes allemands (DJU), a souligné «une intervention massive contre la liberté de la presse garantie par la Constitution» si Assange était extradé vers les USA, car il y aurait un effet «dissuasif sur d'éventuels lanceurs d'alerte», et «de graves conséquences pour le travail des médias».

- Le 15 juin 2019. WWSW : En Australie, le Socialist Equality Party (SEP) organise une nouvelle série de rassemblements à Sydney, Melbourne et Brisbane. Il exige que le gouvernement australien remplisse ses obligations envers Assange en tant que citoyen en utilisant ses pouvoirs légaux et diplomatiques pour assurer son retour immédiat en Australie, avec une garantie contre l'extradition vers les États-Unis.

- MEXIQUE, le 7 juin 2019. Le Club des journalistes du Mexique a célébré ce matin la cérémonie de remise des prix du XLVIIIe Concours national et international de journalisme avec une reconnaissance au journaliste Julian Assange et un appel pour empêcher que la vérité montrée par lui "ne soit le prétexte pour voler notre liberté, pour justifier la censure et le contrôle sur Internet".

Celeste Sáenz de Miera, secrétaire générale du Club qui convoque le concours, a appelé à une lutte frontale contre les fausses nouvelles et a critiqué le fait qu'il est aujourd'hui "plus dangereux d'enquêter sur les massacres que de les commettre. Le nom de Julian Assange est devenu une référence mondiale dans le nouveau journalisme d'investigation et de dénonciation, dans la lutte contre la manipulation des données et la dissimulation des intérêts réels derrière les discours des médias", a-t-elle déclaré. (<https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/12/assa-j12.html> - <https://vocesdelperiodista.mx/tag/celestesaenzdemiera/>)

JULIAN ASSANGE Le ministre de l'intérieur du Royaume-Uni Sajid Javid a signé mercredi 12 juin 2019 la demande d'extradition vers les États-Unis de Julian Assange. "C'est maintenant aux tribunaux de décider", a-t-il ajouté. La première audition a lieu vendredi 14 juin 2019 à 10h à la Cour des magistrats de Westminster. En ce jour des grèves des femmes en Suisse, nous souhaitons apporter des précisions concernant les démarches de la Suède menées contre de Julian Assange. Pour rappel, l'enquête préliminaire initiale suédoise de 2010 a été abandonnée après que le procureur général de Stockholm ait conclu qu'"aucun crime" n'avait été commis par Julian Assange. Veuillez vous référer aux articles de presse suivants :

- Le 12 mai 2019, article de Justice for Assange : <https://www.legrandsoir.info/les-allegations-suedoises-concernant-julian-assange-les-faits.html>

- Le 23 mai 2019, article de Mike Head : L'audience d'extradition de Julian Assange en Suède reportée au 3 juin 2019 : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/23/jasa-m23.html>

- Le 28 avril 2019, article de Craig Murray, ex-ambassadeur du Royaume-Uni : <https://www.legrandsoir.info/ou-est-le-mandat-d-arret-suedois.html>

JULIAN ASSANGE

L'Adetra met à votre disposition un courriel que vous pourrez envoyer à vos contacts afin de soutenir Julian Assange : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=35

JULIAN ASSANGE Selon un article de presse du 10 juin, les États-Unis ont officiellement demandé au Royaume-Uni d'extrader Julian Assange (selon un responsable américain au courant). Ils avaient jusqu'à la mi-juin pour envoyer des documents d'extradition complets. <https://www.kitv.com/story/40622687/us-submits-formal-assange-extradition-request>

Poursuite de journalistes pour la publication d'informations classifiées comme secrets d'Etat

Le 7 juin 2019. Article de WWSW : <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/06/07/pers-j07.html>

Le 4 juin 2019. Reporters sans frontières (RSF) condamne avec la plus grande fermeté l'intrusion de policiers fédéraux au domicile d'une journaliste du groupe News Corp et dénonce une tentative d'intimidation qui fait peser de lourdes menaces sur l'indépendance des journalistes et le respect du secret des sources. <https://rsf.org/fr/actualites/perquisition-de-la-police-australienne-au-domicile-de-la-journaliste-politique-annika-smethurst>

Le 15 mai 2019. Livraison d'armes françaises à l'Arabie saoudite; trois journalistes français ont été convoqués pour "atteintes au secret de la défense nationale". Témoignage de Mathias Destal, journaliste et co-fondateur de Dislose, convoqué par la direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI). La section du Parquet de Paris qui mène l'enquête étant la section antiterroriste et atteinte à la sûreté de l'Etat ! <https://www.youtube.com/watch?v=7zeeZcv7YbA>

JULIAN ASSANGE Une suite de très mauvaises nouvelles : Le 2 juin, 11h15, Pressé par la demande d'extradition du gouvernement américain pour Assange, le ministre britannique des Affaires étrangères Jeremy Hunt, l'un des politiciens conservateurs les plus en vue qui se disputent le poste de Premier ministre sortant Theresa May, n'a exprimé aucune

sympathie pour Assange et a déclaré qu'il ne bloquerait pas une extradition si celui-ci était choisi pour diriger le gouvernement britannique. Interrogé sur les inquiétudes soulevées par les responsables des Nations Unies au sujet de l'emprisonnement d'Assange et de son extradition éventuelle, Hunt a déclaré que ce qui est arrivé au fondateur de Wikileaks ces dernières semaines est la "bonne chose". "Julian Assange est quelqu'un qui est accusé d'avoir commis des crimes très graves, qui auraient entraîné la mort de personnes", a-t-il ajouté. "Et il est donc tout à fait juste qu'il fasse face à la justice, et il n'a pas plus de raisons d'échapper à la justice que quiconque qui est accusé d'avoir commis des crimes." <https://www.cbsnews.com/news/jeremy-hunt-on-face-the-nation-british-foreign-minister-says-he-would-not-stand-in-the-way-of-julian-assange-extradition/>

JULIAN ASSANGE Le 31 mai 2019. Déclaration de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture : "La «persécution collective’ de Julian Assange doit cesser maintenant." <https://news.un.org/fr/story/2019/05/1044741>

JULIAN ASSANGE

Le 30 mai 2019. Article d'Oscar Grenfell, WSWS : Malgré la mauvaise santé d'Assange, le tribunal suédois rejette un report de l'audience. <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/30/assu-m30.html> Selon un autre article de WSWS du 25 mai : "Les accusations sont passibles en tout jusqu'à 170 ans de prison. Toutefois, rien n'empêche les autorités américaines de déposer des accusations supplémentaires passibles de la peine de mort s'il est extradé aux États-Unis depuis son emprisonnement actuel au Royaume-Uni." <https://www.wsws.org/fr/articles/2019/05/25/pers-m25.html>

Le 31 mai 2019. Déclaration de Nils Melzer, rapporteur spécial de l'Onu sur la torture : «Julian Assange a été délibérément exposé, pendant plusieurs années, à des formes graves de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dont les effets cumulatifs ne peuvent être décrits autrement que comme de la torture psychologique» «La persécution collective de Julian Assange doit finir maintenant !». <https://www.24heures.ch/monde/Assange-a-ete-torture-psychologiquement-story/24177231>

Le 31 mai 2019. Communiqué de l'ONU. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24665&LangID=E>

Genève. Notre syndicat Adetra a organisé deux rassemblements de soutien à Julian Assange, les 13 avril et 28 mai 2019
Notre tract : http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E9e+avec+succ%E8s. Note de l'Adetra :
Le 28 mai, nous étions une vingtaine de manifestants devant la poste du Mt-blanc et avons distribué le tract demandant la non-extradition de Julian Assange vers les USA. Certains passants ont déclaré approuver entièrement les révélations de WikiLeaks, et ont salué la tenue de ce rassemblement.
Nota bene, l'Adetra n'a aucune part au négationnisme, à l'antisémitisme ou au confusionnisme.

La guerre lancée par les USA en Irak : Avril 2003. Article d'Ignacio Ramonet : "En lançant, le jeudi 20 mars à l'aube, une « guerre préventive » contre l'Irak et en envahissant ce pays sans mandat de l'ONU, les États-Unis et leurs alliés britanniques ont donc violé la légalité internationale, se sont essuyés les pieds sur les principes fondamentaux des Nations unies et clairement comportés en agresseurs". <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/RAMONET/9963>

Septembre 2004. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan avait qualifié d'«illégal» la guerre lancée par les États-Unis en Irak. http://www1.rfi.fr/actufr/articles/057/article_30522.asp

JULIAN ASSANGE

Le 23 mai 2019, le ministère de la Justice des États-Unis a inculpé le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, pour espionnage !

Ce jeudi 23 mai 2019, le ministère américain de la Justice a inculpé Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, pour plusieurs violations de la loi sur l'espionnage de 1917, en raison de son rôle dans la publication de dizaines de milliers de documents militaires et diplomatiques confidentiels en 2010 [...]
Les nouveaux chefs d'accusation du ministère américain de la Justice portent sur la réception et la publication

de documents confidentiels produits par une source au sein de l'État. C'est ce que font sans cesse les journalistes — pour les Pentagon Papers et pour d'innombrables autres affaires dont la révélation était d'intérêt public, quand bien même les sources avaient enfreint la loi.

<https://www.courrierinternational.com/article/etats-unis-linculpation-de-julian-assange-menace-toute-la-presse-libre>

- Pour rappel, le 12 avril 2019, Mme Gabi Zimmer, présidente de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique et eurodéputée, déclarait : Lorsqu'un journaliste ou un dénonciateur découvre des secrets d'État qui sont dans l'intérêt public, il ne devrait pas être poursuivi pour son acte de service public. Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, avait dénoncé les atrocités commises par les États-Unis en Irak. Mais au moment où Assange fait face au système judiciaire britannique et à la menace d'extradition vers les États-Unis, les individus qui ont commis les crimes de guerre qu'Assange a exposés n'ont jamais été jugés. <https://www.guengl.eu/statement-on-julian-assanges-arrest-by-uk-authorities/> Note de l'Adetra : nous avons reçu en Suisse le même avis juridique que celui avancé par Mme Zimmer Le 25 mai 2019. Article de Caitlin JOHNSTONE. <https://www.legrandsoir.info/combien-de-fois-faut-il-que-julian-assange-ait-raison-avant-qu-on-ne-commence-a-l-ecouter.html>

Le 24 mai 2019, tweet de Bernie Sanders : <https://twitter.com/SenSanders/status/1132021213717512193>

Site du Fonds de défense WikiLeaks qui soutient les activités médiatiques et publiques de défense de Julian Assange et d'autres journalistes de WikiLeaks : <http://defend.wikileaks.org>

- Après que la Justice américaine ait accusé Julian Assange d'avoir violé la loi sur l'espionnage, WikiLeaks a répondu à cet acte d'accusation : il s'agit d'une attaque sans précédent contre la presse libre.

L'acte d'accusation a de sérieuses implications pour les partenaires de l'Édition de WikiLeaks, au nombre de plus d'une centaine à travers le monde, dont The New York Times, The Telegraph et The Guardian, qui ont collaboré à ces publications et pourraient désormais devoir faire face à des accusations de co-accusés.

La décision finale concernant l'extradition d'Assange revient au ministre britannique de l'Intérieur, qui subit actuellement d'énormes pressions pour protéger les droits de la presse libre au Royaume-Uni et ailleurs. Les défenseurs des droits de la presse ont unanimement soutenu que les poursuites engagées contre Assange en vertu de la loi sur l'espionnage sont incompatibles avec les principes démocratiques fondamentaux. C'est la plus grave atteinte à la liberté de la presse du siècle !

- Selon le Comité pour la protection des journalistes, c'est la première fois que le gouvernement américain utilise la loi sur l'espionnage pour poursuivre un éditeur.

-

Gregory Joseph Barns est avocat, auteur, commentateur politique, directeur de société, et ancien candidat politique australien.

"L'Australie a un rôle à jouer à cet égard et nous estimons que le gouvernement australien doit intervenir", a-t-il déclaré à Guardian Australia.

"Il ne s'agit pas d'un processus juridique, mais d'un processus politique qui a des répercussions sur la liberté d'expression, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier".

"Nous savons que le gouvernement Obama n'a pas porté d'accusations d'espionnage pour une très bonne raison, c'est parce qu'en fin de compte, le premier amendement et les questions de liberté d'expression l'ont dépassé".

"Le danger que cela représente n'est pas seulement pour les dénonciateurs ou les journalistes aux États-Unis, c'est toute personne qui publie des informations que les États-Unis considèrent comme classifiées* partout dans le monde. En d'autres termes, c'est la portée extraterritoriale des accusations représente une menace directe à la liberté d'expression, non seulement aux États-Unis, mais partout dans le monde."

*ndlr : couverts par le secret de la défense nationale

<https://twitter.com/barnsgreg>

En complément : Le 23 mai 2019. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la protection de la vie privée, Joseph Cannataci, s'est dit jeudi très préoccupé par les informations selon lesquelles le gouvernement équatorien envisage de remettre aux États-Unis les effets personnels de Julian Assange.

<https://news.un.org/fr/story/2019/05/1044201> Atteinte à la liberté d'informer les citoyens en France, en l'espace de quelques semaines, huit journalistes et le président du directoire du "Monde" qui travaillent pour le Monde, l'émission Quotidien, le site d'investigation Disclose et Radio France ont été convoqués par les services de renseignement français pour la vente d'armes à l'Arabie Saoudite et l'affaire Benalla. Des journalistes qui ont fait que leur travail : porter à la connaissance des citoyens des informations d'intérêt public. https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/05/23/vague-de-protestations-apres-de-nouvelles-convocations-de-journalistes-par-la-dgsi_5466004_3224.html

- Le 24 mai 2019. Intervention de Benoît Hamon, la France continue de vendre des armes en Arabie Saoudite :

<https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/ultime-debat-selon-benoit-hamon-la-france-continue-de-vendre-des-armes-au-yemen-1163406.html>

- Le 24 mai 2019, Manon Aubry (FI) interpellait Nathalie Loiseau, ex-ministre française chargée des Affaires

européennes, sur la vente d'armes à l'Arabie Saoudite : <https://twitter.com/ManonAubryFr/status/1131930352359038978>

- Le 15 avril 2019, Enquête Arte en partenariat avec Disclose : <https://www.arte.tv/fr/videos/086089-022-A/yemen-des-armes-made-in-france/>

Voir la suite sur la page suivante :

http://www.adetra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=29&Itemid=35&mosmsg=Publication+sauvegard%E

9e+avec+succ%E8s.